



Organisation des Nations Unies  
Pour l'alimentation  
Et agriculture



# **PROFIL NATIONAL GENRE DES SECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL AU BURKINA FASO**

Mariamé OUATTARA/ Expert Genre  
*Consultante*

## **PRÉFACE**

L'objectif de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous les êtres humains ne peut être atteint sans une véritable égalité entre les sexes.

L'égalité de genre et l'autonomisation des femmes sont un double impératif pour parvenir à un développement équitable, participatif et durable. C'est pourquoi leur promotion est systématiquement préconisée par les Nations Unies lors des différentes Conférences internationales sur la condition de la femme. En 2010, **M. Ban Ki-Moon**, Secrétaire général de l'ONU avait en effet déclaré :

*« Pour les femmes, parvenir à l'égalité est un droit humain fondamental et un impératif social et économique ; partout où les femmes sont instruites et autonomes, les économies sont plus fortes et plus productives ; partout où les femmes sont mieux représentées, les sociétés sont plus pacifiques et plus stables ».*

Au Burkina Faso, c'est dans le secteur rural que les inégalités de genre sont plus criardes, alors qu'il est l'un des moteurs essentiels au développement agricole et économique du pays.

Pour renverser la tendance, cette thématique mériterait une attention plus soutenue, une plus grande visibilité et des alliances interministérielles fortes priorisant les mécanismes en faveur de l'égalité de genre.

La persistance des inégalités à l'endroit des femmes et la faiblesse de leur pouvoir de décision au sein des ménages nécessite des efforts spécifiques : il s'agit de faire évoluer les normes sociales et les préjugés qui entravent leur développement et leur épanouissement.

De plus, la pandémie de COVID-19<sup>1</sup> a eu des répercussions importantes sur l'économie et la sécurité alimentaire. Depuis début janvier 2020, le Burkina Faso est confronté à une insécurité croissante qui a engendré des mouvements massifs de population. Outre la crise sécuritaire qui touche le pays, les premiers cas de personnes infectées par la pandémie de la COVID-19 ont été confirmés le 9 mars 2020, suivi des cas enregistrés dans neuf régions du pays : le Centre, les Hauts Bassins, le Centre-Nord, la Boucle du Mouhoun, le Plateau Central, les Cascades, le Centre-Sud, le Sud-Ouest et le Sahel.

Le PIB réel du Burkina Faso s'est contracté de 0,2 % en 2020, contre une hausse de 5,7 % en 2019, et un scénario tendanciel de 6,3 avant la pandémie (soit un écart de 6,5 points) causé principalement par un ralentissement de l'activité dans le commerce, les transports, le tourisme et l'hôtellerie, résultant en grande partie des mesures prises pour contenir la propagation de la COVID-19. Le taux d'inflation a augmenté à 1,4 % en 2020,

---

<sup>1</sup> FAO ; Burkina Faso Plan de réponse avril-décembre 2020 : Atténuer l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (covid-19) sur la sécurité alimentaire.

principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, après être tombé à -3,2 % en 2019 (BAD, 2021)

Les mesures prises par le Gouvernement pour contenir la pandémie, ont restreint l'accès des populations à des sources de nourriture suffisantes, diversifiées et nutritives. Ces mesures ont également entraîné la dégradation des petits commerces informels des femmes en raison de la fermeture des marchés.

L'évaluation genre dans le secteur du développement rural, notamment dans le domaine de l'agriculture, et l'évaluation de la mise en œuvre du PNIA/PNSR au Burkina Faso, ont permis de mettre en exergue la situation complexe de la dimension genre dans ce secteur et de sa faible intégration.

L'analyse des politiques montre néanmoins l'existence d'une volonté qui se traduit par des déclarations, des intentions, des cadres référentiels et des mécanismes favorables à l'intégration systématique du genre dans ce secteur. Des instruments et des capacités institutionnelles sont en place, mais doivent être renforcés et s'accompagner de mécanismes d'intégration et de suivi du genre plus performants.

La promotion de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes dans l'agriculture bénéficie d'un contexte qui offre des atouts importants et des opportunités intéressantes devant être concrétisées.

Toutefois, des appuis techniques et financiers restent nécessaires pour soutenir les plans d'actions en cours d'exécution ou d'élaboration au sein des ministères couvrant le secteur rural, notamment le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire.

Une mobilisation dynamique des ressources doit pouvoir être engagée afin d'appuyer davantage les succès sur le terrain. L'appui de la FAO et d'autres partenaires techniques s'avère donc indispensable.

Je vous assure de mon soutien en vue de l'émergence d'une société exempte d'inégalités entre les sexes, afin d'accroître les opportunités à la fois pour les femmes et pour les jeunes, de parvenir à une croissance agricole inclusive et de relever le Défi Faim Zéro.

Signé

***Le ministre de l'Agriculture,  
des Aménagements hydrauliques et de la Mécanisation***

## **REMERCIEMENTS**

Nous tenons à remercier les institutions et responsables des structures suivantes :

La FAO ;

la Commission de la CEDEAO

Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique;

Ministère des Ressources animales et halieutiques;

Ministère de l'Environnement et du Développement durable;

Secrétariat permanent de la Coordination des politiques sectorielles agricoles  
(SP/CPSA);

Secretariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre (SP/CONAP  
GENRE);

Le service de documentation de la représentation de la FAO;

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles;

Sans oublier tous ceux et celles dont l'intervention a été d'un quelconque apport à  
l'élaboration, la correction, la validation et la finalisation de ce document. Qu'ils en  
soient tous remercié.

## Avant-Propos

L'engagement politique de faire de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes une priorité de développement est important au Burkina Faso, comme le montrent les actions à plusieurs niveaux, y compris la volonté politique tendant à faire participer toutes et tous à l'édification d'une nation forte qui s'est traduite au Burkina Faso par des mesures et un cadre juridique favorable à la participation et à la représentation équitable des femmes aux actions de développement en relation avec le secteur agricole.

Au Burkina Faso, l'engagement politique en faveur d'une société burkinabè plus égalitaire s'est concrétisé par l'adoption de la Politique nationale Genre (PNG) en 2009. La PNG se veut un document de référence et d'orientation pour tous les acteurs intervenant en faveur de l'égalité et de l'équité de genre. Pour la mise en œuvre de la PNG un Plan d'action opérationnel a été élaboré et la second PAO/PNG couvrait la période 2017-2019.

La population du Burkina Faso est caractérisée par sa ruralité (70 %) et sa jeunesse. L'âge moyen de la population burkinabè est de 17,6 ans et la moitié de la population a moins de 17 ans.

La politique sectorielle a mis en exergue et insisté de façon explicite et cohérente sur la prise en compte des femmes dans la planification.

Ce « Profil national genre des secteurs de l'Agriculture et du développement rural au Burkina Faso » initiée par la FAO et la Commission de la CEDEAO, a permis de faire ressortir la situation des femmes par rapport aux hommes quant à l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés en lien avec la productivité agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Nous apprécions la haute qualité de ce document qui a fait un diagnostic et capitalisé les actions genre dans de multiples domaines du développement rural. Le Ministère s'inspirera également des conférences de « Beijing Plus 25 » et le « Forum Génération Égalité » qui a lancé un plan d'action quinquennal pour réaliser des progrès irréversibles en matière d'égalité entre les femmes et les hommes qui repose sur une série d'actions concrètes, ambitieuses et transformatrices.

Le Ministère remercie une fois encore, la FAO et la Commission de la CEDEAO, initiateurs de cette évaluation et les assure de son engagement à œuvrer pour une croissance agricole, forte et inclusive en vue de l'épanouissement des femmes et des hommes.

## SOMMAIRE

PRÉFACE .....	2
REMERCIEMENTS .....	4
LISTE DES FIGURES.....	7
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES .....	9
CONTEXTE.....	26
ANALYSE DU CONTEXTE POLITIQUE DU BURKINA FASO EN LIEN AVEC LE GENRE .....	33
ANALYSE DE L'INTÉGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LE PROCESSUS DE POLITIQUE AGRICOLE .....	57
ANALYSE DE LA SITUATION BASÉE SUR L'EXAMEN DES DOCUMENTS, LE RECENSEMENT AGRICOLE DU PAYS ET LES AUTRES RECENSEMENTS ET ENQUÊTES.....	78
ANALYSE DES PARTIES PRENANTES ET PARTENAIRES POTENTIELS .....	129
ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE ET DES IMPACTS DU PNIA EN LIEN AVEC LA PROBLÉMATIQUE GENRE	132
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	140

## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Carte administrative du Burkina Faso .....	33
Figure 2 : Pyramide des âges de la population totale du Burkina .....	34
Figure 3 : Rapport de masculinité (en %) selon le statut matrimonial .....	35
Figure 4 : Pyramide des âges des chefs de ménage.....	36
Figure 5 : Évolution du surpoids au Burkina Faso depuis 1998 .....	79
Figure 6 : Tendances concernant l'état nutritionnel des femmes de 15-49 ans .....	80
Figure 7 : Évolution de l'insuffisance pondérale chez les garçons et filles de moins de 5 ans	80
Figure 8 : Pyramide des âges de la population active .....	83
Figure 9 : Évolution de la scolarisation primaire depuis 1998.....	85
Figure 10 : Évolution de l'emploi féminin et masculin par secteur d'activités entre 1998 et 2016.....	87
Figure 11 : Répartition spatiale des femmes dans l'agriculture en 2018 .....	88
Figure 12 : Utilisation des mesures de protection en fonction des céréales.....	108
Figure 13 : Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable .....	126
Figure 14 : Distance pour accéder à l'eau.....	127
Figure 15 : Taux d'accès à l'assainissement selon le sexe du chef de ménage (en %).....	128

## **Liste des tableaux**

Tableau 1 : Répartition de la population burkinabè par sexe et par milieu.....	33
Tableau 2 : Participation des femmes aux prises de décision du ménage .....	36
Tableau 3 : Normes sociales relatives aux violences faites aux femmes au sein du ménage ..	37
Tableau 4 : Indicateurs de pauvreté selon le sexe du chef de ménage (%) .....	39
Tableau 5 : Alignement PDDAA, PRIA, SDR, et PNIA, .....	50
Tableau 6 : Taux net d'activité.....	83
Tableau 7 : Évolution du taux d'alphabétisation chez les jeunes adultes .....	86
Tableau 8 : Journée de travail des femmes et des hommes sur les 4 trimestres.....	89
Tableau 9: Structure par sexe des surfaces cultivées dans la production nationale .....	99

Tableau 10: Rendement des principales cultures en 2018 .....	100
Tableau 11: Bref résumé des pratiques au sein de l'espace CEDEAO permettant de différencier les activités entre hommes et femmes .....	103
Tableau 12 : Évolution de l'épargne selon les sexes .....	113

### **Liste des encadrés**

Encadré 1 : La triple journée des femmes .....	89
Encadré 2 : Droits des femmes et droits à la terre au Burkina Faso.....	95
Encadré 3 : Études de cas « genre et irrigation » .....	98
Encadré 4 : Non prise en compte des femmes dans un projet.....	105
Encadré 5 : Exemples de bonnes pratiques .....	107
Encadré 6 : Exemples de bonnes pratiques relatives à la gestion post-récolte.....	109
Encadré 7 : Exemple de bonne pratique .....	112
Encadré 8 : Enjeux de l'accès au crédit pour les femmes (Banque mondiale, 2003) .....	114
Encadré 9 : Cantine scolaires, protection sociale, nutrition et genre .....	121
Encadré 10 : Exemple d'action de la FNFR.....	123

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES**

ASEG	Analyse socioéconomique selon le genre
CCPDR	Cadre de concertation des partenaires du développement rural
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CSLPR	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté régionale
CPP	Cadre de programmation par pays
CPF	Confédération paysanne du Faso
CGVT	Commissions villageoises de gestion des terroirs
DEP	Direction des études et de la planification
DGESS	Direction générale des études statistiques et sectorielles
DGFOMR	Direction générale du foncier, de la formation et de l'organisation du monde rural
DGPER	Direction générale de la promotion de l'économie rurale
DGPSA	Direction générale des prévisions et des statistiques agricoles
DGPV	Direction générale des productions végétales
DGRE	Direction générale des ressources en eau
DOS	Document d'orientation stratégique

DPAH	Directions provinciales de l'agriculture et de l'hydraulique
DPRD	Plan de développement rural décentralisé
DRAH	Directions régionales de l'agriculture et de l'hydraulique
DRH	Direction des ressources humaines
DSDR	Document de stratégie de développement rural
EBCVM	Enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages
EDSBF-MICS	Enquête démographique et de santé à indicateurs multiples
ENP	Étude nationale prospective
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAARF	Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes
FNFR	Fédération nationale des femmes rurales
FCG	Fonds commun Genre
FIAB	Fédération des industries agro-alimentaires du Burkina Faso
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
IDH	Indice du développement humain
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
LPDRD	Lettre de politique de développement rural décentralisé
MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques
MPF	Ministère de la Promotion de la femme

ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
OPA	Organisation professionnelle agricole
PAPISE	Plan d'actions et Programme d'investissements du sous-secteur de l'élevage
PAGEDD	Programme d'actions du gouvernement pour l'émergence et le développement durable
PAN/LCD	Programme d'action national de lutte contre la désertification
PAO/PNG	Plan d'actions opérationnel de la Politique nationale genre
PAS	Programmes d'ajustement structurel
PAU	Politique agricole de l'UEMOA
PCT	Programme de coopération technique (FAO)
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
PISA	Programme d'investissement du secteur de l'agriculture
PNDDAI	Politique nationale de développement durable de l'agriculture irriguée
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNDSA	Programme national de développement des services agricoles
PNE	Politique nationale de l'environnement

PNG	Politique nationale genre
PNIA	Programme national d'investissement agricole
PNSE	Programme national pour le secteur de l'eau
PNSF/MR	Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural
PNSR	Programme national de développement du secteur rural
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRIASAN	Plan régional d'investissement agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
PP	Programme présidentiel
PSGDA	Plan stratégique genre et développement agricole
PSO	Plan stratégique opérationnel
PTF	Partenaires techniques et financiers
RAF	Réorganisation agraire et foncière
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitation
RSA	Réorganisation des services agricoles
SCAD	Stratégie de croissance agricole durable
SCADD	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SDR	Stratégie de développement rural

SNDDAI	Stratégie nationale de développement durable de l'agriculture irriguée
SNSA	Stratégie nationale de sécurité alimentaire
SP/CPSA	Secrétariat permanent de la coordination des politiques sectorielles agricoles
TDR	Termes de référence
VGGT	Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure (FAO)

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

### a) Contexte et objectifs de l'évaluation

Le secteur agricole occupe environ 80 % de la population active du Burkina Faso et constitue la principale source de revenus pour les populations les plus pauvres (INSD, 2015). En outre, il contribue à la souveraineté alimentaire et fournit au moins 30 % des recettes d'exportation. La population rurale compte 47,5 % de personnes pauvres et 13,5% de personnes dans l'extrême pauvreté contre 20 % et 2,8 % respectivement s'agissant de la population urbaine. Le secteur agricole compte 37 % de personnes pauvres dans le secteur vivrier, contre moins de 20 % dans les autres secteurs. En 2018, près de 95,5 % des femmes et jeunes femmes de plus de 14 ans du milieu rural étaient employées dans l'agriculture et elles représentaient 55 % de la main-d'œuvre du secteur et 56,4 % des responsables de parcelle, n'occupant cependant que 41 % des parcelles agricoles pour un total de 19 % des superficies exploitées (EPA, 2018). **Un développement agricole tenant compte des femmes est donc fondamental pour réduire la pauvreté et augmenter la croissance et l'emploi.** La situation des femmes rurales est marquée par des inégalités majeures entravant non seulement leur développement mais aussi celui de l'ensemble du secteur. La réduction des inégalités de genre et l'autonomisation des femmes sont les deux prémisses fondamentales d'un développement équitable, participatif et durable (FAO, 2012, ODD).

Le Projet de coopération technique intitulé « *Réponse Genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le Défi Faim Zéro dans les pays membres de la CEDEAO* » vise à assurer que la transformation agricole soit un facteur majeur d'autonomisation des femmes et des jeunes dans les pays membres de la CEDEAO. Pour ce faire, il appuie : i) la pleine incorporation de la problématique genre dans les Plan nationaux et régionaux d'investissements agricoles (PNIA) ; ii) le renforcement des capacités dans ce domaine.

La présente évaluation s'inscrit dans ce cadre et vise à : i) analyser les disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural ; ii) établir un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels afin d'éclairer l'élaboration du PNIA de seconde génération. Elle s'est appuyée sur l'étude de documents, des échanges avec des personnes ressources et l'analyse des données selon plusieurs grilles élaborées par la FAO afin de faciliter les comparaisons régionales sur la base d'exercices similaires conduits dans 40 pays d'Afrique. Enfin, les partenaires principaux du secteur ont été associés au processus de validation.

### b) Contexte économique et politique général

Le Burkina Faso est un pays à vocation agricole et à faible revenu, 40 % de sa population étant considérée comme pauvre en 2014 (contre 46 % en 2003). Il connaît un fort taux d'analphabétisme et des conditions d'habitat encore précaires, ce qui le classe au 182<sup>e</sup>

rang sur 189 pays dans l'Indice de développement humain (IDH), dans la catégorie discrimination moyenne de l'indice des Institutions sociales et du Genre (SIGI) (32% en 2019) et aux dernières places de l'Indice mondial de l'innovation ou IMI (115 sur 132). Le Burkina Faso possède des institutions sociales discriminatoires à l'égard des femmes et se caractérise par de profondes inégalités entre les hommes et les femmes (AFD, 2015).

Un **Plan national de développement économique et social** (PNDES) a été adopté en juillet 2016. Il est le référentiel national des interventions de l'État et de ses partenaires sur la période 2016-2020. Malheureusement, seul le diagnostic mentionne « les inégalités persistantes liées au genre et à l'inclusion sociale » notamment dans l'éducation et l'emploi. Toutefois, l'un de ses principes directeurs porte sur le genre, et selon l'axe 2 « développer le capital humain », le but affiché est de réduire les inégalités sociales et de faire de la femme un acteur dynamique de développement. L'objectif 2.4 comporte une cible faisant référence au genre : augmentation **du nombre de femmes entrepreneuses** de 21 % en 2015 à 50 % en 2020.

Le **Programme présidentiel inclut également les questions de genre** énonçant clairement que « *sans une véritable promotion et une réelle implication des femmes dans la vie économique, sociale et politique, il sera difficile, voire impossible, de parvenir à un développement véritable et durable du Burkina Faso. Le Président du Faso a réservé une place de choix à la femme et à la jeune fille dans son programme de société, l'objectif étant d'apporter aux femmes tous les appuis nécessaires à leur épanouissement tant sur le plan politique, économique et social, que du respect de leurs droits fondamentaux* ». Ce document envisage ainsi des mesures en lien avec le secteur agricole : le renforcement de l'autonomisation économique des femmes ; l'octroi de 30 % des terres aménagées aux femmes ; la facilitation de l'accès aux crédits, aux unités économiques et aux technologies ; l'absence de corvée d'eau aussi bien en ville qu'à la campagne ; la liberté économique des femmes rurales ; l'accès aux soins de santé et leur gratuité sur toute l'étendue du territoire national.

### c) Cadre juridique du genre

Le Burkina a ratifié les textes fondamentaux suivants :

- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1987 et le Protocole CEDEF en 2005 ;
- Le Protocole, à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux Droits des femmes en Afrique, en 2006 ;
- L'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO, adopté par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement tenu à Accra en mai 2015 ;
- Le Pacte régional de partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA à l'horizon 2025 adopté lors de la conférence « ECOWAP+10 » ;

- La déclaration de Malabo de juin 2014 de l'Union Africaine portant sur plusieurs engagements de développement agricole, incluant une « préférence accordée aux femmes et aux jeunes dans des activités agroalimentaires lucratives et attrayantes » ;
- Les Objectifs de développement durable, notamment l'Objectif n° 5 « *Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles* ».

Le Burkina a développé un **cadre juridique national favorable** aux femmes mais qui toutefois est souvent **moins bien appliqué que le droit coutumier qui lui demeure moins favorable** :

- La Constitution de 1991 interdit les discriminations, y compris celles fondées sur le sexe ;
- Le droit coutumier est reconnu par la Constitution comme source de droit, mais « les coutumes seront constatées et mises en harmonie avec les principes fondamentaux de la Constitution » ; en ce qui concerne l'héritage, le Code des personnes et de la famille donne le droit aux veuves et aux filles mineures d'hériter des propriétés. Or dans la pratique, le droit coutumier prévaut : les enfants mineurs n'ont pas le droit d'hériter et il est courant que la famille du mari décédé s'approprie les biens et propriétés du couple ;
- L'article 15 de la Constitution garantit le droit de propriété pour tous et la réforme agraire et foncière accorde aux femmes un accès égal aux terres ; cependant dans la pratique, les femmes continuent d'avoir peu accès à la terre ;
- Le Code des personnes et de la famille établit que les époux sont des partenaires égaux : la mère et le père partagent l'autorité parentale, une responsabilité et des obligations égales vis-à-vis des enfants ;
- Depuis 1996, une loi interdit les mutilations génitales féminines ; cependant, dans la pratique, celles-ci sont encore pratiquées ;
- Une loi portant fixation de quotas en matière électorale a été adoptée en 2009 : elle préconise que 30 % des candidats aux élections locales et législatives doivent être des femmes ; elle a été réformée en janvier 2020.

### **Cadre politique de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques agricoles**

La **Politique nationale Genre (PNG)** du Burkina Faso a été adoptée en juillet 2009. Sa vision à terme était « *une société débarrassée de toutes les formes d'inégalités et d'iniquités de genre et qui assure à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique* ». Elle repose sur 7 axes stratégiques dont l'institutionnalisation du genre. Sa mise en œuvre repose sur des Plans d'actions opérationnels triennaux glissants, qui ont été exécutés de 2011 à 2013 et de 2017 à 2019. Ces plans mettent en avant l'importance de l'accès et du contrôle des ressources et moyens de production et des services à travers l'objectif 1 : « *Un accès égal aux infrastructures et équipements, support de leurs activités économiques, aux ressources* ».

*naturelles (terre, périmètres aménagés, forêt, etc.), aux crédits, aux services de vulgarisation, et à la technologie. En particulier, l'objectif permettra d'apporter des solutions définitives à la question de l'accès à la terre et au droit de propriété foncière. »*

Politique décennale, la PNG est arrivée à échéance en 2019 et a fait l'objet d'une évaluation. Les enseignements tirés ont servi de base à la préparation d'une Stratégie nationale Genre (SNG) quinquennale 2020-2024, en vue de relever les principaux défis qui y sont mentionnés. Avec pour point de mire l'égalité entre les hommes et les femmes, la vision de la Stratégie nationale Genre à l'horizon 2024 est de « **bâtir une société d'égalité et d'équité entre hommes et femmes, et qui assure à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique** ». Pour relever les défis découlant de l'analyse diagnostique de la situation, cinq axes stratégiques et leurs objectifs et effets attendus ont été clairement définis.

Dès 2005, avant la PNG, le MAAH disposait déjà **d'un plan stratégique genre et de développement agricole** qui mettait l'accent sur la prise en compte du genre, l'accès équitable aux ressources productives et la mise en place de mécanismes et d'outils opérationnels de suivi-évaluation. Un nouveau **plan d'action genre et agriculture** a ensuite été élaboré pour la période 2013-2015, dont la révision a conduit à l'élaboration d'un troisième plan pour la période 2016-2019. En outre, la cellule genre est en train d'élaborer un autre plan d'action genre triennal. Le diagnostic institutionnel préalable fait apparaître la faible appropriation des questions liées au genre, le manque de ressources financières, la faible prise en compte de ces questions dans les formulations et les mises en œuvre, l'insuffisance des capacités techniques et institutionnelles et l'absence de suivi-évaluation tenant compte de l'angle genre.

Malgré ces dispositifs, **les politiques agricoles intègrent insuffisamment l'approche genre**. Elle est certes souvent prise en compte dans les analyses et principes, mais ensuite n'est pas adéquatement intégrée dans les programmes, la budgétisation et les indicateurs. Une exception reste néanmoins la Stratégie de développement du secteur rural qui comptait un principe directeur sur le genre et plusieurs actions prioritaires. Les Plans nationaux du secteur rural 2011-2015 (PNSR 1) et 2016-2020 (PNSR 2) ont été élaborés de façon concertée et disposent d'organes de gouvernance associant plusieurs ministères et des organisations de la société civile.

Cependant, il n'est pas mentionné de parties prenantes représentant les femmes rurales, aucune analyse genre n'est faite et le document fait l'impasse sur la problématique. Cela dit, les autres politiques sectorielles intègrent souvent des principes sur l'égalité de genre et plus largement sur la réduction des inégalités. La Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR) par exemple prend en compte le genre, les droits des femmes et inclut des mesures de quota pour favoriser l'accès des femmes aux surfaces irriguées. Elle mentionne également la participation d'organisations féminines au niveau

des processus locaux. La politique de l'eau inclut des principes d'égalité, de genre mais n'analyse pas suffisamment les relations hommes- femmes-eau.

**Le système de suivi-évaluation** du PNSR apparaît largement insensible au genre, avec seulement un indicateur et une cible désagrégée sur la création d'emplois dans le secteur forestier. Le Burkina dispose par contre de **données statistiques riches et ventilées par sexe** (recensement général agricole, enquête permanente agricole, enquête auprès des ménages multifactorielle dont celle de 2014 comporte un fort module agricole, LSMS-ISA). Les données agricoles ne sont cependant pas facilement accessibles en ligne et les rapports publics sur le recensement n'intègrent pas suffisamment l'analyse des aspects liés au genre. L'INSD a produit un Livret genre en 2014, réédité en 2017 et en 2019. Les données des ménages ont fait l'objet de plusieurs rapports d'analyse assez fournie (notamment emploi, pauvreté, etc.) mais le volet agricole et genre semble insuffisamment valorisé. La DGESS du MAAH a élaboré une nomenclature des indicateurs de performance genre, en attente de validation.

### **Capacités institutionnelles, techniques et financières en matière de genre**

**Le ministère en charge de la Promotion de la femme et du Genre** a été créé en 1997 pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique gouvernementale en matière de promotion socio-économique de la femme. Le secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre (SP/CONAP Genre) assure le suivi de l'exécution et la coordination des activités de cet organe qui est présidé par le Premier ministre. Un *caucus* genre a été créé au sein de l'Assemblée nationale qui est suivi par le SP/CONAP Genre, et à ce jour, il existe une Commission en charge du genre au sein de l'organe parlementaire. Un cadre de concertation genre des partenaires techniques et financiers (PTF) et un fonds commun genre ont également été établis pour faciliter les partenariats. Des cellules genre ont été instituées dans tous les ministères et les institutions publiques. Le SP/CONAP Genre a fourni un appui technique aux trois ministères du secteur agricole (agriculture, élevage et environnement) pour réaliser des études diagnostiques assorties de plans d'action genre 2013 -2015 dans le cadre du Programme de renforcement des capacités des acteurs de la mise en œuvre de la PNG.

**La cellule genre du MAAH** est composée de 10 agents provenant de plusieurs directions. De plus, un noyau de formateurs et de formatrices en analyse genre a été constitué qui a assuré la formation des responsables de structures déconcentrées et d'organisations paysannes. La cellule a participé à plusieurs réunions internationales et régionales. Cependant, il ressort des entretiens qu'elle ne fonctionne que de manière limitée, faute de moyens financiers et techniques suffisants. Par ailleurs, on y observe également une faible représentation des femmes au sein du MAAH (30 % au niveau du cabinet, mais environ 15 % des agents, 25 % des directeurs généraux, et moins de 10 % au niveau déconcentré et des projets).

**Des initiatives intéressantes existent qui tendent à développer et à renforcer les partenariats et la mobilisation de ressources :** Cadre de concertation genre, Fonds commun genre (Canada, Espagne, Suisse, Suède, UNICEF, PNUD, FNUAP, etc.) lequel a permis de financer 11 millions de dollars US en projets depuis une douzaine d'années. Le fait que la budgétisation sensible au genre ne soit pas encore généralisée et que les dotations financières à ces structures demeurent insuffisantes est un obstacle aux avancées possibles. Il convient de noter que le Premier ministre a lancé en 2017 un Programme d'autonomisation économique des femmes et des jeunes en plus du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF). Un examen des listes de bénéficiaires montre qu'environ 60 % de ces bénéficiaires choisissent de financer des activités relevant du secteur agro-alimentaire.

### **Situation des femmes dans le secteur agro-alimentaire**

**Les femmes jouent un rôle fondamental dans le développement de l'agriculture, l'emploi et la sécurité alimentaire.** Environ 55 % de la main-d'œuvre agricole et 40 % de la main-d'œuvre dans les activités d'élevage est féminine et les femmes dominent la transformation agricole. Elles sont les piliers de la sécurité alimentaire et de la gestion du foyer. Elles sont responsables de l'approvisionnement en eau et bois de chauffe, de la préparation des repas et des soins à apporter à la famille. Si traditionnellement l'homme apporte les céréales, la femme doit subvenir aux autres besoins, surtout dans les familles polygames. Une très grande part de la production alimentaire (75 %) destinée à la consommation du foyer est assurée par les femmes (PNG 2009). La nutrition de la femme enceinte et allaitante et l'éducation de la mère ont des impacts directs sur la santé et la sécurité alimentaire des enfants. Or, **l'insécurité alimentaire et la malnutrition** restent alarmantes : 27,3 % des enfants montrent un retard de croissance en 2016 contre 30 % en 2010, 19,2 % des enfants souffrant encore d'un faible poids en 2016 contre 25 % en 2010 (ENN, 2016). La sous-alimentation touche davantage les garçons mais l'anémie touche 51 % des femmes rurales adultes contre 30 % des hommes. Le surpoids est plus observé chez les femmes que chez les hommes (30 % contre 16 %). Le taux de fécondité reste très élevé au Burkina Faso (plus de 5 enfants par femme, et 3,1 % de taux de croissance démographique net) ce qui a une incidence sur le taux de pauvreté des familles de plus de 12 personnes, qui est de 60 %.

**L'analyse de la situation des femmes rurales au Burkina Faso révèle de fortes disparités et inégalités entre les hommes et les femmes.**

Les femmes ont un **accès plus faible aux ressources naturelles**. Alors qu'elles représentent 55 % de la main-d'œuvre en 2018, elles exploitent seulement 41 % des parcelles agricoles (pour 19 % des superficies totales) et **seules 34 % ont accès à la propriété foncière contre 31 % en 2008**, les deux-tiers d'entre elles en copropriété. En grande majorité, les droits fonciers des femmes sont donc des droits d'usage coutumier qui leur sont retirés au décès de leur mari ou en cas de séparation et qui ne leur permettent pas de faire des aménagements sur le long terme, notamment de planter des

arbres. Les femmes représentent ainsi moins de 3 % des propriétaires de parcelles arboricoles. En moyenne, elles obtiennent moins de 20 % des parcelles irriguées. Une grande partie de leur travail agricole est pour autant non directement rémunéré car essentiellement un appui à l'exploitation familiale.

**Les femmes ont moins accès aux moyens de production.** Elles utilisent moins de 8 % des engrais minéraux nationaux, 10 % des semences améliorées ; elles ont moins accès aux services financiers avec 2,5 % d'accès contre 7 % chez les hommes (EPA, 2018) ; 26 % sont des bénéficiaires de warrantage crédit ; enfin, elles n'ont guère accès aux services techniques — elles représentent moins de 26 % des bénéficiaires de services de vulgarisation (RGA 2008). En règle générale, elles ont moins accès aux nouvelles technologies et ont deux fois moins de **téléphone portable** (20 % contre 52 % des hommes en milieu rural). Si l'**accès à l'éducation** est maintenant plutôt paritaire et a fortement progressé, 30 % des filles n'y accèdent pas et l'analphabétisme concerne plus les femmes adultes que les hommes (74 % contre 56 %), même si la situation progresse chez les jeunes (66 % contre 43 % d'analphabétisme chez les hommes). La situation est néanmoins catastrophique en milieu rural avec un taux de 84 % d'analphabétisme chez les femmes, et de 67,5 % chez les hommes.

Les femmes sont particulièrement touchées par la **faiblesse des infrastructures rurales**, notamment en termes d'accès à l'eau et à l'énergie. Environ 34 % des ménages doivent parcourir plus de 30 minutes aller-retour pour se procurer de l'eau potable. L'écrasante majorité des ménages dépend du bois de chauffe. Ceci alourdit les tâches des femmes qui sont responsables de la collecte d'eau et du bois et en souffrent les effets au niveau de santé et de la nutrition. Les ménages dirigés par des femmes ont encore moins accès à ces ressources.

On note également une **différenciation dans les activités agricoles**, les femmes étant davantage portées sur les productions de rente, l'élevage et l'embouche des ovins, la valorisation des produits forestiers non ligneux (leur exploitation est à 89 % féminine), la transformation et commercialisation des produits agricoles (par exemple, les femmes représentent 90 % des ouvriers de transformation de l'anacarde).

Le **changement climatique a donc aussi des impacts distincts** particulièrement importants pour les femmes du fait de leur manque de moyens et capitaux et de l'impact sur les tâches domestiques (collecte de bois et d'eau, etc.). Les mesures d'adaptation requièrent des stratégies spécifiques pour les femmes.

Les femmes sont **fortement discriminées en termes de pouvoir de décision**. La gestion traditionnelle patriarcale du ménage semble avoir peu évolué entre 2003 et 2010 et montre que 20 % des femmes participent aux décisions d'achat du ménage (contre 23 % en 2003), 10 % aux trois types de décisions importantes (achat, visite, santé). **Au niveau politique**, en 2016, il n'y avait que 9,44 % de femmes parlementaires à l'Assemblée

nationale et 24 % de femmes au gouvernement. Des organisations nationales de femmes émergent (Fédération des femmes rurales appartenant à la Confédération paysanne et une Fédération de la transformation agro-alimentaire) qui soutiennent des plaidoyers importants. En moyenne, les femmes représentent 48 % des membres mais occupent seulement 33 % des postes à responsabilités dans les organisations paysannes.

Si le PNIA n'a pas intégré des actions spécifiques, plusieurs **bonnes pratiques et initiatives** sont néanmoins impulsées à travers d'autres stratégies et partenaires :

- On note des projets intéressants de **développement de filières féminines** autour des cantines scolaires et des « Achats pour le progrès » (P4P) du PAM, de la filière karité par le ministère en charge de la promotion des femmes et le GRET (ONG internationale), le développement de nouvelles filières (farines et biscuits enrichis par SODEPAL), de programmes de réduction des pertes agro-alimentaires (FAO), de warrantage crédit (Oxfam, crédits mutuels) ;
- On note plusieurs **efforts en matière foncière**, dont la loi sur le foncier rural et les aménagements hydrauliques, qui intègre l'angle genre, reconnaît les droits de propriété et d'usage des femmes et prône la participation des associations féminines (cf. 30 % des terres aménagées doivent être octroyées aux femmes) ;
- Les **filières qui paraissent les plus porteuses s'organisent** et il convient de souligner la prise en compte du genre au sein de la Confédération paysanne, les initiatives des « laboratoires de savoirs locaux » de la FNFR, les journées agro-alimentaires et le dynamisme de la FIAB, dirigé par une femme et assurant la promotion du secteur agro-alimentaire et de la consommation locale.

### **Conclusion et recommandations**

**L'analyse des politiques montre l'existence d'une volonté** exprimée à travers des déclarations, des intentions, des cadres référentiels et des mécanismes favorables à l'intégration systématique du genre dans ce secteur. Des instruments et des capacités institutionnelles sont en place mais qui doivent être renforcés et s'accompagner de **mécanismes d'intégration et de suivi du genre plus performants** (budgétisation sensible au genre, cibles et quotas pour les femmes, marqueurs genre, mécanismes incitatifs, etc.). La stagnation des femmes et la **faiblesse de leur pouvoir de décision** au sein des ménages appellent à des efforts spécifiques pour faire évoluer les normes sociales et les préjugés qui entravent le développement. La condition de la femme rurale et l'agriculture sont vecteurs d'inégalités alors que la population rurale féminine est un moteur indispensable du développement agricole et économique. Ces sujets méritent d'être **priorisés et rendus plus visibles** : des alliances interministérielles fortes sont nécessaires pour viabiliser les mécanismes de soutien des politiques de genre. Une **mobilisation de ressources** plus importantes doit pouvoir être lancée pour appuyer de nombreux succès sur le plan pratique.

La faible évolution de la situation des femmes et la persistance des contraintes qui sont les leurs font que **les priorités** fixées dans les politiques de genre relatives au secteur de

l'agriculture ainsi que dans le Programme présidentiel demeurent pertinentes. Ces priorités sont en phase avec plusieurs engagements internationaux et régionaux :

- Renforcement **de la prise en compte du genre**, via une programmation et budgétisation sensible au genre, des actions de suivi et d'évaluation, des partenariats et la mobilisation de ressources financières, outre le renforcement des capacités techniques du ministère compétent et des institutions connexes (Cadre genre et agriculture 2013-2015 ; Politique genre de l'UA 2009) ;
- Renforcement des **capacités techniques et organisationnelles des institutions rurales** ; renforcement des organisations de femmes et de la voix des femmes dans les organisations mixtes (CEDEF 14) ; renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation des femmes (ODD 4 et 5) ;
- Renforcement de **l'accès à la terre et à l'eau** (cf. 30 % des terres aménagées selon le Programme présidentiel, priorité de l'UA), aux finances (priorité de l'UA, 50 % de femmes bénéficiaires et SDR), aux technologies (PNG, SDR, Programme présidentiel), et aux soins de santé (Programme présidentiel) ;
- **Liberté et autonomisation économique des femmes** (Programme présidentiel) ; appui aux filières féminines (karité, néré, produits forestiers non ligneux ou PFNL) et à l'entrepreneuriat féminin y compris pour les petites unités de transformations (passer à 50 % de femmes entrepreneuses au sein du PNDES ; Déclaration de Malabo 2014/PDDAA sur la participation des femmes aux chaînes de valeur ; propositions de la FIAB) ;
- **Réduction des charges de travail** (corvée d'eau, de bois de chauffe, productivité, etc.) en adéquation avec l'ODD 5 (et initiative d'abandon de la houe de l'UA) ;
- Intégration pleine des enjeux de genre dans **les programmes environnementaux et d'adaptation au changement climatique** (ODD 13 ; Malabo 2014).

Sur la base de ce diagnostic, les recommandations suivantes sont proposées aux institutions qui suivent :

### **Ministère(s) en charge de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique**

- **Disséminer les résultats validés** aux acteurs ;
- **Développer une stratégie et un plan d'action**, avec une liste d'indicateurs mise à jour pour la prise en compte du genre dans l'agriculture et faciliter son financement ;
- **Mettre à jour les manuels de programmation** du ministère pour mieux intégrer le genre et orienter la formulation du PNIA2, **et assurer la participation formelle de femmes rurales et d'organisations de la société civile, pour en assurer la représentation au sein des cadres de concertation et de pilotage du PNIA2** ;
- **Lancer la mise à jour des politiques et programmes fonciers** en fonction des VGGT et intégrant le quota 30 % d'allocation de terres aux femmes ;
- En ligne avec les priorités de Malabo, du CAADP (Comprehensive African Agriculture Development Programme), de la stratégie genre de l'UA, du PRIASAN et tirant partie des dynamiques initiées, lancer avec les partenaires concernés des initiatives

thématiques sur les thèmes porteurs : initiative « **filières féminines** » ; « **voix et organisations des femmes rurales** » ; « **femme et changement climatique** » ; initiative **innovations, technologies et vulgarisation sensibles au genre** ; initiative « **nutrition et malnutrition** » ;

- En collaboration avec le **Secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre**, appuyer l'élaboration de statuts facilitant la **reconnaissance des contributions de la femme rurale aux chaînes de valeur agricoles**. Ceci implique notamment le développement du statut de l'exploitation familiale reconnaissant formellement les contributions de ses membres, et en particulier des femmes (exemple du GAEC en France). Des statuts faciles à mettre en œuvre doivent être élaborés qui reconnaissent la participation des femmes dans les chaînes de valeur (transformation, restauration collective, etc.). Afin de faciliter leur adoption, ces statuts pourraient être d'application obligatoire : sur la base d'un registre, ils bénéficieraient ainsi des programmes d'appui à l'image des expériences positives observées en Amérique latine ;

### **Secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre**

- **Adopter des lignes directives pour faciliter l'intégration et la priorisation plus systématique du genre** : i) quota de participation des femmes et des organisations de femmes à la conception et au pilotage des politiques au niveau national et local, ainsi que pour les nouveaux recrutements ; ii) adaptation d'un marqueur genre (base FAO, CDE, FIDA), séparant également jeunes et ruraux, qui soit systématiquement renseigné au cours des cycles de projet ; iii) adoption d'une budgétisation et d'un suivi évaluation sensibles au genre ; iv) intégration du thème spécifique de la femme rurale et du développement agro-alimentaire au sein des différents cadres et des fonds affectés aux politiques de genre ; v) incorporation de la problématique genre dans la gestion des ministères sectoriels et des directions des ressources humaines (avancements de carrière après une formation genre, dépassements d'objectifs genre, etc.) et au rang des thèmes devant être abordés par le comité interministériel du développement rural ;
- **Accroître les financements pour les femmes rurales** : réunion avec les partenaires techniques et financiers pour intégrer les enjeux agricoles et ruraux dans les cadres de concertation/fonds existants ; mise au point d'une stratégie de **finances rurales inclusives** tirant parti des enseignements du FAARF et du warrantage crédit (cf. cible de l'UA de 50 % des financements pour les femmes) ;
- **Soutenir le renforcement des capacités en matière de statistiques genre et la visibilité et l'utilisation des données** pour éclairer les politiques (capacités techniques genre, groupe de travail sur les indicateurs, livret genre 2018 intégrant les dimensions rurales et agricoles ; développement d'un observatoire / plateforme) ;
- En collaboration avec la cellule genre du MAAH, soutenir le **renforcement des capacités** des acteurs, y compris via l'**élaboration de manuels** ;

- En collaboration avec les ministères compétents en matière de développement rural, lancer des programmes spécifiques pour **former à l'approche genre, faire évoluer les normes sociales néfastes et promouvoir la femme rurale** (campagnes médiatiques, alphabétisation fonctionnelle, approches communautaires et d'appui aux ménages, promotion de modèles féminins positifs ruraux et de modèles de masculinité positive cf. Campagne « He for She ») ;
- En collaboration avec les ministères concernés, mettre en œuvre des actions pour réduire les discriminations en milieu rural et urbain, en vue **d'améliorer l'accès à l'eau et à l'énergie.**

### **Commission genre et agriculture de la CEDEAO**

- Appui technique pour faciliter l'articulation de la Stratégie genre UA/ CEDEAO ;
- Élaboration de réglementations et de directives/ manuels facilitant l'adoption au niveau national de budgets genre, l'imposition de quotas en faveur des femmes, l'application de marqueurs genre, etc. ;
- Capitalisation des expériences nationales et appui aux échanges Sud-Sud au sein des différents pays de la CEDEAO ;
- Constitution d'un fonds commun genre régional facilitant des mécanismes incitatifs et des cofinancements pour la mise en œuvre des priorités communes de travail.

### **Recommandations aux femmes elles-mêmes, aux communautés de base et aux organisations de la société civile :**

- Organiser des actions de sensibilisation et de concertation avec les organisations de base pour enrichir le diagnostic et les recommandations spécifiques ;
- Développer différents outils de plaidoyer pour renforcer la prise en compte des défis que doit relever la femme rurale au sein des différents cadres politiques ;
- Élaborer ou renforcer les stratégies genre des différentes organisations et amplifier la voix des femmes au sein des organisations mixtes ;
- Développer des programmes complémentaires.

### **Recommandations aux partenaires techniques et financiers :**

- Faciliter la prise en compte de ce rapport pour la formulation du PNIA2 (communication spécifique, capacités des acteurs en charge du PNIA, etc.) ;
- Resserrer le partenariat entre le bureau de la FAO et les cellules genres des ministères touchant au secteur rural pour élaborer des programmes d'appui et de mobilisation de ressources ;
- Soutenir le développement de plateformes en ligne permettant le partage des expériences et des données ;

- Appuyer la CEDEAO et l'Union africaine en vue d'une stratégie de capitalisation des acquis et d'échanges Sud-Sud pour renforcer les capacités et l'harmonisation régionale.

## CONTEXTE

Le secteur agricole occupe environ 86 % de la population active du Burkina Faso et constitue la principale source de revenus pour les populations les plus pauvres (Banque mondiale, 2012). Il contribue en outre à la souveraineté alimentaire et fournit au moins 30 % des recettes d'exportation. Les efforts de l'État et de ses partenaires pour appuyer ce secteur n'ont cessé de s'intensifier au cours de ces dernières années à travers, entre autres, la multiplication des réformes institutionnelles et l'accroissement du nombre de programmes et projets.

L'égalité de genre et l'autonomisation des femmes sont reconnues comme étant deux des fondements d'un développement équitable, participatif et durable, c'est pourquoi leur promotion est systématiquement préconisée par les Nations Unies lors des différentes conférences internationales sur la condition de la femme.

L'intégration d'une véritable politique de genre dans le secteur agricole reste encore un défi majeur pour le Burkina Faso, en dépit des soutiens multiformes apportés par les partenaires du développement, dont principalement la FAO. Cette organisation travaille en partenariat avec la Commission de la CEDEAO pour la mise en œuvre d'un Projet de coopération technique intitulé « *Réponse Genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le Défi Faim Zéro dans les pays membres de la CEDEAO* ».

L'objectif général de ce projet est **de faire en sorte que la transformation agricole et le développement d'une agriculture inclusive avantagent/autonomisent pleinement les femmes et les jeunes dans les pays membres de la CEDEAO**. Il doit pleinement contribuer à l'ECOWAP/PDDAA, à l'Initiative Faim Zéro de la CEDEAO, et au Plan régional d'investissement agricole de la CEDEAO.

Le Résultat 1 de ce projet « **Formulation, financement, mise en œuvre et suivi des PNIA sensibles au genre** » vise à assurer que les Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) répondent aux disparités existantes entre les hommes et les femmes dans les secteurs de l'agriculture, du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Il doit apporter au résultat du Niveau 2 du Cadre de résultats du PDDAA relatif à la « **Croissance agricole inclusive durable** ». Le Résultat 2, « **Capacité systémique pour accroître les opportunités des femmes et des jeunes en vue d'une croissance agricole inclusive et relever le Défi Faim Zéro** » traite du renforcement des capacités pour autonomiser les femmes et les jeunes, tout le long des chaînes de valeur agricoles, à travers de politiques tenant compte du genre, du financement et de l'approvisionnement des services, du renforcement des compétences et des opportunités d'affaires. Il doit partant de là contribuer au résultat du Niveau 3 relatif au Cadre de résultats du PDDAA sur le « **Changement transformateur à la suite du PDDAA** ».

C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente évaluation de la situation du genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural au Burkina Faso.

### **La présence de la FAO au Burkina**

La FAO est présente au Burkina Faso depuis 1961 mais ne dispose d'une représentation que depuis 1978 à travers le Bureau régional pour l'Afrique (RAF) basé à Accra.

L'actuel représentant de la FAO au Burkina Faso, en poste depuis début 2019, est soutenu par une équipe de 63 personnes rémunérées à travers le budget régulier de la FAO et les budgets des projets. Leur répartition est la suivante : 7 agents pour le bureau régulier avec un fonctionnaire international en la personne du représentant, et 52 membres du personnel de projet dont deux fonctionnaires internationaux.

Sur le plan logistique, la FAO est présente au Burkina Faso, d'une part à travers la représentation, et d'autre part à travers trois sous-bureaux au niveau de trois régions du pays (Nord, Centre Nord et Sahel).

Depuis son implantation au Burkina Faso, la FAO a contribué à la mise en œuvre de projets nationaux, et de projets du Programme de coopération technique (PCT) financés sur ressources ses propres et sur d'autres extra-budgétaires.

En août 2017, la FAO Burkina Faso a adopté le Cadre de programmation pays (CPP) valable pour la période 2017-2020. Le CPP constitue un cadre de pilotage stratégique de la coopération entre la FAO et l'État burkinabè qui vise l'harmonisation des actions et la promotion de l'efficacité et de l'efficience dans les interventions au niveau des grandes priorités de développement socioéconomique dans les secteurs de l'agriculture, la production animale et les ressources halieutiques, la gestion des ressources naturelles (faunes, flore, eaux, sols), la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CPP fait le lien avec les priorités gouvernementales, et en particulier avec le PNSR II qui était, au moment de l'élaboration du CPP, le programme de référence pour les interventions dans le secteur rural, et aussi avec la stratégie du système des Nations Unies, représenté par l'UNDAF.

Le CPP a couvert la période 2017-2020 et a fixé 3 domaines prioritaires d'intervention :

- Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience des populations vulnérables face au changement climatique ;
- Amélioration des revenus des populations rurales à travers des systèmes agricoles et alimentaires durables et efficaces ;
- Gouvernance du secteur rural (environnement, sécurité alimentaire et nutritionnelle).

Dans l'ensemble, le CPP et les initiatives mises en œuvre par la FAO depuis 2017 sont clairement alignés sur les priorités du gouvernement dans le secteur rural, identifiées dans le PNSR II. On peut donc observer que :

- Plusieurs activités mises en œuvre portent sur l'adaptation au changement climatique ;
- La capacité de la FAO à mobiliser des ressources en situation de crise est reconnue dans le pays ; la présence de l'organisation a permis de répondre aux crises majeures qui touchent le Burkina Faso, notamment sur le plan sécuritaire ;
- La FAO est perçue comme un partenaire clé de la nutrition au Burkina Faso, en mesure de faciliter l'implication du secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans une stratégie intersectorielle de lutte contre la malnutrition, même si de nombreux défis sont à relever en matière de coordination nutritionnelle au niveau national.

### **Objectifs de l'évaluation genre pays et de la mise en œuvre du PNIA**

- **Objectif de l'évaluation genre par pays et mise en œuvre du PNIA**

L'objectif général de l'évaluation de la mise en œuvre du PNIA dans le secteur de l'agriculture et du développement rural au Burkina Faso est d'analyser les inégalités fondées sur le genre dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés, et celles qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

- **Objectifs spécifiques**

Spécifiquement, il s'agit de :

- Effectuer une analyse des disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural ;
- Établir un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels sur la base de l'analyse de la documentation disponible, de l'analyse des données sexospécifiques et d'un diagnostic des politiques existantes, ceci afin d'influencer l'élaboration du PNIA de seconde génération.

### **Résultats attendus**

L'analyse des disparités sexospécifiques dans le secteur de l'agriculture et du développement rural, tout comme le diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels, doit permettre de :

- Renseigner l'élaboration des nouveaux PNIA et PRIA afin d'assurer l'intégration systématique du genre dans la formulation, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ces instruments ;
- Orienter l'élaboration du Plan d'action genre et agriculture de la CEDEAO, la publication régionale FAO-CEDEAO sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et les autres processus liés à l'ECOWAP /PPDAA 2025 aux niveaux national et régional ;
- Faciliter la contribution de la FAO et du pays au rapport CEDEF, avec des données et des informations fiables et mises à jour sur la situation des femmes rurales dans le pays ;
- Renforcer le plaidoyer au plus haut niveau et les activités de renforcement des capacités dans le pays ;
- Fournir une base de référence pour le suivi de la mise en œuvre des politiques agricoles, des PNIA et des ODD au niveau du pays.

### **Méthodologie utilisée**

L'évaluation de la situation genre au Burkina Faso s'est déroulée de fin 2016 à début 2018. Elle a été conduite selon une méthodologie couvrant les phases suivantes :

#### **➤ Phase1 : Cadrage de la mission**

Cette phase a permis :

- L'appréhension du contexte et des termes de référence (TDR) de la mission par la consultante dès la fin des formalités administratives ;
- Des échanges par courriel et par Skype avec la Fonctionnaire principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural, qui supervise la mission basée à Accra ;
- Des échanges avec des personnes ressources au sein de la représentation de la FAO à Ouagadougou.

#### **➤ Phase 2 : Recherche documentaire**

Cette deuxième phase a porté sur :

- L'identification de la documentation indispensable à la réalisation de la mission ;
- La collecte des documents auprès de personnes ressources et dans les structures concernées (ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, ministère des Ressources animales et halieutiques, ministère de l'Environnement et du Développement durable, Secrétariat permanent de la Coordination des politiques sectorielles agricoles (SP/CPSA), Secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre (SP/CONAP GENRE) ;
- Des recherches sur Internet (Google) et le site du gouvernement.

Le service de documentation de la représentation de la FAO et la Direction générale des études et des statistiques sectorielles ont été également mis à contribution pour compléter la liste des documents nécessaires.

### ➤ **Phase 3 : Choix des outils d'analyse genre**

En plus de la table des matières et du cadre d'analyse des PNIA mis à disposition par les commanditaires de cette évaluation, la consultante a mis à profit deux autres outils d'analyse genre à savoir :

- Les sept principes clés de l'approche genre et développement ;
- La grille d'analyse genre des projets et programmes en cours (annexe 2).

### ➤ **Phase 4 : Collecte de données**

Cette évaluation s'est appuyée essentiellement sur la collecte de données et l'analyse documentaire, outre l'étude des données statistiques et des politiques existantes en lien avec le PNIA. Par ailleurs, plusieurs entretiens spécifiques ont été planifiés en vue d'approfondir les aspects documentaires. Le recueil des données a donc été réalisé à deux niveaux :

- Sur la base de la documentation réunie : les différents documents ont fait l'objet d'une analyse genre en combinant la grille d'analyse des projets et programmes et les sept principes clés de l'approche genre et développement ; les résultats des analyses ont été ensuite classés dans un tableau intégrant le cadre d'analyse des PNIA ;
- Au cours d'entretiens particuliers : ils ont permis de collecter des données spécifiques auprès de personnes de ressources travaillant dans différentes structures sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, et le secteur agricole (voir liste, Annexe 3).

### ➤ **Phase 5 : Organisation, production et la validation du rapport de l'évaluation**

En termes d'organisation, le rapport d'évaluation de la situation des questions de genre dans le secteur de l'agriculture, du développement rural et dans la mise en œuvre du PNIA au Burkina Faso, est structuré en quatre sections, après la partie introductive qui décrit le contexte entourant son élaboration, les objectifs visés ainsi que la méthodologie adoptée.

- La première section porte sur l'analyse du contexte politique du Burkina Faso en lien avec le genre. Cette analyse est menée sous divers angles, politique, démographique, économique, éducationnel, dans le domaine de la santé, de l'emploi et des infrastructures. Une attention particulière est portée au cadre de la planification du développement du pays, et à la cohérence des cadres régionaux et infrarégionaux et nationaux de l'agriculture, la stratégie nationale de l'agriculture

et du développement rural, l'engagement politique et les grandes politiques relatives à l'agriculture et à l'égalité des sexes.

- La deuxième section est axée sur l'intégration du genre dans les processus de politique agricole et le degré d'intégration. Les points traités se rapportent à la politique nationale genre et sa cohérence avec la stratégie du secteur de l'agriculture ; l'intégration des questions de genre dans les différentes phases du processus d'élaboration de la politique agricole, par le ministère de l'agriculture ; la capacité institutionnelle du ministère chargé du Genre à soutenir le ministère de l'Agriculture pour ce faire ; les partenariats permettant de faire la liaison entre genre et agriculture ; la budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture ; et les données statistiques genre issues du recensement agricole et des enquêtes sur différents volets du secteur du développement rural.
- La troisième section porte sur l'analyse de la situation genre dans différents domaines liés au secteur agricole (sur la base de l'examen des documents réunis et du recensement agricole du pays, ou autres recensements et enquêtes).
- La quatrième section se rapporte à l'évaluation genre dans les PNIA à l'aide des réponses à la grille de questions essentielles posées sur la préparation, la formulation, la mise en œuvre, le suivi, les éventuels partenariats ainsi que l'impact potentiel sur l'autonomisation des femmes et l'égalité de genre, les grandes tendances, les lacunes, les défis, sans oublier quelques bonnes pratiques enregistrées.
- La dernière section présente les principales conclusions et plusieurs recommandations à l'endroit des différentes parties prenantes dans le but d'assurer l'intégration systématique du genre dans les prochains PNIA et les stratégies nationales touchant au développement rural.

L'élaboration proprement dite du rapport s'est déroulée en plusieurs étapes :

- Une première mouture a été envoyée par voie électronique pour être étudiée par les différentes parties intéressées. Les premières observations ont été envoyées à la consultante qui s'est chargée de les analyser et d'adapter le document en conséquence.
- Une deuxième mouture tenant lieu de version provisoire a ensuite été produite.

Après la tenue d'un atelier de validation, le rapport a été finalisé et complété pour tenir compte des dernières observations. La version finale électronique a été transmise à la Fonctionnaire principale (genre, égalité et développement rural) basée à Accra.

### **Difficultés rencontrées**

La mission a été confrontée à diverses difficultés dont principalement les suivantes :

- La non-disponibilité des personnes ressources pour des raisons multiples (agenda, changement de poste, etc.) : compte tenu de ces difficultés, l'option retenue a été de procéder aux interviews par voie téléphonique plutôt que par des entretiens en face à face, alternative toutefois bien moins pertinente ;
- Le court délai accordé à cette recherche : pour pallier à cette difficulté, la consultante a utilisé ses relations personnelles pour contacter néanmoins certaines des personnes à interroger, démarche qui a été fructueuse mais a fait perdre beaucoup de temps ;
- Le taux de roulement au sein des ministères, en raison des changements au niveau de l'équipe gouvernementale, suite aux événements sociopolitiques des 30 et 31 octobre 2014 ; cet état de fait n'a pas facilité la gestion des rendez-vous ;
- Le manque de données qualitatives et quantitatives (données et statistiques désagrégées, études thématiques, enquêtes statistiques) liées au genre dans les secteurs concernés pour procéder à l'évaluation.

Tous ces facteurs n'ont pas permis de toujours respecter le calendrier des entretiens initialement prévu et de disposer de certains documents à temps.

### **Supervision de l'évaluation**

La supervision générale de l'évaluation a été effectuée par la Fonctionnaire principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural. La supervision technique a été effectuée par l'équipe Genre de la FAO, au sein du Bureau FAO/Burkina Faso. Un guide contenant la table des matières du rapport et le cadre d'analyse du PNIA ont été produits par l'équipe de la FAO en appui à la consultation.

## ANALYSE DU CONTEXTE POLITIQUE DU BURKINA FASO EN LIEN AVEC LE GENRE

### Présentation du Burkina Faso

#### ➤ Données géographiques et physiques

Le Burkina Faso est un pays situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. Sa superficie est de 274 000 km<sup>2</sup>. Sur le plan administratif, le territoire est subdivisé en 13 régions, 45 provinces et 351 communes dont 302 communes rurales (voir carte ci-dessous).

**Figure 1 :** Carte administrative du Burkina Faso



Source : Adapté de l'Institut géographique du Burkina, 2009.

#### ➤ Données humaines

La population burkinabè est estimée à 20.9 millions en 2021.

**Tableau 1 :** Répartition de la population burkinabè par sexe et par milieu

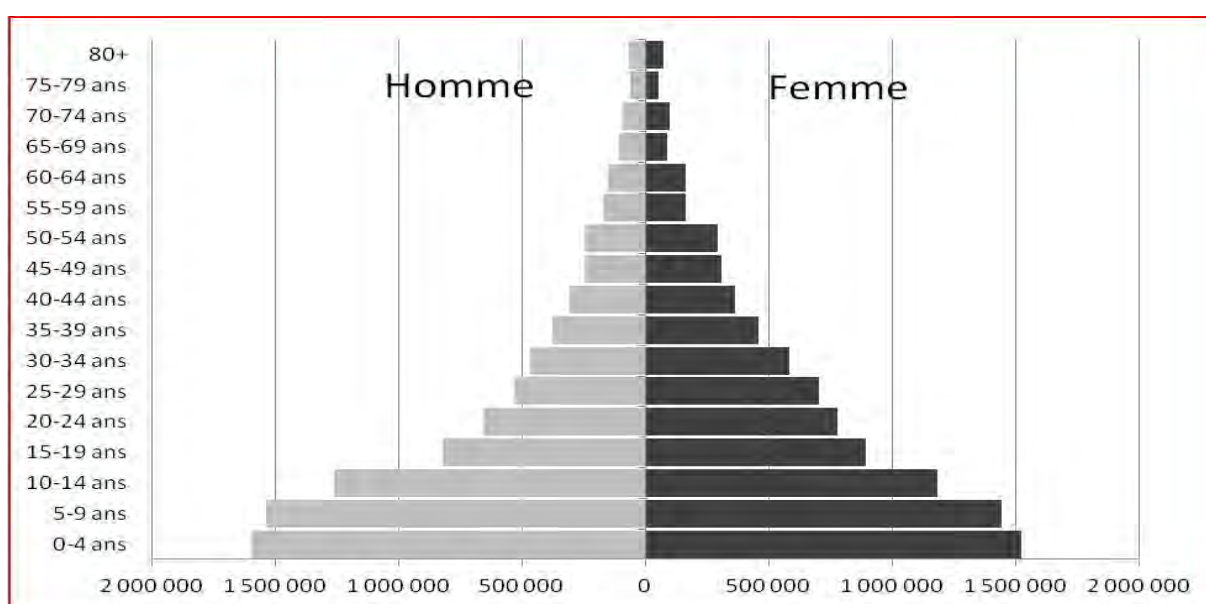
	Sexe de l'individu		Ensemble
	Homme	Femme	
<b>NATIONAL</b>	8 694 961	9 185 425	17 880 386
<b>MILIEU DE RÉSIDENCE</b>			

Urbain	1 992 859	2 061 150	4 054 009
Rural	6 702 103	7 124 275	13 826 377

Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014

La population du pays se caractérise par sa ruralité (70 %, selon les données du tableau ci-dessus) et sa jeunesse. L'âge moyen de la population burkinabè est de 17,6 ans et la moitié de la population a moins de 17 ans.

**Figure 2 : Pyramide des âges de la population totale du Burkina**



Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014

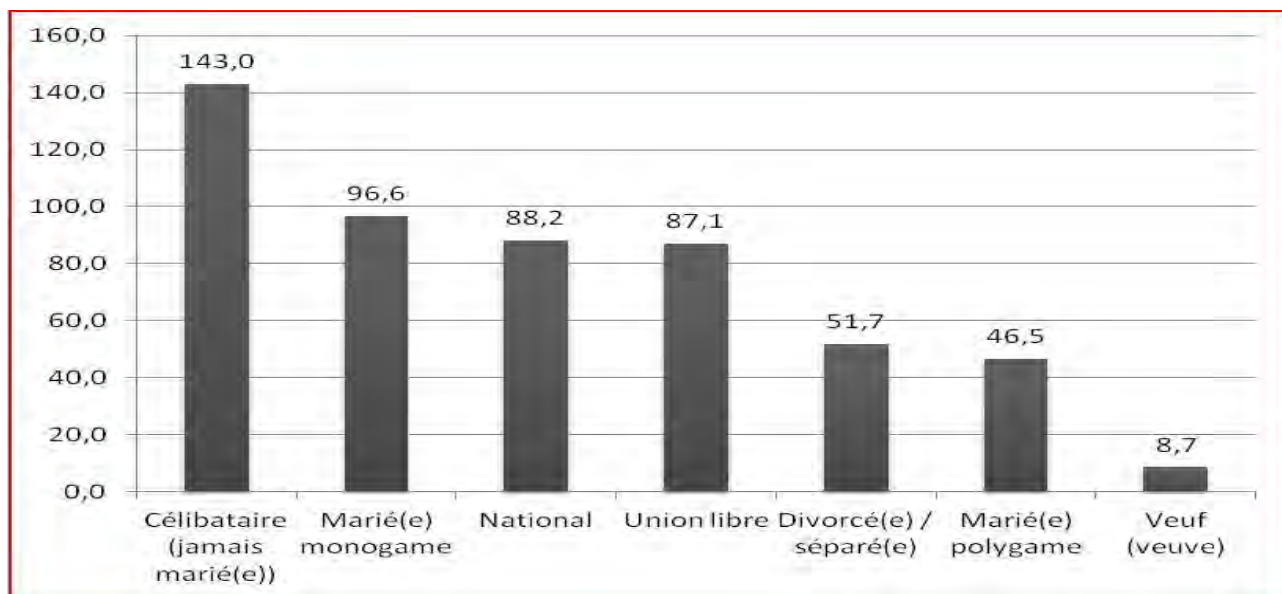
Sur le plan religieux, l'islam est, de loin, la religion majoritaire au Burkina Faso (61 % de la population). Ensuite viennent par ordre décroissant la religion catholique (19 %), la religion traditionnelle ou l'animisme (15 %) et la religion protestante (4 %). Il y a très peu de personnes qui déclarent ne pratiquer aucune religion (0,4 %) (RGPH, 2006).

En ce qui concerne les coutumes matrimoniales, les pratiques socioculturelles en vigueur au Burkina Faso autorise le mariage dès l'âge de 12 ans. Or 60 % de la population totale ont au moins 12 ans, soit 10 732 143 dont 5,1 millions de garçons, ce qui donne un rapport de masculinité pour ce segment démographique de 88,1 %. Il est composé en majorité de célibataires (n'ayant jamais été mariés (ées) (36,6 %), de mariés (ées) monogames (34,5 %), de personnes en situation de veuvage représentant 5 %, les divorcés et les séparés occupant la dernière position avec une proportion de 0,9 % (cf. figure ci-dessous ; INSD 2014).

Il est à noter que la polygamie occupe une place assez importante dans la population burkinabè. En effet, un peu plus d'une personne sur 4 des plus de 12 ans est en situation de polygamie. Sur l'ensemble de la population des plus de 12 ans, on compte donc 88

hommes pour 100 femmes. La répartition de ce segment de la population de 12 ans et plus suivant le sexe et l'état matrimonial permet d'étudier les déséquilibres et les pratiques sociales en matière de « mariage », dans son sens le plus large (civil, coutumier, religieux ou simplement déclaré).

**Figure 3 : Rapport de masculinité (en %) selon le statut matrimonial**

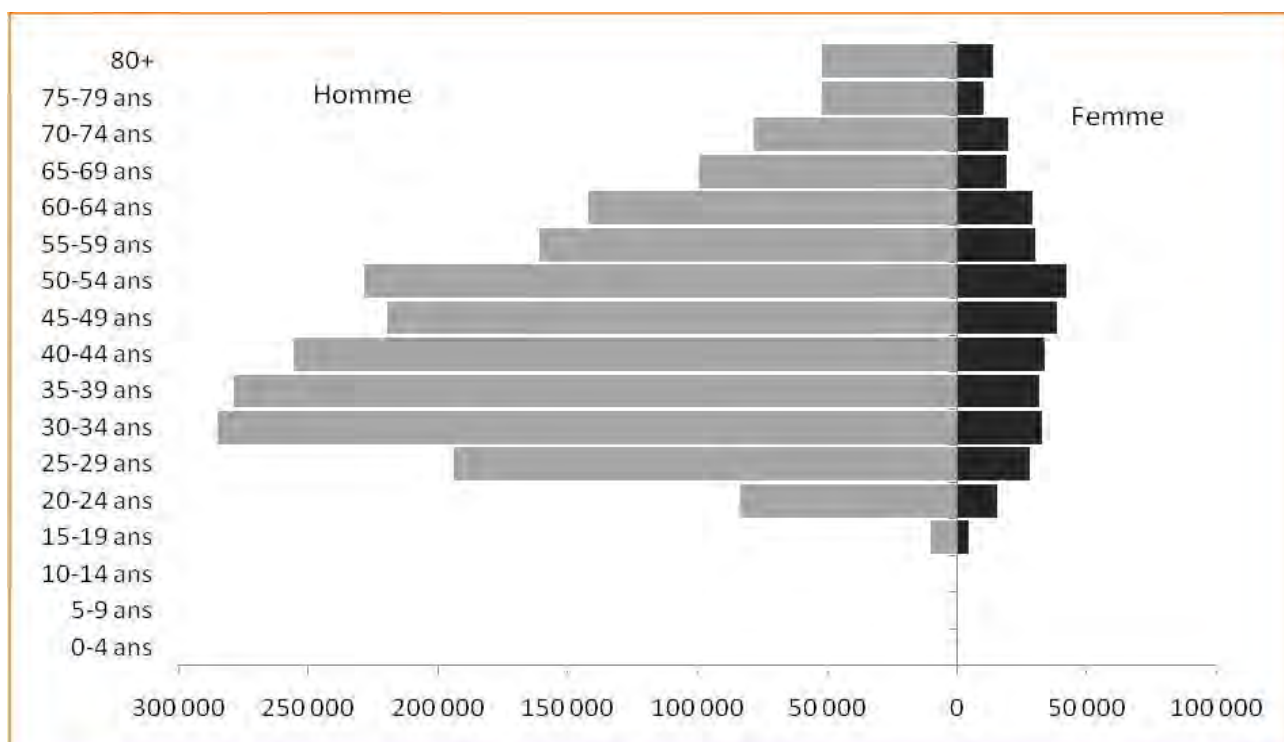


Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC)2014

La pyramide des âges, en particulier pour les chefs de ménage, indique un déséquilibre à tous les âges en faveur des hommes. Il y a en effet plus d'hommes que de femmes chefs de ménage quel que soit l'âge. Du côté de la population masculine, l'âge des chefs de ménage est surtout concentré entre 25 et 65 ans, et pour cette tranche d'âges, le nombre de chefs de ménage dépasse 100 000. Notons que ce sont surtout les tranches d'âge 30-34 et 35-39 ans qui regroupent le plus grand nombre de chefs de ménage hommes (plus de 250 000). Du côté de la population féminine, le nombre de femmes cheffes de ménage suivant l'âge semble moins dispersé. Quel que soit l'âge, leur nombre ne dépasse guère 50 000.

L'une des principales caractéristiques du chef de ménage est qu'il est reconnu par les autres membres de la famille comme le responsable de la prise de décision. En ce sens, les femmes détiennent très peu le pouvoir de décision au sein des foyers puisque, quelle que soit la tranche d'âges, ce sont les hommes qui dominent par leur nombre en tant que chefs de ménage.

**Figure 4 : Pyramide des âges des chefs de ménage**



Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC)2014

Ce **faible pouvoir de décision des femmes** est observable à travers les enquêtes, quoiqu'une faible amélioration ait été observée entre 2003 et 2010. Seules 20 % des femmes de 15 à 45 ans participent aux décisions d'achat du ménage en 2010 (contre 23 % en 2003), 12 % participent aux trois catégories de décisions (achats, visites familiales, santé) tandis que les maris décident majoritairement des achats pour 78 % des femmes (contre 70 % en 2003), et des soins de santé des femmes (stable à 74,9 %). Seule la participation des femmes aux décisions de visite à sa propre famille a augmenté (le mari décidant seul pour 46 % des femmes, contre 61 % en 2003).

**Tableau 2 : Participation des femmes aux prises de décision du ménage**

	2003	2010
La femme participe aux décisions importantes d'achats du ménage (pourcentage 15-49 ans)	23,5	20,0
La femme participe aux 3 types de décisions (achats, visite familiales, santé (pourcentage 15-49 ans)	10,2	12,0
Le mari décide majoritairement seul des achats importants du ménage (pourcentage 15-49 ans)	70,4	78,5
Le mari décide majoritairement des soins de santé de sa femme ((pourcentage 15-49 ans)	74,9	74,9

Le mari décide majoritairement seul des visites de sa femme à sa famille (pourcentage 15-49)	61.5	46.6
--	------	------

*Source : Base de données genre de la Banque mondiale, tirées des enquêtes démographiques et de santé (Demographic and Health Surveys - DHS)*

Sur la même période, on note cependant une diminution de la proportion de femmes jugeant acceptable que les maris les battent (de 71 % en 2003 à 43 % en 2010) pour cinq raisons possibles (voir tableau ci-dessous). Ces pourcentages restent toutefois élevés et sont relativement stables au sein des quatre premiers quintiles de revenus (entre 45 et 48 %) et baissent de 10 % pour les 20 % des plus riches (32,9%)

**Tableau 3 : Normes sociales relatives aux violences faites aux femmes au sein du ménage**

	2003	2006	2010
Femmes qui considèrent que le mari a raison de battre sa femme pour l'une des 5 raisons énoncées (discuter, brûler le repas, négliger les enfants, sortir, etc.)	71,1	71,4	43,5
Femmes qui considèrent que le mari a raison de battre sa femme pour l'une des 5 raisons énoncées (discuter brûler le repas, négliger les enfants, sortir, etc.) ; % quintile 1 de revenus (plus pauvres)	71,9	74,3	46,3
Femmes qui considèrent que le mari a raison de battre sa femme pour l'une des 5 raisons énoncées (discuter, brûler le repas, négliger les enfants, sortir etc.) ; % quintile 2 de revenus	71,0	76,9	48,7
Femmes qui considèrent que le mari a raison de battre sa femme pour l'une des 5 raisons énoncées (discuter, brûler le repas, négliger les enfants, sortir etc.) ; % quintile 3 de revenus	74,9	76,2	47,6
Femmes qui considèrent que leur mari a raison de battre sa femme pour une des 5 raisons énoncées (discuter, brûler le repas, négliger les enfants, sortir etc.) ; % quintile 4 de revenus	78,3	75,3	45,3
Femmes qui considèrent que le mari a raison de battre sa femme pour une des 5 raisons énoncées (discuter, brûler le repas, négliger les enfants, sortir etc.) ; % quintile 5 de revenus	61,8	58,1	32,9

*Source : Base de données genre de la Banque mondiale, tirées des enquêtes démographiques et de santé (Demographic and Health Surveys, DHS)*

## ➤ Situation politique

Sur le plan politique, le Burkina Faso a connu, en 15 ans, trois crises majeures survenues respectivement en 1998, 2011 et 2014 et qui ont créé « **la tourmente et l'impasse** ». Les deux dernières crises ont été très rapprochées, et leur résolution s'est appuyée sur des ressorts culturels (collège des sages), économiques (mesures sociales prises par le gouvernement) et purement politiques (création du Conseil national de transition).

La situation politique actuelle du pays, post-crise, est marquée par la reconstruction pour transiter vers un Burkina de paix, de tolérance, de justice sociale, attractif et ouvert au monde extérieur.

Cette nécessité de reconstruire le pays répond aux orientations d'un cadre prospectif de référence qui est l'étude « **Burkina 2025** » initiée par le gouvernement en 2005 pour concilier les préoccupations liées au développement à court, moyen et long terme.

Les études rétrospectives (politique, économique et sociale) ainsi que les enquêtes sur les aspirations des populations dans le cadre de cette démarche, ont permis d'établir un diagnostic profond de l'environnement burkinabè.

Une vision consensuelle a été formulée et se décline comme suit : « ***le Burkina Faso, une nation solidaire, de progrès et de justice, qui consolide son respect sur la scène internationale*** ». Cette vision, selon la restitution des aspirations des acteurs, fait référence à l'égalité et au genre dans la mesure où elle a pour ambition, entre autres :

- Une nation unie, solidaire et de paix s'appuyant sur les principes de liberté, d'égalité et de souveraineté des peuples ;
- Une démocratie forte, juste et appropriée pour l'ensemble des acteurs ;
- Une femme émancipée, libre, ayant accès aux ressources dans l'équité et présente dans la sphère de prise de décision ;
- L'accès de tous au minimum social commun (services sociaux essentiels) ;
- La prise en compte progressive des préoccupations des jeunes et des femmes (emploi, appui des initiatives, accès au crédit, égalité de genre).

## ➤ Situation économique

Le Burkina Faso est un pays à vocation agricole et à faible revenu. Son économie se caractérise par une forte vulnérabilité. Malgré une croissance relativement élevée au cours des 10 dernières années (5,2 % entre 2000 et 2009) (SCADD), le pays connaît une situation de pauvreté endémique. Le PIB par habitant s'élevait en 2009 à 256 000 francs CFA (Tableau de bord de la gouvernance, 2009) et une proportion de 44 % de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté estimé à 108 454 francs CFA par an (Rapport provisoire EICVM 2009). Le pourcentage de personnes pauvres était de 46 % en 2003 avec un seuil de 82 672 francs CFA (INSD, 2003). En 2014, 40 % des Burkinabè étaient considérés comme pauvres (INSD ; 2015).

Cette situation de pauvreté est caractérisée par un accès difficile aux services sociaux de base, par le chômage, l'analphabétisme, des conditions d'habitat précaires, un statut de la femme peu avantageux et un niveau élevé de malnutrition. Il en résulte qu'avec un score de 0,452, le pays se situe au 182<sup>e</sup> rang sur 189 pays selon l'Indice du développement humain (IDH) 2020 publié par le PNUD. **Le Burkina Faso est également classé aux du GII (182/189), témoignant d'institutions sociales discriminatoires à l'égard des femmes** ainsi que de profondes inégalités hommes-femmes.

L'IDH du Burkina Faso en 2019, à savoir 0.452, est inférieur à la moyenne des pays du groupe à développement humain faible, établie à 0.513, et inférieur à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, établie à 0.547. L'IDH du Burkina Faso en 2019 est de 0.452. Cependant, lorsque cette valeur est revue à la baisse pour tenir compte des inégalités, l'IDH descend à 0.316, soit une perte de 30.1 % due aux inégalités dans la répartition des indicateurs des dimensions de l'IDH. En 2019, l'IDH du Burkina Faso est de 0.418 pour les femmes, contre 0.482 pour les hommes, ce qui donne un Indice de développement de genre (IDG) de 0.867 et place le pays dans le dernier groupe du classement. Le Burkina Faso affiche un Indice d'inégalité de genre (IIG) de 0.594 qui le place au 147<sup>e</sup> rang sur 162 pays dans l'indice 2019. Au Burkina Faso, 13.4 % des sièges parlementaires sont occupés par des femmes et 6.1 % des femmes adultes ont atteint un niveau d'éducation secondaire, contre 12.3 % des hommes. Sur 100,000 naissances vivantes, 320 femmes décèdent de causes liées à la grossesse et le taux de fécondité chez les adolescentes est de 104.3 naissances pour 1,000 femmes âgées de 15 à 19 ans. Le taux d'activité des femmes est de 58.3 %, contre 74.8 % pour les hommes (PNUD, 2021).

Selon une étude réalisée en 2014 par l'ambassade de France au Burkina Faso sur la situation économique du pays, ce pays profite nonobstant d'une croissance économique solide, de 5 % en moyenne depuis le début des années 2000. Néanmoins, 83 % de la population continue de vivre en situation de pauvreté multidimensionnelle au sens du Programme des Nations Unies pour le développement et le Burkina Faso est même descendu à la 182<sup>e</sup> position au classement de l'Indice de développement humain (calculé pour la dernière fois en 2010).

Toutefois, on observe une pauvreté moindre dans les familles ayant une femme à leur tête. La distribution de la pauvreté montre une discrimination positive de l'état de pauvreté dans les foyers dont le chef est de sexe féminin (30,4 % de pauvres) par rapport à ceux dirigés par un homme (41 % de pauvres). Les foyers dont le chef est de sexe masculin contribuent majoritairement à la persistance de la pauvreté avec 93,8 % contre seulement 6,2 % de contribution pour les foyers dirigés par des femmes.

**Tableau 4 : Indicateurs de pauvreté selon le sexe du chef de ménage (%)**

Sexe du chef de ménage	Incidence de pauvreté		Profondeur de pauvreté		Sévérité de pauvreté	
	P0	CTR	P1	CTR	P2	CTR
<b>Homme</b>	41,0	93,8	9,9	93,7	3,4	93,6
<b>Femme</b>	30,4	6,2	7,5	6,3	2,6	6,4

Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC)2014

La profondeur tout comme la sévérité de la pauvreté sont plus importantes au sein des ménages dont le chef est de sexe masculin par rapport à ceux dont le chef est de sexe féminin.

En conclusion, les membres des foyers dirigés par des hommes sont plus pauvres, quel que soit l'indicateur de pauvreté considéré (P0, P1 ou P2).

La pandémie de COVID-19<sup>2</sup> a eu des répercussions importantes sur l'économie et la sécurité alimentaire. Depuis début janvier 2020, le Burkina Faso est confronté à une insécurité grandissante qui a engendré des mouvements massifs de population. Outre la crise sécuritaire qui touche le pays, les premiers cas de personnes infectées par la pandémie de la COVID-19 ont été confirmés le 9 mars 2020, suivi des cas enregistrés dans neuf régions du pays - le Centre, les Hauts Bassins, le Centre-Nord, la Boucle du Mouhoun, le Plateau Central, les Cascades, le Centre-Sud, le Sud-Ouest et le Sahel.

En 2020 l'on avait estimé que l'impact de la COVID-19 sur l'activité économique se traduirait par une contreperformance de la croissance économique de 2 pour cent par rapport au 6,3 pour cent en scénario tendanciel, soit un écart d'environ 4,3 points de pourcentage (selon l'Analyse des effets de la maladie à coronavirus 2019 sur l'économie nationale, mesures de mitigation et plan de riposte ; Ministère de l'économie, des finances et du développement, Burkina Faso, avril 2020). Or, d'après la BAD, Le PIB réel du Burkina Faso s'est contracté de 0,2 % en 2020, contre une hausse de 5,7 % en 2019, causée principalement par un ralentissement de l'activité dans le commerce, les transports, le tourisme et l'hôtellerie, résultant en grande partie des mesures prises pour contenir la propagation du COVID-19. Le taux d'inflation a augmenté à 1,4 % en 2020, principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, après être tombé à -3,2 % en 2019<sup>3</sup>.

Les mesures prises par le Gouvernement pour contenir la pandémie, en outre, les fermetures des frontières, les quarantaines et les perturbations du marché, de la chaîne d'approvisionnement et du commerce, pourraient restreindre l'accès des populations à des sources de nourriture suffisantes, diversifiées et nutritives, en particulier dans les zones considérablement touchées par le virus ou par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Face à cette situation, des mesures sociales estimées à 76 milliards de XOF ont été prises par le Gouvernement du Burkina Faso pour soulager la population des difficultés qu'impose cette

<sup>2</sup> FAO ; Burkina Faso Plan de réponse avril-décembre 2020 : Atténuer l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur la sécurité alimentaire.

<sup>3</sup> BAD. 2021. Perspectives économiques en Afrique 2021. <https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2021>

pandémie. La pandémie de la COVID-19 a impacté et continue de nuire aux sources de revenus des ménages, à leurs moyens d'existence et à leurs pouvoirs d'achat, entraînant notamment :

- La réduction considérable des revenus ainsi que de la production agropastorale, en raison des opportunités d'emploi limitées et de l'accès réduit aux champs et aux intrants agropastoraux.
- La perturbation du transport et de l'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires.
- La volatilité potentielle des prix des denrées alimentaires.
- La réduction de la disponibilité et de l'accessibilité des denrées alimentaires en raison de la perturbation des activités et des marchés agricoles.
- La dégradation des petits commerces informels des femmes en raison des mesures de distanciation physique et de la fermeture des marchés.

Selon l'étude ciblée du CIRAD<sup>4</sup>, l'agriculture burkinabè a continué à jouer pleinement son rôle nourricier grâce à la mobilisation des agriculteurs, des commerçants et des transporteurs, même si elle montre des fragilités dues à sa forte dépendance aux marchés extérieurs pour entre autres les légumes, le bétail, le coton, les mangues, l'anacarde et les intrants agricoles et d'élevage.

La COVID-19 et l'impact invite à rendre l'agriculture burkinabè moins dépendante des marchés extérieurs et des facteurs de production importés. Cela implique la substitution des produits alimentaires importés par des produits locaux et une transition agroécologique permettant de réduire l'importation d'intrants de synthèse.

---

<sup>4</sup> Cah. Agric. 2021, 30, 16 ; L'agriculture burkinabè face à la crise de la Covid-19 : cas des régions du Yatenga et des Hauts-Bassins, Patrick Dugué, Edmond N. Kohio et Justin Tiemtoré

## **LE CADRE DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT DU PAYS EN LIEN AVEC LE GENRE**

Au lendemain de son accession à l'indépendance, le Burkina Faso a opté pour la planification comme moyen d'orientation et de conduite de son processus de développement économique et social. Le système de planification a connu deux périodes majeures : celle des plans-projets qui va de 1967 à 1981 et celle des plans par objectif qui va de 1986 à 1995.

Grâce à la présence de projets d'assistance, les plans de la deuxième période ont été le fruit de compétences nationales qui se sont appuyées sur des techniques de comptabilité nationale et de prévisions avancées, et sur des perspectives globales et sectorielles mieux élaborées. En outre, cette génération de plans a privilégié une démarche participative qui, du reste, est une pratique ancrée dans la tradition au Burkina Faso. Tous ces plans présentaient des caractéristiques communes :

- De nature normative pour le secteur public et incitative pour le secteur privé ;
- L'État y jouait un rôle prépondérant ;
- Les priorités s'articulaient autour du développement du monde rural, des infrastructures économiques et des équipements collectifs, ainsi que la satisfaction des besoins élémentaires des populations.

Il importe de souligner qu'à la fin des années 1980, la planification fut en quelque sorte remise en question avec l'avènement des Programmes d'ajustement structurel (PAS). Et en 1991, les autorités ont décidé d'engager une réflexion sur le renouveau de la planification, afin d'inscrire les futures réformes dans une perspective de long terme.

Cette réflexion a abouti en 1995 à la formulation d'une vision décennale : la Lettre d'intention de politique de développement humain durable (LIPDHD 1995-2005), en vue de centrer la stratégie de développement du pays sur le concept de sécurité humaine. Tout en poursuivant ces réformes, le gouvernement a renforcé ses capacités de pilotage du processus de développement avec la réalisation de l'étude prospective « **Burkina 2025** » bouclée en 2005.

Le dernier référentiel de planification du développement est présenté ci-dessous avec des commentaires sur sa sensibilité genre. Il s'agit du **Plan national de développement économique et social (PNDES)**.

### **➤ Le Plan national de développement économique et social (PNDES)**

Le Plan national de développement économique et social (PNDES) a été adopté en juillet 2016 et il définit le cadre national des interventions de l'État et de ses partenaires sur la période 2016-2020, en cohérence avec le programme présidentiel intitulé « **Bâtir avec le**

***peuple un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice ».***

Le PNDES appelle à l'avènement d'un développement économique et social qui permette, durablement et cumulativement, la croissance du revenu moyen, la satisfaction des besoins fondamentaux, la réduction de la pauvreté, l'amélioration des capacités humaines, la viabilité environnementale et l'équité sociale.

Il est l'aboutissement d'une analyse diagnostique de la situation sociale et économique ayant relevé **la persistance des inégalités sociales** et les insuffisances structurelles du système productif national (faible productivité du secteur agricole, déclin manufacturier, manque d'informatisation de l'économie, faible diversification à l'exportation et main-d'œuvre peu qualifiée). Ces faiblesses accentuent sa vulnérabilité aux aléas climatiques, ainsi qu'à ceux liés à la volatilité des prix des produits d'exportation (or et coton) et de l'aide au développement.

Le PNDES favorise la promotion de l'entrepreneuriat et de l'entreprise privée, suivant les cinq principes directeurs du Programme présidentiel :

- (i) La démocratie, **la justice sociale** et la liberté d'opinion, en vue d'une participation responsable des citoyens au développement national ;
- (ii) Le progrès économique, la solidarité et la participation responsable de tous au développement et à la gestion des affaires publiques ;
- (iii) Le développement inclusif et la croissance partagée ;
- (iv) **L'égalité d'accès aux services sociaux de qualité et à l'emploi ;**
- (v) La libre entreprise en accord avec les lois, les normes techniques et environnementales du pays.

Le PNDES est également aligné sur les orientations de l'Étude nationale prospective (ENP) « Burkina 2025 », du Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, contenant les Objectifs de développement durable (ODD), de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du cadre stratégique communautaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

**Cependant, il convient de relever que la Politique nationale Genre ainsi que les acquis de sa mise en œuvre, n'ont pas été pris en compte dans l'élaboration du PNDES. La seule référence au genre a été rajoutée par les organisations de la société civile et se retrouve dans l'analyse diagnostique « persistance des inégalités liées au genre et inclusion sociale », avec la mise en avant des inégalités qui perdurent dans l'éducation technique, l'emploi salarié, le droit au chômage, etc.**

**Objectif global du PNDES :** Pour concrétiser sa vision, le PNDES se fixe comme objectif global de « *transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte,*

*résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et d'accroissement du bien-être social ».*

**Retombées attendues du PNDES :** Partant de cet objectif global, les impacts positifs attendus du PNDES sont : (i) l'amélioration de l'efficacité de la gouvernance politique, administrative, économique et locale ; (ii) l'émergence d'une économie moderne, basée sur un secteur primaire évolutif, plus compétitif et des industries de transformation et de services de plus en plus dynamiques, avec une croissance moyenne soutenue de 8,5 %, créatrice d'au moins 50 000 emplois productifs par an ; (iii) la baisse de l'incidence de pauvreté à moins de 35 % ; (iv) la maîtrise de la croissance démographique à 2,7 % en 2020 ; (v) l'accélération du niveau de développement du capital humain ; et (vi) le changement des modes de production et de consommation s'inscrivant dans une perspective de développement durable.

**Axes stratégiques du PNDES :**

Les actions à mettre en œuvre dans le cadre du PNDES pour réaliser la transformation structurelle reposent sur trois grands axes stratégiques, à savoir :

- Axe 1 : Réformer les institutions et moderniser l'administration,
- Axe 2 : Développer le capital humain,
- Axe 3 : Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi.

**Mais aucune mention n'est faite de l'égalité entre les sexes au titre des retombées attendues. Le genre n'est mentionné que dans l'objectif stratégique 2.4 : « Promouvoir l'emploi décent et la protection sociale pour tous y compris les femmes et les jeunes » ; le deuxième effet attendu est formulé comme suit : « *Les inégalités sociales et de genre sont réduites et la femme est promue comme acteur dynamique de développement. Cet effet est associé à une cible genre pour qu'une plus grande proportion de femmes soient propriétaires d'entreprises, en passant de 21 % en 2015 à 50 % en 2020.* Cet objectif est associé à l'ODD 5 mais reste largement en deçà.**

**Même si les questions de genre ont été évoquées dans l'analyse diagnostique, les priorités transversales ne sont pas structurées autour d'un même axe. En définitive, ce plan n'intègre pas pleinement le genre, ni ne reconnaît le rôle important de la réduction des écarts entre les sexes pour atteindre les objectifs voulus.**

➤ **LE PROGRAMME NATIONAL DU SECTEUR RURAL 2 (PNSR2)**

Le deuxième PNSR tire ses fondements des référentiels majeurs internationaux (ODD et PDDAA+10), infrarégionaux (PRIA) et nationaux (ENP, SNADDT, SDR, PNDES). Il intègre les questions émergentes, à savoir la nutrition, la protection sociale, la résilience, l'employabilité des jeunes, les changements climatiques et le genre.

La vision de ce deuxième PNSR est : « À l'horizon 2025, l'agriculture burkinabè est moderne, compétitive, durable et moteur de la croissance économique, fondée sur des exploitations familiales et des entreprises agricoles performantes et assurant à tous les Burkinabè un accès aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active ».

Son objectif global est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le développement durable d'un secteur agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique productif et résilient, davantage orienté vers le marché.

Les impacts attendus du deuxième Programme national du secteur rural sont : (i) la réduction du nombre de personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ; (ii) l'accroissement de la contribution du secteur rural à l'économie nationale ; (iii) la réduction de l'incidence de la pauvreté en milieu rural ; (iv) le changement des modes de production et de consommation s'inscrivant dans une perspective de développement durable.

Pour ce faire, six axes stratégiques ont été définis, à savoir :

- L'axe 1 qui porte sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience des populations vulnérables ;
- L'axe 2 relatif à l'accès aux marchés, à la compétitivité des filières agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques ;
- L'axe 3 qui concerne la gouvernance environnementale, la promotion du développement durable et la gestion des ressources naturelles ;
- L'axe 4 qui a trait à l'eau, l'assainissement et au cadre de vie ;
- L'axe 5 qui aborde les questions relatives à la sécurisation foncière et au renforcement du capital humain dans le secteur rural ;
- L'axe 6 centré sur la coordination des sous-secteurs.

Le PNSR 2 doit être soumis à une évaluation environnementale stratégique (EES) assortie d'un cadre de gestion environnemental et social (CGES). Il accorde également une grande importance à la préservation du capital productif et de l'environnement. Les instruments de mise en œuvre du programme sont les plans d'actions opérationnels (PAO) des départements ministériels du secteur, les plans de travail et budget annuel (PTBA) des projets/programmes, enfin les plans régionaux et communaux de développement (PRD et PCD) des collectivités territoriales qui intègrent les kits de développement local intégré (Kit DELI). Des revues et des évaluations périodiques du programme seront organisées pour l'appréciation de la performance du secteur, suivies d'ajustements éventuels. Des stratégies de mobilisation des ressources financières et de communication doivent faciliter sa mise en œuvre.

**S'agissant de la prise en compte du genre, le PNSR 2, volet rural du PNDES, repose sur le Programme présidentiel qui énonce avec conviction que « *sans une véritable promotion et une réelle implication des femmes dans la vie économique, sociale et politique, il sera difficile, voire impossible, de parvenir à un développement véritable* »**

*et durable du Burkina Faso ; le Président du Burkina Faso a réservé une place de choix à la femme et à la jeune fille dans son programme de société, l'objectif étant d'apporter aux femmes tous les appuis nécessaires à leur épanouissement tant sur le plan politique, économique et social, que du point de vue du respect de leurs droits fondamentaux ».* Dans cette optique, les mesures suivantes sont envisagées, en lien avec le secteur agricole :

- **Le renforcement de l'autonomisation économique des femmes ;**
- **L'octroi de 30 % des terres aménagées aux femmes ;**
- **La facilitation de l'accès au crédit, aux unités économiques et aux technologies ;**
- **L'absence de corvée d'eau aussi bien en ville qu'à la campagne ;**
- **La liberté économique des femmes rurales ;**
- **L'accès aux soins de santé et leur gratuité sur toute l'étendue du territoire national.**

Il convient de relever, par ailleurs, que le PNSR 2 couvre trois secteurs de planification à savoir **« la production agro-sylvo-pastorale », « l'environnement, l'eau et l'assainissement », et « la recherche et l'innovation »**. Le cadre stratégique du PNSR 2 est porté par les politiques de ces trois secteurs dont la mise en œuvre prend en compte des thématiques transversales comme le genre, l'emploi, la nutrition et la protection sociale.

Cependant, le contenu du PNSR 2 ignore largement les relations de genre et cela est palpable à travers :

- **L'absence de référence à la PNG dans les fondements en tant que référentiel national pour l'intégration du genre dans tous les programmes et projets ;**
- **La non prise en compte dans le bilan de la mise en œuvre du PNSR 1, notamment dans les principes directeurs, les objectifs et les axes stratégiques.**

### **Stratégie de développement rural (SDR) du Burkina Faso**

La SDR doit constituer le cadre de référence de l'ensemble des interventions publiques en faveur du développement rural. La version actuelle de la SDR, tout comme celle qui vient de terminer, a été élaborée suivant une démarche participative, associant l'ensemble des acteurs concernés (autorités publiques, ONG, organisations professionnelles, organisations de la société civile, opérateurs privés, partenaires techniques et financiers) de façon à aboutir à une vision partagée des orientations stratégiques et des axes prioritaires d'intervention qui seront privilégiés au cours des prochaines années.

La mise en œuvre opérationnelle de la SDR 2003 s'est faite en deux phases : l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, stratégies et plans d'actions sectoriels sur la période

2003-2010 et l'élaboration et mise en œuvre du PNSR, en tant que cadre unique de planification des actions dans le secteur rural sur la période 2010-2015.

La SDR 2016-2025 a été élaborée pour relever les défis suivants :

- Dans le secteur agricole, il s'agit de : (i) assurer la couverture des besoins céréaliers nationaux par la production céréalière nationale dans un contexte de dégradation accélérée des bases écologiques et de changement climatique ; (ii) développer les filières agricoles et la liaison production-marché dans un contexte de concurrence déloyale sur le marché mondial en raison des subventions massives accordées aux agriculteurs par certains États ; (iii) garantir une maîtrise effective et une gestion de l'eau pour la production, à cause de l'irrégularité et de l'insuffisance de la pluviométrie et des multiples conflits constatés autour des ressources en eau ; et (iv) assurer un accès équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement.
- En ce qui concerne l'élevage et la production animale, il s'agit de : (i) assurer de façon durable le fourrage et l'approvisionnement en eau pour abreuver le bétail en toute saison ; (ii) rendre les produits et les filières animales plus compétitifs ; (iii) garantir que la peste bovine n'affecte pas le Burkina Faso et contrôler les principales maladies animales et les zoonoses.
- En ce qui concerne la production forestière, faunique, et halieutique, il s'agit de : (i) assurer une gestion durable des terres, des ressources forestières, fauniques et halieutiques et préserver la diversité biologique dans un contexte de changements climatiques ; (ii) assurer un approvisionnement durable en énergies renouvelables et une réduction des émissions de gaz à effets de serre (GES) ; et (iii) garantir un cadre de vie décent aux populations.
- La vision de la SDR est ainsi formulée : « **À l'horizon 2025, l'agriculture burkinabè (secteurs agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique) est moderne, compétitive, durable et est un moteur de la croissance économique, s'appuyant sur des exploitations familiales et des entreprises agricoles performantes et assurant à tous les Burkinabè un accès aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active** ».
- L'objectif global de la SDR est de contribuer de manière durable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à une croissance économique forte, et à la réduction de la pauvreté. Et ses objectifs spécifiques sont les suivants :
  - *Accroître durablement la production et la productivité des productions agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques ;*
  - *Contribuer durablement à la satisfaction des besoins en eau pour les usagers et en assurant la préservation des écosystèmes aquatiques ;*
  - *Améliorer la compétitivité des filières agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique en vue d'assurer une durabilité des revenus des ménages ruraux ;*

- *Faciliter le développement et le transfert de technologies dans le domaine agro-sylvo-pastoral ;*
- *Assurer aux populations un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement ;*
- *Inverser sensiblement la tendance à la dégradation de l'environnement et les effets néfastes des changements climatiques ;*
- *Renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, aux effets néfastes et aux chocs liés au dérèglement climatique.*

Pour atteindre ces objectifs, cinq axes stratégiques sont retenus, énoncés comme suit :

- Axe 1 : Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Axe 2 : Amélioration de la compétitivité des filières agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique ;
- Axe 3 : Développement durable et gestion des ressources naturelles ;
- Axe 4 : Amélioration de l'accès à l'eau potable et du cadre de vie ;
- Axe 5 : Renforcement de la gouvernance et du partenariat.

Cependant, la prise en compte du genre dans la SDR se limite à la définition d'un principe directeur décliné comme suit : ***la prise en compte de l'approche genre ; il s'agit de la participation équitable des hommes et des femmes aux analyses, orientations et choix stratégiques, ainsi qu'à la formulation et mise en œuvre des investissements prioritaires, l'accès aux ressources et aux sphères de décisions et leur contrôle égal et équitable.***

**De même, l'angle genre n'est pas pris en compte dans le bilan de la mise en œuvre de la SDR 2003-2015, pas plus que dans les autres composantes de la SDR 2016-2025.**

### **Cohérence des cadres régionaux, infrarégionaux et nationaux de l'agriculture**

#### **➤ Programme national du secteur rural**

Dans le prolongement du processus PDDAA/PRIA, l'ECOWAP/CEDEAO s'est engagée à accompagner les États membres dans la promotion de leur secteur agro-sylvo-pastoral. C'est ainsi qu'est né dans les pays membres de la CEDEAO, le processus d'élaboration des PNIA, fondé sur celui du PDDAA ainsi que sur la Déclaration de Paris concernant l'efficacité de l'aide au développement.

L'élaboration du Programme national du secteur rural (PNSR) du Burkina Faso est le résultat de la fusion du Programme sectoriel de développement rural productif (PROSDRP) et du Programme national d'investissement agricole (PNIA).

### **Alignement sur les politiques internationales, régionales et nationales**

Le PNSR 2 s'inscrit dans une vision partagée par le gouvernement et les différents acteurs du secteur rural afin d'une part de relever les défis actuels et d'autre part de satisfaire aux engagements pris par le Burkina Faso au niveau international pour une plus grande performance des politiques de développement agricole.

### **À l'échelle internationale**

- Le PNSR 2 doit contribuer à l'atteinte des objectifs de la Déclaration de Paris (2005) sur l'efficacité de l'aide au développement.
- Il s'inscrit dans le cadre des Déclarations de Thekwini (Afrique du Sud) du 20 février 2008 et de Sharm El Sheikh (Égypte) du 16 juillet 2009 préconisant l'inscription d'une ligne spécifique d'au moins 0,5 % du PIB au budget du secteur public pour les programmes d'assainissement et d'hygiène et le soutien aux Objectifs de développement durable (ODD, 2015).

### **À l'échelle africaine**

Le PNSR 2 doit contribuer à l'atteinte des objectifs de la Déclaration de Malabo (2014) sur la croissance et la transformation accélérée de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie, ambition traduite dans le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA+10).

### **À l'échelle infrarégionale**

Le PNSR 2 consacre l'application de la Directive n°06-2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009 qui oriente l'instauration des budgets/programmes dans les pays de l'UEMOA. Cette directive est transcrite en droit interne par la loi organique n°073-2015/CNT du 6 novembre 2015 relative à la loi des finances du Burkina Faso. Il sert aussi de cadre à la mise en œuvre de la Politique agricole de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAP/CEDEAO). À ce titre, il prend en compte les priorités définies dans le Programme régional d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRIASAN) et le cadre d'expression de la Stratégie régionale africaine de nutrition (2015-2025) qui est centrée sur des choix et pratiques agricoles en faveur de la nutrition.

### **À l'échelle nationale**

- Le PNSR 2 se fonde sur la vision Burkina 2025, qui a pour ambition de transformer les déterminants de l'évolution du système burkinabè, pour rendre l'économie nationale plus compétitive, conforter la croissance et la prospérité, et améliorer la qualité de vie. Le secteur rural constitue un facteur clé pour que cette vision devienne réalité.
- L'élaboration du PNSR 2 s'inscrit également dans la dynamique de programmation du développement à court, moyen et long terme, qui s'est traduite par le SNADDT, qui détermine entre autres la destination générale des terres situées dans les limites du territoire national. Le respect des orientations stratégiques de cet

instrument de planification spatiale favorisera l'atteinte des objectifs du secteur rural.

- Le PNSR 2 rend opérationnel le volet rural du PNDES qui fait des secteurs de planification « environnement, eau et assainissement » et « agro-sylvo-pastoral » des bases du développement du capital humain, de la transformation structurelle de l'économie et de la création d'emplois.
- Le PNSR 2 permet aussi de traduire en pratique la SDR à l'horizon 2025 dont l'objectif est de contribuer de manière durable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à une croissance économique et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Le tableau ci-dessous opère un rapprochement des cadres régionaux, infrarégionaux et nationaux de l'agriculture :

**Tableau 5 : Alignement PDDAA, PRIA, SDR, et PNIA,**

<b>Piliers du PDDAA</b>	<b>Axes thématiques du PRIA</b>	<b>Axes stratégiques de la SDR</b>	<b>Sous programmes du PNIA</b>	<b>Axes stratégiques du PNSR 2</b>
<b>Pilier 1 :</b> Élargissement du domaine de la gestion foncière durable et des systèmes fiables de contrôle de l'eau	1. Gestion améliorée de l'eau  2. Gestion améliorée des autres ressources naturelles	<b>Axe 3 :</b> Développement durable et gestion des ressources naturelles  <b>Axe 4 :</b> Amélioration de l'accès à l'eau potable et du cadre de vie	<b>SS7 :</b> Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique  <b>SS1 :</b> Gestion améliorée de l'eau  <b>SS2 :</b> Gestion améliorée des autres ressources partagées	<b>Axe 3 :</b> Gouvernance environnementale, promotion du développement durable et gestion des ressources naturelles  <b>Axe 4 :</b> Eau, Assainissement et cadre de vie
<b>Pilier 2 :</b> Amélioration de l'infrastructure rurale et renforcement des capacités liées	3. Développement des filières et promotion des marchés	<b>Axe 2 :</b> Amélioration de la compétitivité des filières agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique	<b>SS3 :</b> Développement et promotion des filières	<b>Axe 2 :</b> Accès aux marchés, compétitivité des filières agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique

au commerce pour l'accès au marché				
<b>Pilier 3 :</b> Accroissement de la fourniture des produits alimentaires, réduction de la faim et amélioration des réponses aux situations de crises alimentaires	Gestion des crises alimentaires et autres calamités naturelles	<b>Axe 1 :</b> Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;	<b>SS5 :</b> Prévention et gestion des crises alimentaires et autres calamités naturelles  <b>SS3 :</b> Développement des filières et promotion des marchés	<b>Axe 1 :</b> Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience des populations vulnérables
<b>Pilier 4 :</b> Amélioration de la recherche agricole, diffusion et adoption de technologies.	5. Développement durable des exploitations agricoles		<b>SS4 :</b> Développement durable des exploitations agricoles	<b>Axe 6 :</b> Coordination des sous-secteurs
	6. Renforcement institutionnel	<b>Axe 5 :</b> Renforcement de la gouvernance et du partenariat	<b>SS6 :</b> Renforcement institutionnel	<b>Axe 5 :</b> Renforcement du capital humain dans le secteur rural

Source : Tableau extrait du PNIA Burkina Faso

**Il existe donc une forte cohérence entre les cadres régionaux, infrarégionaux et nationaux de l'agriculture pour ce qui est de leurs composantes. Toutefois, il est à relever qu'aucune mention n'est faite de la PNG et que la prise en compte des questions de genre, la cohérence n'est pas établie. Pourtant, des déclarations et des engagements existent en faveur de l'égalité des sexes à ces différents niveaux.**

### **L'engagement politique et les principales politiques portant sur l'agriculture et l'égalité des sexes**

#### **Les engagements internationaux et nationaux**

Sur le plan juridique, le Burkina Faso est partie à plusieurs instruments internationaux portant sur les droits économiques, sociaux et culturels et sur le genre. À ce titre, citons notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif

aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Convention relative aux droits de l'enfant, les directives de la FAO sur le droit à l'alimentation et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Cette dernière convention est spécifique à la protection et à la promotion des droits des femmes et son article 14 met l'accent sur la protection spécifique des femmes rurales. Il fait obligation aux États parties de veiller à ce que la femme rurale bénéficie des mêmes opportunités que la femme citadine, vu le rôle important qu'elle joue dans la survie de la famille et le développement économique de chaque pays. Du fait de sa situation marginalisée, la femme rurale est plus fréquemment exposée aux violations des droits humains. Les États doivent donc s'engager à prendre des mesures spécifiques en vue de la protéger, afin qu'elle ait droit à un traitement égal surtout au regard des réformes foncières et agraires et des projets d'aménagement rural.

Sur le plan régional, il convient de faire référence à plusieurs instruments juridiques et stratégiques qui protègent le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique, en particulier les suivants :

- L'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO, adopté par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement tenu à Accra en mai 2015 ;
- L'article 63 du Traité révisé de la CEDEAO, qui exhorte les États membres à « élaborer, harmoniser, coordonner et mettre en œuvre des politiques et des mécanismes appropriés pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des femmes » ;
- La Vision 2020 de la CEDEAO adoptée en juin 2010 qui prévoit « une société inclusive portée sur le développement et l'autonomisation du capital humain en vue de créer un environnement sain et paisible dans lequel les femmes, les enfants et les jeunes pourront évoluer avec des opportunités égales pour exceller et avoir un accès équitable aux ressources nécessaires pour le développement humain et social » ;
- Le Pacte régional de partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA à l'horizon 2025 adopté lors de la conférence « ECOWAP+10 et les perspectives pour 2025 » tenue en novembre 2015 à Dakar, qui invite les États membres à « améliorer la gouvernance des politiques agricoles en renforçant la conformité aux principes de l'égalité et de l'équité entre les sexes et la redevabilité pour leur application » ;
- La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée en 1981 et révisée en 1982 : certains des droits qui y sont reconnus font référence au secteur agricole ; il s'agit, entre autres, du droit à la vie et à la dignité (art. 5), du droit à la santé (art. 16), du droit au développement (art. 22 et 24) ;

- La Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant (CADBE), entrée en vigueur en 1999, qui énonce que les États parties prendront des mesures « pour assurer la fourniture d'une nutrition adéquate et d'une eau potable saine » (art. 14.2 c) et devront « en fonction de leurs moyens et conditions nationales [...] aider les parents et autres personnes responsables de l'enfant et, en cas de nécessité, offrir des programmes d'assistance et de soutien matériel, notamment en matière de nutrition, santé, éducation, habillement et logement » ;
- Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique, adopté en 2003, qui souligne le nombre important de femmes dans le secteur agricole. Toutefois la plupart des cultures pratiquées par les femmes sont des cultures de subsistance ; en outre, les femmes rurales ne dirigent pas les exploitations agricoles et n'ont accès ni à la propriété immobilière ni au crédit. Ce Protocole a quand même le mérite de consacrer certains articles à la défense des droits de la femme dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, qui sont notamment le droit à la propriété immobilière et le droit au crédit agricole (art. 15). Il fait aussi obligation aux États de garantir une nutrition adéquate aux femmes pendant la grossesse et l'allaitement (art. 14). En outre, il fait obligation aux États d'engager des programmes facilitant l'accès des femmes à la terre et aux parcelles aménagées, de renforcer leurs capacités dans le domaine des techniques culturales améliorées et de mettre en place des programmes permettant l'approvisionnement et le stockage des produits agricoles par les femmes en vue de la sécurité alimentaire (art. 15).

Cependant, les engagements pris par le Burkina Faso ne sont pas suffisamment traduits dans les programmes, projets et actions de développement pour permettre aux femmes d'être présentes à tous les niveaux et de bénéficier de toutes les actions de développement à égalité avec les hommes.

Sur le plan politique et stratégique, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), lancés au Sommet mondial sur le développement en septembre 2000, ambitionnaient de réduire la pauvreté à l'horizon 2015, à travers huit domaines d'action.

Les Objectifs de développement durable (ODD), adoptés le 25 septembre 2015 au Sommet du développement durable, au nombre de 17, ont pour but de mettre fin à la pauvreté, de lutter contre les inégalités et l'injustice, et de faire face au changement climatique d'ici l'année 2030. Il est important de noter que la quasi-totalité des 17 objectifs se rapportent de près ou de loin au secteur agricole et au genre.

L'Indicateur de développement humain (IDH), instrument de base des analyses menées par les Nations Unies en matière de développement économique et social, est en parfaite corrélation avec le diptyque genre et secteur agricole. Il a été introduit en 1990 par le *Rapport mondial sur le développement humain* (publié par le PNUD) et est de nature composite. Cet indicateur combine les valeurs de trois indices, à savoir la longévité

(espérance de vie), le savoir (mesuré pour les deux tiers par le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers par le nombre d'années d'études) et le niveau de vie (mesuré par le PIB par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat).

Au niveau régional, en adoptant à Maputo, en 2003, le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), volet agricole du NEPAD, les chefs d'État africains ont pris l'engagement d'allouer au moins 10 % de leurs budgets nationaux au secteur de l'agriculture pour en faire le socle de la croissance de leurs économies. Les politiques essentielles au niveau de la CEDEAO sont :

- La politique régionale agricole de la CEDEAO (ECOWAP/PDDAA) adoptée en janvier 2005 ;
- La politique agricole de l'UEMOA (PAU) adoptée en décembre 2001 ;
- Les politiques agricoles du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS).

En outre, des programmes ont été élaborés au niveau infrarégional dans le domaine agrosylvo-pastoral et halieutique qui, bien menés, peuvent aider à la promotion du genre. Il s'agit, entre autres, des suivants :

- Le Programme régional d'investissement agricole (PRIA) élaboré en 2010 ; et le nouveau Programme régional d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRIASAN) 2016-2020 ;
- L'Alliance globale pour l'Initiative résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR) lancée en 2012 ;
- L'initiative « Faim Zéro » lancée en 2012 ;
- Le Programme régional d'appui aux filets nationaux de sécurité sociale en Afrique de l'Ouest ;
- L'initiative pour le renforcement de la nutrition (« SUN »).

C'est sur cette base juridique, politique, stratégique et programmatique que le Burkina Faso a élaboré sa Stratégie nationale de l'agriculture et du développement Rural qui prend en compte la problématique genre. L'analyse situationnelle permettra de savoir si cette prise en compte du genre dans le secteur agricole au Burkina-Faso est effective.

### Le cadre juridique national

La volonté politique tendant à faire participer toutes et tous à l'édification d'une nation forte s'est traduite au Burkina Faso par des mesures et un cadre juridique favorable à la participation et à la représentation équitable des femmes aux actions de développement en relation avec le secteur agricole.

Au niveau national, le cadre normatif ne contient aucune discrimination particulière en matière de genre.

**La Constitution du 2 juin 1991** énonce en son article premier, « Tous les Burkinabè naissent libres et égaux en droits. Tous ont une égale vocation à jouir de tous les droits et de toutes les libertés garantis par la présente Constitution. Les discriminations de toutes sortes, notamment celles fondées sur la race, l'ethnie, la région, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la caste, les opinions politiques, la fortune et la naissance, sont prohibées. »

**Les révisions successives de la Constitution ont permis de consacrer la notion de genre et son importance. Cela marque une avancée notable pour la systématisation du genre dans tous les secteurs du développement au Burkina Faso.**

**Le Code des personnes et de la famille** vise l'amélioration du statut juridique et la protection sociale de la femme et de l'enfant. Il assoie les bases juridiques pour une justice sociale au sein de la famille : la mère et le père partagent l'autorité, une responsabilité et des obligations égales vis-à-vis des enfants. Cependant, si les époux ne sont pas d'accord sur le lieu de résidence, le droit de décision revient au mari (article 294).

**Le Code du travail et le Code pénal** intègrent des mesures de promotion de l'égalité des sexes et de justice sociale.

**Le Code général des collectivités territoriales** confère à l'homme et à la femme les mêmes droits de participation à l'action citoyenne et à la gestion des affaires locales.

**La loi n° 061-2015/CNT portant prévention, répression et réparation des violences** à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes.

Une loi sur des « quotas genre » a été approuvée en 2009 : elle établit que 30 % des candidats aux élections locales et législatives doivent être des femmes. Une réforme à cette loi a été adoptée le 22 janvier 2020.

**Il importe de relever que la plupart des textes juridiques en vigueur au Burkina Faso consacrent l'égalité des sexes dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et politique, y compris le secteur du développement rural. Cependant, leur application effective demeure encore timide.**

Il convient aussi de faire référence à certaines mesures présidentielles favorables aux femmes dans le secteur agricole. En effet, le Programme présidentiel énonce avec conviction que *« sans une véritable promotion et une réelle implication des femmes dans la vie économique, sociale et politique, il sera difficile, voire impossible, de parvenir à un développement véritable et durable du Burkina Faso. Le Président du Faso a réservé une place de choix à la femme et à la jeune fille dans son programme de société, l'objectif étant d'apporter aux femmes tous les appuis nécessaires à leur épanouissement tant sur le plan politique, économique et social, que du respect de leurs droits fondamentaux »*. Les mesures suivantes sont envisagées dans ce plan en lien avec le secteur agricole :

- Renforcement de l'autonomisation économique des femmes ;
- Octroi de 30 % des terres aménagées aux femmes ;
- Facilitation de l'accès au crédit, aux unités économiques et aux technologies ;
- Élimination de corvée d'eau aussi bien en ville qu'à la campagne ;
- Liberté économique des femmes rurales ;
- Accès à des soins de santé gratuits sur toute l'étendue du territoire national.

**L'application effective de ces mesures contribuerait sans nul doute à réduire considérablement les inégalités entre les sexes au Burkina Faso, notamment dans le secteur de l'agriculture. Il revient donc à l'ensemble des actrices et acteurs du développement de poursuivre leurs efforts pour une réelle intégration du genre dans le secteur agricole au Burkina Faso.**

## **ANALYSE DE L'INTÉGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LE PROCESSUS DE POLITIQUE AGRICOLE**

### **La Politique nationale « Genre » au Burkina Faso (PNG) : cohérence par rapport à la stratégie applicable au secteur de l'agriculture**

Au Burkina Faso, l'engagement politique en faveur d'une société burkinabè plus égalitaire s'est concrétisé par l'adoption de la Politique nationale Genre (PNG) en 2009. Elle vient renforcer les mesures et les actions antérieures visant à créer un cadre institutionnel et juridique de promotion des droits des femmes en particulier, et de l'égalité entre les sexes en général. La PNG se veut un document de référence et d'orientation pour tous les acteurs intervenant en faveur de l'égalité et de l'équité de genre. Sa vision à terme est celle « *d'une société débarrassée de toutes les formes d'inégalités et d'iniquités de genre et qui assure à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique* ».

Son objectif général vise la promotion d'un développement participatif et équitable des hommes et des femmes, en leur assurant un accès et un contrôle égal et équitable aux ressources et aux sphères de décision, dans le respect de leurs droits fondamentaux.

La PNG définit sept axes stratégiques :

1. L'amélioration de l'accès et du contrôle de manière égale et équitable de tous les Burkinabè, hommes et femmes, aux services sociaux de base ;
2. La promotion de droits égaux, pour les femmes et pour les hommes, en matière d'accès et de contrôle des ressources et de partage équitable des revenus ;
3. L'amélioration de l'accès égalitaire des hommes et des femmes aux sphères de décision ;
4. La promotion de l'institutionnalisation du genre par son intégration dans les systèmes de planification, de budgétisation et de mise en œuvre des politiques à tous les niveaux ;
5. La promotion du respect des droits et l'élimination des violences ;
6. La promotion du genre pour un changement de comportements en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la vie socio-économique ;
7. Le développement d'un partenariat actif en faveur du genre au Burkina Faso.

Pour mettre en œuvre de la PNG, le ministère chargé du genre a élaboré un premier Plan d'action opérationnel (PAO) 2011-2013, structuré en cinq programmes fondés sur la transversalité et la synergie intersectorielle.

Un second PAO /PNG a été élaboré pour la période 2017-2019. Ce second plan d'action prend principalement en compte les axes et les objectifs de la PNG, les acquis, ainsi que

les points forts et les insuffisances du précédent PAO. Il intègre également l'évolution du contexte lié aux inégalités sexospécifiques identifiées à travers les diverses études.

Ce PAO contribue aux ODD, ainsi qu'aux objectifs de la CEDEF, de la Plateforme de Beijing, du PNDES, à travers une meilleure prise en compte du genre dans les efforts de réduction de la pauvreté, en vue d'une plus grande efficacité des actions de développement. Il s'articule autour de sept composantes.

**Une attention est portée sur le secteur de l'agriculture dans la PNG et dans les PAO 2011-2013 et 2017-2019. La PNG se veut transversale pour être prise en compte dans tous les programmes et les ministères.** Est prévue, pour ce secteur, la mise en place au niveau des organes de décision et d'orientation, d'une cellule genre nouvellement créée au sein de ce portefeuille ministériel. Par ailleurs, ces documents mettent en avant l'importance du contrôle et de l'accès aux ressources et moyens de production et services à travers l'objectif 1 : *« Un égal accès aux infrastructures et équipements supports de leurs activités économiques, aux ressources naturelles (terre, périmètres aménagés, forêt, etc.), aux crédits, aux services de vulgarisation, et à la technologie. En particulier, l'objectif permettra d'apporter des solutions définitives à la question de l'accès à la terre et au droit de propriété foncière. »* **Cependant, pour ce qui est de la réciproque, ni la PNG, ni le PAO ne sont cités, ni même par référence, dans la SDR.**

Politique décennale, la PNG est arrivée à échéance en 2019 et a fait l'objet d'une évaluation. Les enseignements qui en ont été tirés ont servi de base à l'élaboration de la Stratégie nationale Genre (SNG) 2020-2024 en vue de relever les principaux défis qui y sont mentionnés. L'égalité entre les hommes et les femmes étant le but ultime à atteindre, la vision de la SNG à l'horizon 2024 est de : **« bâtir une société d'égalité et d'équité entre hommes et femmes, et qui assure, à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique »**. Pour relever les défis découlant de l'analyse diagnostique de la situation, des axes stratégiques, des objectifs et des effets attendus ont été clairement définis. Et conformément aux défis identifiés, cinq axes stratégiques ont été tracés à savoir : (i) Accès égal à la justice et à la protection juridique ; (ii) Promotion de l'équité d'accès aux services sociaux de base et à la protection ; (iii) Autonomisation économique des femmes et filles ; (iv) Participation, représentation et influence politique égale ; (v) Coordination et pilotage.

### **Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique**

La conception et la formulation de la politique de « Production agro-sylvo-pastorale 2018-2027 »

À la suite de l'adoption du Plan national de développement économique et social (PNDES), le gouvernement a entrepris de se doter de politiques pour tous les secteurs de

planification définis dans ce cadre de référence national. C'est à ce titre que la politique sectorielle « Production agro-sylvo-pastorale 2018- 2027 » (PS-PASP) a été élaborée et qu'elle fait figure de stratégie agricole du pays.

Cette politique vise à faire du secteur « production agro-sylvo-pastorale » à l'horizon 2026, un secteur moderne, compétitif, durable et moteur de la croissance économique, fondé sur des exploitations familiales et des entreprises agro-sylvo-pastorales performantes et assurant à tous les Burkinabè un accès aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active.

L'élaboration de la PS-PASP traduit la volonté du gouvernement d'assurer une meilleure coordination des actions dans ce secteur. Ce document constitue le cadre d'orientation pour les interventions dans le secteur sur la période 2017-2026. Le processus d'élaboration de la PS-PASP a privilégié une démarche participative associant tous les acteurs du secteur.

Considérant les contraintes et les défis à relever, la vision de développement du secteur PASP est définie comme suit : *« À l'horizon 2026, le secteur ASP est moderne, compétitif, durable et moteur de la croissance économique, fondé sur des exploitations familiales et des entreprises ASP performantes et assurant à tous les Burkinabè un accès aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active ».*

Les principes directeurs qui régissent l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sectorielle PASP sont : le leadership national, la bonne gouvernance, la participation et appropriation, la durabilité, le préleveur-payeur et le pollueur-payeur, la subsidiarité et le partenariat, la responsabilité mutuelle et **le genre et l'équité**.

L'objectif global de la politique est de développer un secteur « agro-sylvo-pastorale » productif assurant la sécurité alimentaire, davantage orienté vers le marché et créateur d'emplois décents, en se basant sur des modes de production et de consommation durables. La mise en œuvre de cette politique incombe non seulement aux départements ministériels en lien avec le monde rural mais aussi aux autres acteurs publics et privés ainsi qu'aux communautés de base et aux partenaires du développement.

Pour atteindre l'objectif ainsi défini, trois axes stratégiques sont proposés :

Axe 1 : sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience des populations vulnérables ;

Axe 2 : Compétitivité des filières agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques et accès aux marchés ; et

Axe 3 : Gestion durable des ressources naturelles.

Des ONG, des associations de développement local, le secteur privé agricole, des institutions financières et des prestataires de service participent à l'impulsion du secteur aux côtés de l'État. Toutefois, le diagnostic dressé laisse voir une faible implication des

femmes dans le système d'appui-conseil, et une faible représentativité des femmes dans les instances et organes décisionnels, limitant ainsi leur contribution au développement de ce secteur. À l'horizon 2026, la proportion espérée de jeunes agricultrices et agriculteurs formés et installés est de 100 % ; cela se fera avec la création de centres de formation technique et professionnelle dans toutes les régions du pays et avec un appui à l'installation des jeunes (femmes et hommes) sortant de ces centres et écoles de formation.

Il faut également rappeler que le Burkina Faso dispose d'un **Plan stratégique genre et développement agricole** élaboré en 2005 par le MAAH et encore valable à ce jour. L'existence d'un tel plan témoignait alors de l'intérêt manifeste du gouvernement d'insérer l'angle genre dans les politiques et programmes du secteur agricole. Son objectif global était de contribuer d'une part à la réduction de la pauvreté en milieu rural et d'autre part au développement durable du Burkina Faso dans son ensemble. Pour y parvenir, trois objectifs spécifiques étaient fixés, qui sont les suivants :

- Promouvoir la prise en compte du genre dans les politiques et programmes de développement agricole ;
- Accroître l'accès équitable des hommes et des femmes aux ressources productives dans l'agriculture ;
- Mettre en place les mécanismes et outils opérationnels de suivi-évaluation du plan stratégique.

En outre, le pays dispose d'un autre **Plan d'action genre élaboré par le ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques pour la période 2013-2015**.

S'appuyant sur une étude diagnostique préalable, ce plan avait été formulé pour systématiser l'intégration de la dynamique genre dans les actions menées par ce ministère. Son optique globale était de contribuer à la prise en compte du genre dans les secteurs agricole et hydraulique afin de favoriser un développement harmonieux et durable des hommes, des femmes et de l'ensemble des couches sociales du Burkina Faso.

Le plan d'action affiche quatre objectifs spécifiques et axes stratégiques pour répondre aux contraintes identifiées :

Diagnostic	Objectif et axe stratégique
La cellule genre du MAAH, structure technique du ministère en matière de promotion du genre, fonctionne très difficilement. Cette situation est due entre autres à la <b>non appropriation des questions</b>	<b><i>OS1 : Intégrer la problématique genre au sein du MAAH par le renforcement des capacités opérationnelles et institutionnelles ;</i></b> <b><i>AS1 : Promotion de la culture du genre au sein du ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique : i) amélioration des pratiques pour susciter des</i></b>

<p><b>genre</b> par les agents, ce qui ne favorise pas leur prise en compte suffisante dans les politiques et programmes.</p>	<p><i>changements de comportements au niveau institutionnel ; ii) formation des membres de la cellule genre et des responsables des services en institutionnalisation et analyse de genre.</i></p> <p>Au stade actuel, la cellule genre a pu réaliser des formations en genre et développement, un suivi-évaluation axé sur le genre et une budgétisation sensible au genre pour ses membres en collaboration avec les partenaires.</p>
<p>Le <b>manque de ressources financières</b> est un handicap de taille pour la mise en œuvre des activités de promotion du genre et le fonctionnement de la cellule genre. Le diagnostic révèle que les actions à mettre en œuvre devraient être classées par priorité. Les actions en faveur du genre n'étant <b>pas inscrites de façon explicite dans les attributions du ministère</b>, elles sont donc souvent reléguées au second rang. En vue de permettre le bon fonctionnement de la cellule genre et l'intégration systématique du genre, cette structure doit nouer des <b>partenariats</b> avec les acteurs œuvrant dans le domaine du genre (PTF, OSC, secteur privé...) afin de bénéficier de plus d'appui technique ou financier pour la réalisation des activités.</p>	<p><b><i>OS2 : Promouvoir un partenariat actif en faveur du genre dans les secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique ;</i></b></p> <p><b><i>AS2 : Création/ renforcement d'un partenariat actif en faveur du genre dans les secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique.</i></b> Les actions identifiées sont : i) <i>mise en place d'un partenariat avec les PTF et les OSC pour le financement des activités genre dans le domaine agricole ; ii) organisation de plaidoyers pour la mobilisation des ressources en faveur de la promotion du genre dans le secteur agricole ; iii) organisation de rencontres/échanges avec les autres acteurs sur les questions liées au genre.</i></p> <p>Depuis l'élaboration de son plan d'action, la cellule a réussi à nouer des partenariats productifs avec le MAAH et d'autres institutions telles que la DGESS pour certains projets et programmes et la formulation d'indicateurs sexospécifiques, le PDA/GIZ pour l'analyse genre du programme. D'autres partenariats sont en vue pour l'année 2020 notamment avec PROVALAB pour l'élaboration de la stratégie genre et le profil genre, et avec la coopération Suisse.</p>
<p>L'analyse des politiques et des programmes du ministère montre que même si parfois l'angle genre est considéré au moment de l'élaboration, au stade de <b>la mise en œuvre il n'est pas suffisamment</b></p>	<p><b><i>OS3 : Réduire les disparités et les inégalités entre les sexes par la prise en compte du genre dans les politiques et les programmes de développement agricole ;</i></b></p> <p><b><i>AS3 : Renforcement de la prise en compte de l'approche genre dans les politiques et</i></b></p>

<p><b>pris en compte.</b> Cette situation s'explique par le fait que les planificateurs, les communautés de base et d'autres intervenants <b>ne maîtrisent ni l'approche genre ni le développement d'outils d'intégration de cette approche.</b></p>	<p><i>programmes de développement agricole. Les actions suivantes sont prévues : i) appui aux communautés pour leur permettre d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires à l'intégration du genre dans les actions de développement agricoles ; ii) renforcement des capacités en genre des acteurs intervenant aux trois niveaux : micro, méso et macro ; iii) élaboration de programmes et budgets annuels et pluriannuels sensibles au genre.</i></p> <p>En 2019, la cellule genre en collaboration avec le point focal FAO et le SP/CPSA, a entrepris une analyse genre de la politique nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à laquelle ont participé le SP/CONAP GENRE, le ministère des Ressources animales et celui en charge de l'Environnement.</p>
<p>De façon générale, il n'existe <b>pas de dispositif de suivi-évaluation</b> pour capitaliser les acquis de la mise en œuvre des projets et programmes de développement dans le domaine agricole.</p>	<p><i>OS4 : Mettre en place des <b>mécanismes et outils opérationnels pour suivre et capitaliser les acquis en matière de genre</b> dans les secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique.</i></p> <p><i>AS4 : Mise en place des mécanismes et des outils opérationnels pour suivre et capitaliser les acquis en matière de genre dans les secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique. Les principales actions à mener sont : i) mise en place d'un dispositif spécifique de suivi-évaluation selon le genre ; ii) renforcement des capacités des acteurs en suivi/évaluation genre ; iii) évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action genre.</i></p> <p>Pour pallier ces manques, la cellule genre a élaboré une nomenclature des indicateurs de performance genre en collaboration avec la DGEES et envisage de mettre en place des points focaux genre au niveau régional pour assurer la collecte des données sur le terrain.</p>

La mise en œuvre du Plan d'action Genre sur la période 2013–2015 s'est heurtée à des difficultés liées au manque de ressources financières. Ce plan d'action a été revu et un nouveau plan 2016-2019 a été élaboré. La cellule genre a entrepris d'élaborer un nouveau Plan triennal d'action genre.

**Le défi majeur pour la cellule genre du MAAH demeure la mobilisation de ressources financières conséquentes permettant d'exécuter ce plan d'action. Mais au regard de la situation financière globale actuelle du pays, il est à craindre qu'il ne soit pas inscrit de sitôt dans les priorités d'allocation budgétaire de ce ministère.**

**Signalons toutefois que le plan d'action 2013-2015 a bénéficié d'un financement partiel de la Coopération suisse au Burkina Faso** qui a apporté 1,5 million de francs suisses pour appuyer le travail gouvernemental et des ONG ainsi que la culture liée au genre.

#### Les buts, objectifs et cibles de la politique agricole

#### **Analyse genre de la Stratégie de développement rural (SDR) 2003-2015**

Le diagnostic sectoriel n'a pas été appuyé par une analyse des relations de genre en lien avec les problèmes identifiés. Par conséquent, la réalisation de l'égalité des sexes n'a pas été identifiée dans la SDR comme un défi pour le secteur du développement rural. L'objectif global, de même d'ailleurs que les objectifs spécifiques, ne présentent pas de manière explicite les voies à suivre pour que les femmes puissent bénéficier d'opportunités comparables à celles des hommes.

Néanmoins, quelques aspects de la SDR abordent la dimension de genre, par exemple :

- Le principe directeur 5 de la SDR qui concerne « *la prise en compte de l'approche genre* » ;
- L'axe stratégique 7 de la SDR qui est de « *promouvoir l'approche genre en vue d'améliorer la situation économique et le statut social des femmes et des jeunes en milieu rural* ».

Signalons aussi les quelques actions prioritaires définies dans la SDR :

- Le renforcement des capacités, qui passe par l'amélioration de l'éducation, mais surtout par l'alphabétisation et la formation en vue de faciliter l'adoption des techniques agricoles modernes et la création/gestion de micro-entreprises rurales ;
- La réduction de la charge de travail des femmes (liées à la reproduction, corvée d'eau, soins familiaux) en créant des conditions leur permettant de se consacrer à leurs propres activités productives ;
- L'appui à la recherche de débouchés pour les filières qu'elles exploitent (produits de la cueillette comme le karité, le néré, le maraîchage, etc.) ;

- La promotion de l'entrepreneuriat féminin, notamment par la promotion de petites unités de transformation, en mettant à leur disposition des technologies adaptées et peu coûteuses ;
- Le renforcement de la sensibilisation, notamment sur la nécessité d'accroître l'accès de la terre aux femmes et encourager les candidatures féminines dans les aménagements hydro-agricoles et périmètres irrigués ;
- Le renforcement des capacités des structures de financement des femmes afin d'augmenter le volume de crédits pour les femmes qui présentent des projets porteurs ;
- La facilitation de l'acquisition par les femmes de moyens intermédiaires de transport (vélos, charrettes, etc.) ;
- Le renforcement de leur participation aux instances de décisions des organisations professionnelles de producteurs, de transformateurs, de commerçants des produits agro- sylvo-pastoraux et halieutiques servant le développement local (CVGT).

### Analyse genre au sein du PNSR 2 (2016-2020)

Sur le plan des politiques, outre la **Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural**, le Burkina Faso dispose d'autres instruments parlant de la promotion du genre dans le secteur agricole, entre autres les suivants :

- **La LPDRD**, adoptée en 2002, décrit les grandes orientations et stratégies d'un développement rural décentralisé. Les actions envisagées touchent à la professionnalisation et au renforcement du rôle des différents (es) acteurs (trices), et à l'amélioration du statut économique de la femme en milieu rural.
- **Le Programme national du secteur rural (PNSR)** : Le troisième principe directeur du PNSR (qui en compte six) est relatif à la prise en compte du genre dans les analyses, les orientations, les choix stratégiques, ainsi que la formulation et la mise en œuvre des investissements prioritaires. Mais au niveau de l'exécution du PNSR, l'amélioration de la situation économique et du statut social des femmes et des jeunes en milieu rural demeure un défi important qui doit être au cœur des réflexions.
- **La Stratégie nationale de développement durable de l'agriculture irriguée (SNADDAI)** : Il y est mentionné que « *La politique d'intégration de la femme et des jeunes au développement de l'irrigation est préconisée à travers l'application systématique de l'approche genre dans les programmes et projets de développement de la petite irrigation, l'information et la formation des femmes suivant des calendriers et des méthodes adaptées à leurs emplois du temps et le renforcement des structures de groupements de femme "irriguantes" ».*
- **La Stratégie nationale de sécurité alimentaire (2003-2015)** : élaborée en 2003, la SNSA a pour finalité de construire à l'horizon 2015, *les conditions d'une*

*sécurité alimentaire durable et de contribuer structurellement à réduire les inégalités et la pauvreté au Burkina Faso. Les inégalités de genre en font partie.*

- **Le Programme d'investissement du secteur de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques (PISA)** : finalisé en 2008, il inscrit au rang de ses objectifs spécifiques à l'horizon 2015 la *promotion de l'approche genre*.
- **La Politique nationale de développement durable de l'élevage (PNDEL)** : adoptée en septembre 2010, elle vise à l'horizon 2025 « *un élevage compétitif et respectueux de l'environnement autour duquel s'organisent de véritables chaînes de valeurs portées par des filières professionnelles, tournées vers le marché et qui contribuent davantage aussi bien à la sécurité alimentaire qu'à l'amélioration du niveau de bien-être des Burkinabè* ». Son outil opérationnel est le Plan d'actions et programme d'investissements du sous-secteur de l'élevage (PAPISE). La problématique genre est mentionnée, au même titre que les contraintes sociales principales, comme l'analphabétisme et l'insécurité en matière foncière. L'analyse basée sur le genre a été appliquée durant le diagnostic et la participation des femmes est l'un des principes directeurs qui sous-tendent cette politique.

#### La disponibilité et l'utilisation des indicateurs liés au genre

##### **i) Système de suivi-évaluation des politiques agricoles**

Le PNSR 2 ne présente pas de stratégie explicite de prise en compte du genre au sein de son système de suivi-évaluation. Un comité de suivi multi-acteurs et interministériel (administrations publiques, organisations professionnelles, opérateurs privés, ONG, partenaires techniques et financiers) est proposé mais n'inclut pas explicitement le ministère en charge du genre, non plus que des organisations représentant les femmes.

Le système de suivi et les indicateurs sont largement insensibles au genre. En ce sens, un effort doit être fait pour obtenir une désagrégation des données collectées et mieux renseigner les indicateurs selon ce critère. De fait, un seul indicateur est lié au genre, « Proportion des superficies aménagées allouées aux femmes » dont la cible est de 30 % en 2020.

Il ressort de l'étude diagnostique des inégalités sexospécifiques effectuée par le MAAH (2013), que dans ***le dernier rapport d'activités concernant sept programmes, les indicateurs restent généraux et n'intègrent pas les facteurs clés qui auraient permis de mesurer les avancées en faveur de l'égalité hommes-femmes.***

Il n'en reste pas moins qu'une évolution est notable au niveau de la désagrégation par sexe des données figurant dans les rapports d'activités du MAAH : grâce au processus de budgétisation sensible genre, l'accent est mis sur la prise en compte du genre dans les différents programmes budgétaires. Mais force est d'admettre que beaucoup reste à faire dans ce domaine.

## **ii) Statistiques concernant le secteur rural**

S'agissant du secteur agricole rural, la Direction générale des études statistiques et sectorielles (DGESS) fournit quelques données statistiques permettant d'éclairer les décideurs sur la situation de la femme, eu égard en particulier aux sphères suivantes :

- La responsabilité en milieu rural ;
- L'accès au foncier ;
- L'accès au service de vulgarisation agricole ;
- L'accès aux équipements et aux intrants ;
- L'accès au crédit ;
- L'accès à l'éducation formelle et informelle ;
- L'emploi de la main-d'œuvre féminine dans l'activité de production ;
- Le revenu agricole.

Ainsi, les statistiques agricoles disponibles ont facilité l'élaboration du document national ayant servi de support technique aux autorités pour la préparation de la conférence de Beijing. Elles ont également permis le traitement de l'aspect genre dans la formulation du Plan stratégique opérationnel (PSO) du secteur agricole car il avait fait l'objet d'une recommandation dans le CSLP.

Par contre, il est difficile d'accéder aux données récentes de la DSA. Un site Internet ne présente que celles recueillies jusqu'en 2006 (<http://agristat.bf.tripod.com>), sans qu'il soit possible d'accéder à des données mises à jour.

Cette direction a également piloté le recensement général du secteur de l'agriculture réalisé en 1993 et postérieurement sur la période 2006-2010. La commission nationale de supervision du recensement incluait des représentants du ministère de la Promotion de la femme et le comité technique régional incluait des fonctionnaires des directions régionales de la promotion de la femme, ainsi que des membres des organisations professionnelles et des chambres d'agriculture. Une consultante genre avait été également recrutée. Un nouveau recensement de l'agriculture est en cours dans sa première phase d'arrimage au RGPH5 et une consultante genre a là aussi été recrutée dès la phase préparatoire, dans le cadre d'un PCT avec la FAO. Le recensement dans le domaine de l'élevage permet notamment de distinguer les types d'emploi selon le sexe et l'âge. Le recensement dans le domaine des cultures pluviales a permis de connaître la composition des ménages, de savoir qui est responsable des différentes parcelles et a intégré un décompte très précis et désagrégé, selon le sexe, du type d'emploi agricole et du travail familial. Cependant, les tableaux de synthèse ne traitent que des questions de main-d'œuvre et d'emploi et ne font pas l'analyse de la production agricole en fonction du genre (répartition des types de parcelles, des productions, production /productivité, etc.).

Par ailleurs, des statistiques rurales complémentaires sont collectées par **l'Institut national des statistiques démographiques (INSD)** qui mène des enquêtes sociodémographiques, économiques et environnementales. En 2014, un Livret genre de 78 pages a été publié, décrivant la situation des femmes dans différents domaines : social, démographique, santé, éducation, emploi et formation, cadre de vie et accès aux infrastructures, gouvernance et participation politique, accès aux médias et visibilité dans les médias. Ce livret figure dans les activités de l'INSD mais n'a pas été suivi d'effet en 2016 faute de budget (Rapport statistique, 2016).

De plus, l'INSD conduit les **enquêtes sur les conditions de vie multifactorielles LSMS-ISA**, qui sont appuyées par la Banque mondiale et la Fondation Bill et Melinda Gates. Ces enquêtes intègrent parfaitement l'approche genre et comprennent plusieurs volets concernant l'agriculture. Le volet 2014 est disponible en ligne, en attendant que les résultats de l'enquête en cours soient publiés (période 2016-2020). Ces enquêtes permettent d'obtenir des données sur la composition des ménages, la répartition du travail entre individus, l'emploi de chaque membre du foyer, les biens et équipements possédés, les pratiques agricoles par parcelle (tenant compte de qui les utilise), l'accès au crédit et la gestion du risque, enfin sur la sécurité alimentaire et la pauvreté.

Citons également l'enquête permanente sur la production agricole (EPA) qui fournit chaque année des données sur la production, les rendements et la superficie des différentes spéculations afin de rendre compte de la situation de la sécurité alimentaire du pays.

## **La capacité institutionnelle au soutien de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes**

- Cadre institutionnel

Au sein du ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire, une Direction générale de la femme et du genre a été créée en 2019, née de la fusion de la Direction générale de l'autonomisation économique de la femme et de la Direction générale de la protection et de la promotion de la femme. Cette direction s'occupe plus généralement de la question de l'autonomisation économique de la femme.

Le Secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre (SP/CONAP Genre) assure la coordination et le suivi de l'exécution des activités. À ce titre, il est notamment chargé de veiller à la mise en place et au fonctionnement adéquat des organes du dispositif institutionnel et opérationnel de mise en œuvre de la PNG. Le Secrétaire permanent est nommé par décret pris en Conseil des ministres (sur proposition du ministre) et a rang de conseiller technique. Les directeurs sont également nommés et ont rang de directeur de services.

Pour en permettre la mise en œuvre efficace, la PNG requiert des mécanismes institutionnels adéquats et fonctionnels. Conformément à ses engagements et aux dispositions légales applicables, le gouvernement a créé les organes nécessaires au dispositif institutionnel de mise en œuvre de la PNG. C'est ainsi que la mise en place de cellules genre est prévue au sein de toutes les institutions et de tous les départements ministériels (au niveau central et également au niveau des régions et des communes). Ces cellules ont pour vocation de devenir des structures de veille et d'alerte, à travers un suivi rigoureux de la prise en compte effective du genre dans les politiques, plans, programmes et projets des structures qui les encadrent. Elles s'appuient sur des termes de référence clairs pour le suivi, l'établissement des rapports et le soutien à l'intégration du genre.

Le *caucus* genre créé au niveau de l'Assemblée nationale est également suivi par le secrétariat. En 2016, l'institution parlementaire a aussi institué une Commission « genre, action sociale et santé » (résolution n°003-2018/AN portant modification de la résolution n°001-2016/AN du 11 janvier 2016 portant règlement de l'Assemblée nationale).

Le Secrétariat permanent rapporte annuellement à un conseil national présidé par le Premier ministre et un mécanisme similaire existe au niveau local.

## **La capacité du ministère chargé du Genre à soutenir le ministère de l'Agriculture pour permettre l'intégration de l'approche genre dans le secteur**

L'élaboration de la PNG en 2008 a été l'occasion de dresser un constat : « Le constat général est que les institutions vouées aux questions de genre souffrent d'une insuffisante

capacité d'intégration de ces enjeux, d'analyse et de planification fondée sur un système de collecte de données pertinentes différenciées par sexe. Le même constat a été fait lors des ateliers de diagnostic où les acteurs ont reconnu que le principal facteur limitant l'intégration de la dimension genre était la faible compréhension et maîtrise du concept et la difficulté de son application par les organisations porteuses de genre. »

Le SP / CONAP Genre, structure centrale du ministère en charge du genre, est animé par des hommes et des femmes engagés et déterminés à réussir la promotion du genre et sa prise en compte transversale dans les politiques, programmes et projets définis pour le développement équitable, participatif et durable du Burkina Faso. À ce titre, ils sont tout disposés à orienter, par un appui ciblé, les autres acteurs ayant des besoins dans ce domaine.

Et en ce sens, le SP/ CONAP Genre a fourni un appui technique aux trois ministères couvrant le secteur agricole (agriculture, élevage et environnement) dans l'élaboration de leur plan d'action genre 2013-2015, rendue possible grâce au financement partiel accordé par la Coopération suisse. Et grâce au soutien de l'OCDE et de la Suède, le Secrétariat permanent du CONAP Genre a lancé une enquête « SIGI » aux fins d'analyser l'intégration des questions de genre et l'absence de discrimination au sein des institutions. Il a notamment mené une analyse des forces et faiblesses du secteur et des besoins de renforcement des capacités, et organisé en parallèle plusieurs formations.

Cependant, la capacité institutionnelle du ministère chargé du genre reste très limitée à cause des contraintes et difficultés liées à la faible allocation de moyens financiers et à l'insuffisance des ressources humaines compétentes.

### **Intégration de l'approche genre et ministère de l'Agriculture**

Au MAAH, l'intégration du genre est appréhendée à travers les références qui existent dans les orientations et les programmes et l'organisation en termes de mécanismes institutionnels. Plusieurs existent et méritent d'être cités :

- **Équipe de formateurs et formatrices** en analyse socio-économique selon le genre (ASEG) : ce noyau de formateurs et formatrices dispose d'un plan de formation mais malheureusement de peu de moyens pour couvrir les besoins en formation. Il a néanmoins assuré des formations en ASEG aux principaux responsables des structures déconcentrées ainsi qu'à plusieurs membres d'organisations paysannes. Mais ce pôle de formateurs n'existe plus (la plupart sont à la retraite ou occupent maintenant des postes dans des projets). La mise en place d'une nouvelle équipe s'avère pour autant nécessaire en vue d'une meilleure prise en compte du genre dans le secteur agricole.
- **Cellule genre du MAAH** : elle a été mise en place en application des engagements et dispositions des décrets N°2010-048 PRES/PM/MPF/MEF et N° 2010-049

PRES/PM/MPF/MEF/MATD matérialisant l'adoption par le gouvernement des organes du dispositif institutionnel de mise en œuvre de la PNG.

En tant que structure de veille et d'alerte devant assurer un suivi rigoureux de la prise en compte effective du genre dans les politiques, plans, programmes et projets, la « Cellule genre du MAAH » était composée initialement de dix membres provenant de diverses directions (cabinet, DEP, SP/CPSA, DGFOMER, DGPER, DGRE, DGPV). Une recombinaison des membres de cette cellule est actuellement à l'étude et en accord avec le SP/CONAP Genre il est envisagé d'en accroître le nombre eu égard à la taille du MAAH.

Les actions suivantes sont, entre autres, à mettre à l'actif de cette Cellule genre :

- *Organisation en décembre 2011 d'un atelier de restitution pour les membres de la cellule du MAAH, du MRA et du MEDD ;*
- *Participation de 4 membres au CONAP/Genre en 2010 et 2011 ;*
- *Participation régulière aux sessions de la Commission nationale de suivi de la mise en œuvre des engagements du Burkina Faso en faveur de la femme ;*
- *Participation à la 47<sup>e</sup> session du Comité CEDEF en octobre 2010 à Genève ;*
- *Participation à la 56<sup>e</sup> Commission de la condition de la femme tenue à New York en février-mars 2012 ;*
- *Formations sur le genre et ASEG imparties à des dirigeants villageois et des conseillers municipaux, appuyées par le PDRD de même qu'à des enquêteurs et animateurs (trices) du PDRD.*

Voici les principales actions réalisées entre 2015 et 2020 :

- Organisation de plusieurs campagnes et ateliers : campagne de dépistage du cancer du col de l'utérus et du cancer de sein et conférence sur les dangers de ces types de cancer ; atelier de présentation des résultats sous l'angle genre du Programme national de gestion des terroirs (PNGT2) phase III, et du projet d'appui à la commercialisation de la mangue séchée et de noix de cajou transformée ; atelier d'analyse sous l'angle genre de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; six rencontres itinérantes d'information sur la Cellule genre, sa mission et ses activités.
- Participation à la 59<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme à New York qui a porté sur l'examen « Beijing +20 » et à la 61<sup>e</sup> session avec pour thème « Autonomisation économique de la femme dans un monde de travail en pleine évolution » ; et à la 68<sup>e</sup> session du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes à Genève.
- Formation des membres de la cellule sur l'approche genre, sur le plaidoyer et la mobilisation des ressources, et sur la budgétisation sensible au genre, la formation des membres de la cellule et des agents de la DGESS sur le suivi-évaluation des actions menées en matière de genre.

- Élaboration du plan d'action triennal 2017-2019 de la cellule.
- Participation à l'évaluation genre du PDA/GIZ, à l'élaboration de la stratégie genre et du profil genre des chaînes de valeur, promus par PROVALAB, et à l'atelier de programmation des activités 2020 du MAAH.
- Tenue de la rencontre trimestrielle des membres de la cellule genre MAAH.
- Participation à la mission conjointe de suivi et de supervision avec l'équipe de la Banque africaine de développement dans le cadre de l'extension de la plaine de Douna.

Malheureusement, le dynamisme de cette cellule est freiné par les difficultés rencontrées par ses membres pour se réunir périodiquement et travailler en concertation. À cela s'ajoutent le manque de formations plus spécialisées, de ressources financières et de structuration, l'absence d'un plan d'action consensuel et la non-capitalisation des acquis. Le faible ancrage institutionnel de la Cellule genre renforce encore davantage ces difficultés.

En ce qui concerne la Budgétisation sensible au genre (BSG), le MAAH fait partie des ministères pilotes. Certains fonctionnaires de la DGESS, la Direction des ressources humaines, de la Direction administrative et financière et plusieurs membres de la Cellule genre ont bénéficié d'une formation en BSG et sur les droits des enfants. En particulier, l'une des membres a été retenue par la GIZ en qualité de formatrice et de personne-ressource. Cependant l'approche BSG reste méconnue par la plupart des agents, notamment ceux de la Direction administrative et financière.

**L'analyse des cadres de référence (politiques et stratégies), des programmes et des projets, montre que le MAAH fait preuve de volonté pour assurer l'intégration de l'approche genre dans ses orientations et plans de travail. Cependant, la matérialisation concrète de cette volonté est difficile à cerner. En effet, la conception et la formulation de la plupart des politiques et stratégies ne s'appuient pas sur un diagnostic genre explicite, notamment quant à la division sexuelle du travail agricole, aux besoins pratiques et intérêts stratégiques en jeu, au contrôle et à l'accès aux ressources, à la participation des femmes, à l'égalité et aux relations entre les deux sexes.**

**Il n'existe pas non plus d'analyse différenciée, pour apprécier les répercussions des différentes politiques économiques, sociales et culturelles sur les femmes et les hommes en tant que productrices et producteurs agricoles. Seul un tel diagnostic pourrait servir de socle à la formulation, la planification et la budgétisation sensible au genre, ainsi qu'à l'élaboration des indicateurs de genre.**

**En outre, malgré l'existence d'une équipe de formateurs et formatrices en ASEG et de toutes les références au genre dans les orientations évoquées ci-dessus, il n'a pas encore été possible de sensibiliser véritablement les parties prenantes et d'inscrire l'approche genre dans les pratiques et la culture institutionnelle.**

En effet, les constats ne sont guère encourageants :

- **Faible représentativité des femmes dans les instances supérieures du ministère, dont voici quelques chiffres :**
  - *Au niveau des fonctionnaires, sur 1821 agents en poste en 2012, on ne dénombre que 294 femmes ;*
  - *Au niveau des agents contractuels de l'Etat sur 1235 agents, 190 seulement sont des femmes ;*
  - *Au niveau du cabinet du ministre : 14 hommes et 6 femmes ;*
  - *Au niveau du cabinet du ministre délégué : 3 hommes et 1 femme ;*
  - *Au niveau des directions générales : 4 hommes et 1 femme ;*
  - *Au niveau des services d'appui : 5 agents, tous des hommes ;*
  - *Au niveau des structures déconcentrées : 53 hommes et 5 femmes ;*
  - *Sur 55 projets et programmes du secteur agricole, seulement six sont dirigés par des femmes.*

Au total, en 2018, les femmes représentent 20,79 % des agents du ministère. En ce qui concerne les directions régionales, il n'y a que 3 femmes directrices, sur un total de 13. Au niveau du cabinet, sur les 28 fonctionnaires, 2 femmes sont en catégorie P, 3 femmes en catégorie A, 4 femmes en catégorie B.

- **Insuffisance de statistiques genre dans les projets et programmes, entraînant diverses conséquences :**
  - La plupart des projets et programmes sont élaborés sans prise en compte du genre ; toutefois, une évolution est notable car le MAAH recrute maintenant des spécialistes genre pour mieux intégrer l'angle genre dans les nouveaux projets et souvent la cellule genre est associée aux activités ;
  - Absence de dispositif pour le suivi-évaluation des aspects genre ;
  - Manque de compétences spécialisées en genre au sein du ministère ;
  - Méconnaissance par la plupart des agents, des concepts et des outils pour l'analyse genre ;
  - Données non désagrégées par sexe ;
  - Budget sensible au genre non encore systématisé ;
  - Insuffisance de ressources pour la planification et la mise en œuvre des activités genre.

## **Intégration de l'approche genre dans les secteurs liés à l'agriculture (foncier, ressources en eau)**

### **La Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR)**

La PNSFMR doit s'entendre comme la direction donnée à l'action publique dans le domaine de la gestion des terres rurales. Par ce biais, l'État opère des choix éclairés et cohérents en matière de sécurisation des acteurs ruraux. Cette politique ne concerne donc pas le milieu urbain entendu au sens strict, encore qu'elle prenne en considération certaines problématiques spécifiques touchant aux espaces périurbains.

Dans le cadre de cette PNSFMR, la « sécurisation foncière » est l'ensemble des processus, actions et mesures de toute nature, visant à permettre à l'utilisateur et/ou au détenteur de terres rurales de mener efficacement ses activités productives, en le protégeant de toute atteinte, contestation ou trouble de jouissance de ses droits.

Adoptée en 2007, la PNSFMR a pour vision *« des acteurs ruraux sécurisés dans la jouissance des terres rurales et bénéficiant d'un environnement économique et social favorable pour produire, assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire, le développement durable et s'insérer dans l'économie de marché »*.

**La prise en compte du genre dans la Politique foncière du Burkina Faso n'est pas explicite. Il n'y a pas d'analyse genre dans le diagnostic de la situation. La formulation des éléments conceptuels de la politique n'introduit aucune différenciation femmes/ hommes quant à leur situation foncière, leurs besoins, préoccupations, aspirations, attentes. Néanmoins, certaines parties du document permettent de croire à une prise en compte implicite des questions de genre :**

- Alignement sur plusieurs des principes généraux énoncés dans les politiques nationales de référence : ***« la prise en compte du genre, des besoins et préoccupations des groupes vulnérables, particulièrement les pauvres »*** ;
- L'orientation 1 /Axe 1, *Reconnaître les droits fonciers locaux des producteurs et productrices ruraux* : ***« Les droits à protéger au titre de droits d'exploitation concernent également les droits d'accès des femmes sur les terres et les ressources, comme un groupe d'acteurs à part entière »*** ; et la 4<sup>e</sup> mesure pour l'installation des producteurs sur les périmètres irrigués : ***« Affectation de quotas pour permettre l'installation effective des femmes et des jeunes sur les périmètres. Cette affectation doit être effectuée au cas par cas selon la spécificité des périmètres »*** ;
- Dans l'orientation 2 / *Mécanismes et outils relatifs au renforcement de la participation des institutions locales* : ***« La prise en compte des droits et aspirations spécifiques des groupes vulnérables (femmes, pasteurs, jeunes,***

*migrants), comme membres à part entière des institutions locales, et comme groupes avec lesquels des compromis doivent être recherchés en ce qui concerne les règles locales (mécanismes de prise de décision, accès et utilisation des ressources naturelles...) » ;*

- Dans l'orientation 6/ Axe 2 : *Promouvoir et renforcer les fonctions de suivi et d'évaluation indépendants en matière de sécurisation foncière : « les ONG ou associations évoluant dans le domaine des questions foncières et de l'environnement, y compris les organisations féminines »* seront impliquées.

Cette ouverture à la dimension de genre démontre que la politique foncière du Burkina Faso est dans une dynamique favorable et tend vers une intégration systématique. Des appuis ciblés en ce sens ne feront que renforcer ce processus.

### **La Politique nationale de l'eau**

La Politique nationale de l'eau résulte de l'actualisation du document « *Politique et stratégies en matière d'eau* » élaboré en 1998.

La vision se décline comme suit : *En 2030, la ressource en eau du pays est connue et gérée efficacement pour réaliser le droit d'accès universel à l'eau et à l'assainissement, afin de contribuer au développement durable du pays.*

**La référence au genre dans le document de politique est matérialisée par :**

- Le principe d'équité : il repose sur la solidarité nationale et englobe tous ses aspects : équité entre populations pauvres et populations riches, **équité hommes/femmes**, équité entre zones rurales et zones urbaines. Il vise à supprimer, ou du moins à atténuer progressivement les disparités et **les discriminations entre les différentes catégories de populations, fondées sur le revenu, le sexe ou le lieu de résidence.**
- Le principe d'égalité : ce principe général signifie que tous les citoyens ont une égale vocation à jouir de toutes les libertés et de tous les droits garantis par la législation en vigueur dans le domaine de l'eau. Le principe d'égalité est fondé sur la non-discrimination en matière de services d'eau et d'assainissement **et reflète traditionnellement l'égalité hommes/femmes**, l'égalité devant le service public, l'égalité devant la loi, l'égalité devant l'impôt ou les charges publiques et l'égalité des chances.
- Le principe de l'égalité des sexes : il suppose que **l'intérêt et les contributions des femmes, des hommes** et des couches vulnérables dans la société **sont pris en compte** dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et programmes, et dans le développement des capacités, la planification et les opérations d'investissements dans le secteur de l'eau.

La prise en compte du genre dans la Politique nationale de l'eau n'est toutefois pas très explicite, car certaines expressions ne semblent faire référence au genre que de manière superficielle. Notons, entre autres : « *la prise en compte des aspects transversaux* », « *la satisfaction des besoins en eau des groupes vulnérables* », « *les principes d'égalité, d'équité, et de genre* ».

L'analyse diagnostique de la situation, la définition de la vision, les orientations, les objectifs et les programmes ne sont fondés sur aucune analyse genre. Pourtant la « relation femme-eau » est légendaire et mériterait une étude spécifique en rapport avec la part réservée aux hommes et les incidences en termes d'inégalités au détriment des femmes.

### **Partenariat genre et agriculture**

Les liens entre le ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique et le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille, chargé du genre, sont marqués essentiellement par la collaboration entre le SP / CONAP Genre et la cellule genre du MAH.

La cellule genre a pris conscience de la nécessité de développer des partenariats, si bien qu'elle y a dédié l'axe stratégique 2 du Plan d'action genre « *Création/renforcement d'un partenariat actif en faveur du genre dans les secteurs de l'agricole et de l'hydraulique* ».

### **Fonds commun genre (FCG)**

Parfaitement conscient des difficultés de financement de ses plans d'action genre et pour faciliter les partenariats nécessaires, le Burkina Faso a mis en place un fonds commun genre innovant, rassemblant les principaux partenaires techniques et financiers (<https://fondscommungenre.org>). Il regroupe actuellement plusieurs pays (Suisse, Suède, Danemark) et organismes internationaux (UNICEF, FNUAP, PNUD).



Les bénéficiaires de ce fonds sont : i) les organisations de la société civile qui développent des initiatives en matière de genre ; ii) les structures étatiques chargées d'opérationnaliser l'intégration du genre.

En novembre 2017, pour la troisième fois, le FCG a organisé une semaine de rencontres pour dresser le bilan de l'expérience acquise depuis une dizaine d'années.

En douze ans d'existence, le Fonds s'est peu à peu ouvert à la société civile et a permis de financer près de 100 projets au profit de quelque 80 structures pour un montant global de plus de 6 milliards de francs CFA, soit environ 11 millions de dollars US.

Par exemple, en 2014, un appel à projet a été lancé auprès d'organismes étatiques, d'institutions et d'organisations de la société civile, suivant les axes stratégiques détaillés ci-après :

- 1- Initiatives de mise en réseau des OSC œuvrant pour l'égalité hommes/femmes.
- 2- Actions et initiatives entrant dans le cadre du renforcement des capacités techniques, du plaidoyer et lobbying pour l'égalité hommes/femmes.
- 3- Actions entrant dans le cadre du renforcement de l'influence politique des femmes.
- 4- Initiatives entrant dans le cadre de la lutte contre les violences fondées sur le genre.
- 5- Initiatives visant l'autonomisation économique des femmes à travers des actions permettant de surmonter les difficultés liées à l'accès aux ressources productives.

Les partenariats ont par exemple permis de financer :

- ✓ Des formations ASEG avec le FNUAP, à travers le Fonds commun genre ;
- ✓ Le plan d'action de la cellule genre par l'Agence de coopération suisse ;
- ✓ L'appui – accompagnement de la FAO dans le cadre du CPP dans le volet relatif aux thématiques transversales.

### **Participation des acteurs au PNSR**

Le PNSR 2 a adopté une approche pour la formulation et le suivi de ces actions et prévoit que les différents partenaires fassent partie de ses organes de pilotage et suivi. Par ailleurs, le PNSR décrit clairement le rôle que chaque partie prenante doit jouer. Plusieurs acteurs interviennent dans la mise en œuvre du PNSR 2 : (i) l'État ; (ii) les collectivités territoriales ; (iii) les acteurs non étatiques du secteur rural (organisations professionnelles, organisations de la société civile et opérateurs privés) ; et (iv) les partenaires techniques et financiers.

- L'État doit se concentrer sur ses fonctions régaliennes, lesquelles portent essentiellement sur la création des conditions favorables aux activités des acteurs publics et privés.
- Les collectivités territoriales et les communautés de base sont les maîtres d'ouvrage délégués des activités au niveau régional. Dans ce cadre, elles : (i) orientent et définissent les priorités au niveau local ; (ii) coordonnent les interventions ; (iii) contribuent à l'élaboration et mise en œuvre des plans

opérationnels régionaux du PNSR 2 ; et (iv) assurent le suivi/évaluation du programme au niveau local.

- **Les acteurs non étatiques du secteur rural** sont pour la plupart des organisations professionnelles, des organisations de la société civile et des opérateurs privés qui ont pour rôle de participer : (i) au financement de certains projets ; (ii) aux mécanismes de concertation ; et (iii) au suivi-évaluation des actions sur le terrain. En outre, ils peuvent mener des actions de formation-appui-conseil, lancer des plaidoyers et exécuter des opérations ou projets spécifiques.
- **Les partenaires techniques et financiers (PTF)** sont les agences de coopération bilatérale et multilatérale, les organisations intergouvernementales (OIG), de caractère régional ou autre, et les organisations non gouvernementales (ONG) internationales ou nationales. Ils interviennent dans : (i) la participation au dialogue politique avec le gouvernement ; (ii) la participation à la concertation avec les différents acteurs ; (iii) l'assistance technique à la mise en œuvre du PNSR 2 ; (iv) la contribution à la mobilisation des ressources financières nécessaires ; et (v) la participation au suivi-évaluation.

Le FCG facilite en quelque sorte le partenariat entre donateurs, ministères et société civile. Cependant il ne prévoit pas d'actions spécifiques dans le domaine agricole.

### **Budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture**

La part des dépenses effectives vers le secteur agricole et alimentaire a été d'environ 14 % des dépenses totales : cette proportion respecte les accords de Maputo mais demeure très en deçà du poids de l'agriculture dans l'emploi et l'économie (FAO, 2012, Revue des politiques agricoles et alimentaires au Burkina Faso 2005-2011 - Rapport Burkina Faso).

La budgétisation du secteur agricole n'est pas encore sensible au genre, ce qui ne permet pas de mesurer les fonds affectés à l'égalité des sexes dans ce secteur. Cette lacune a été déplorée par la cellule genre.

Cependant, il convient de noter la logique de partenariat très intéressante promue par le FCG qui facilite la mise en commun des ressources des divers partenaires techniques.

En 2017, le Premier ministre a lancé le **Programme d'autonomisation économique des jeunes et des femmes (PAE/JF)** destiné au financement des projets de près de 13 000 jeunes et femmes à travers 4 fonds : FASI, FAARF (Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes), FAPE et FAIJ. Des aides sont donc alloués spécifiquement à des projets et activités de femmes. L'examen d'une liste de bénéficiaires du FAARF montre que 60 % des personnes (49 des 90 bénéficiaires au centre-ouest et 117/179 au nord) souhaitaient un appui concernant les activités de production, de transformation ou de vente de produits agro-alimentaires, notamment le néré, le niébé, le karité, les céréales, légumes, l'élevage et l'embouche animale, les condiments, la préparation de repas, etc.

## **ANALYSE DE LA SITUATION BASÉE SUR L'EXAMEN DES DOCUMENTS, LE RECENSEMENT AGRICOLE DU PAYS ET LES AUTRES RECENSEMENTS ET ENQUÊTES**

### **Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle**

#### **Situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes**

La santé nutritionnelle des femmes âgées de 15 à 49 ans est l'un des facteurs déterminants du taux de mortalité maternelle, du bon déroulement des grossesses et des accouchements. Elle influe également sur la morbidité et la mortalité des jeunes enfants. L'état nutritionnel des mères est conditionné à la fois, par la balance énergétique, l'état de santé général et le temps écoulé depuis la dernière naissance. Il existe donc une relation étroite entre les niveaux de fécondité et de morbidité et l'état nutritionnel des mères. C'est pour cela qu'il est particulièrement utile d'évaluer celui des femmes en âge de procréer pour ainsi identifier des groupes à hauts risques.

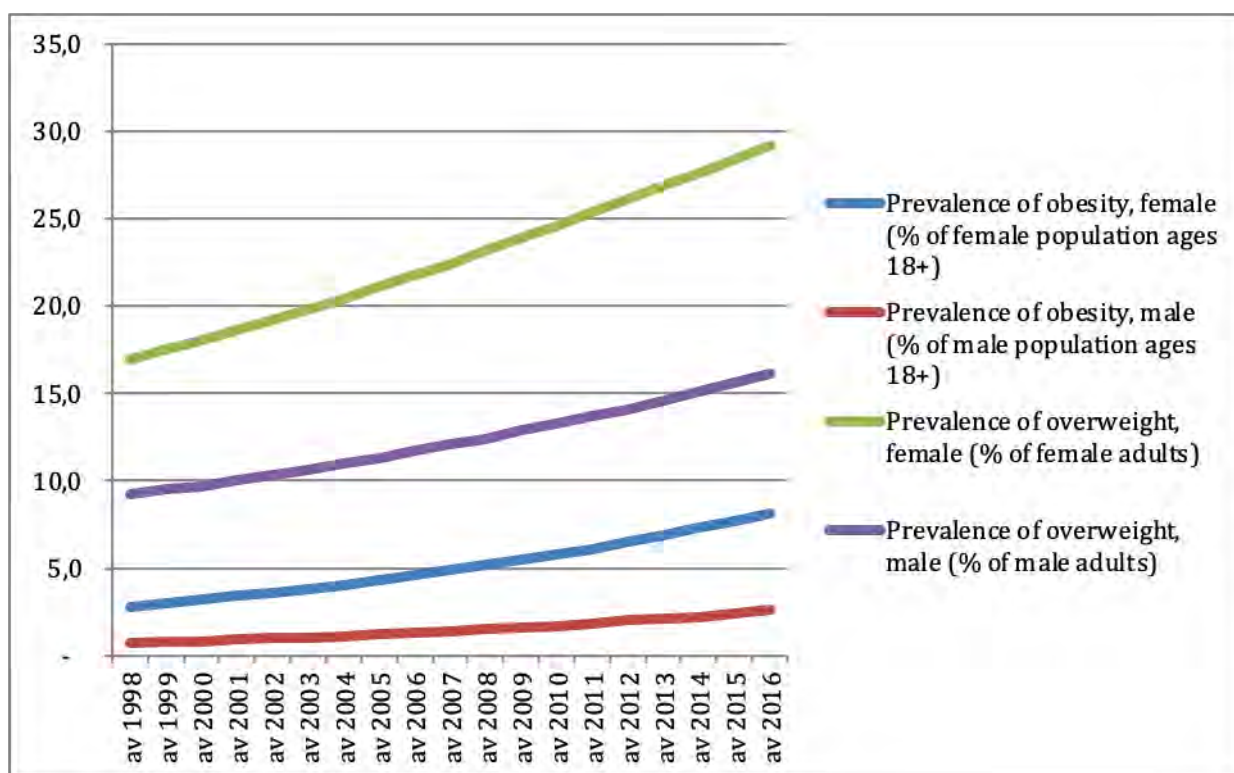
Le faible poids d'une femme avant une grossesse est un facteur de risque important pour le bon déroulement et l'issue de la grossesse. Les femmes dont l'indice de masse corporelle (IMC) se situe à moins de 18,5 sont considérées comme atteintes de déficience énergétique chronique. À l'opposé, un IMC supérieur à 25 indique un surpoids.

Au Burkina Faso, une proportion relativement importante de femmes (16 %) se situe en deçà du seuil critique de 18,5, ce qui indique qu'elles sont donc atteintes de déficience énergétique chronique. À l'opposé, 11 % des femmes présentent un indice élevé (25 ou plus) et entrent dans la catégorie des personnes en surpoids.

Les données de l'OMS sont plus inquiétantes et montrent une forte augmentation des cas de surpoids, puisqu'ils sont passés de 17 % en 1998 à près de 30 % en 2016 pour les femmes, et de 9 % à 16 % chez les hommes. L'obésité (incluse dans le surpoids) est passée de moins de 5 % à 8 % chez les femmes et est d'environ 2,5% chez les hommes.

On note donc un **très fort écart entre les hommes et les femmes**, écart qui tend à se creuser et a des impacts très négatifs sur la santé (diabète, hypertension, cholestérol, problèmes cardiaques, etc.). Étant donné le rôle fondamental des femmes dans la préparation des repas et l'éducation nutritionnelle, compte tenu des normes sociales et modèles familiaux, il apparaît essentiel d'intégrer un axe nutritionnel dans les programmes agricoles.

**Figure 5 : Évolution du surpoids au Burkina Faso depuis 1998**



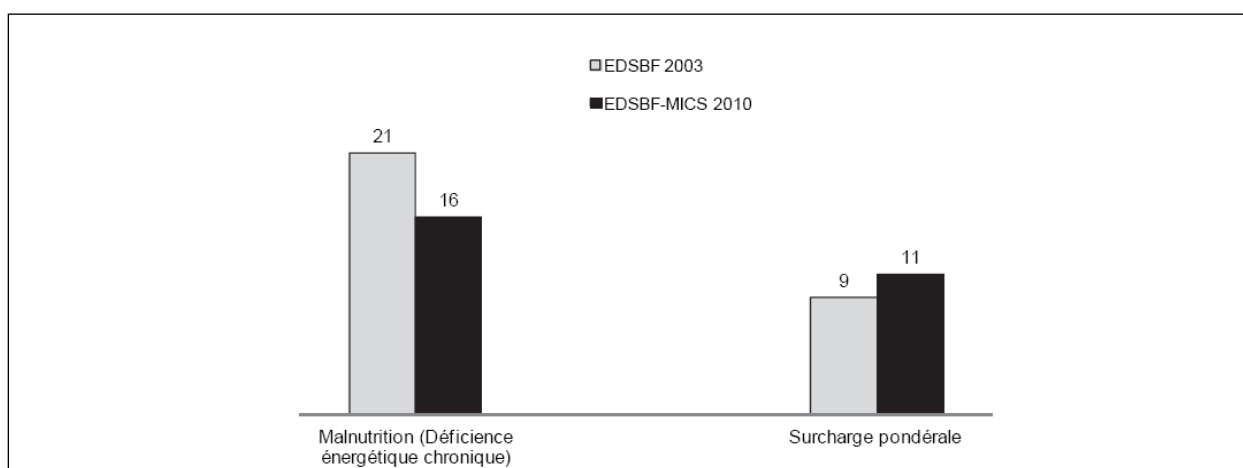
Sources : Bases de données genre de la Banque mondiale, d'après les données de l'OMS

Par ailleurs, la proportion de femmes qui se situent en deçà du seuil critique de 18,5 varie de façon importante en fonction des paramètres sociodémographiques.

En ce qui concerne la prévalence de la déficience énergétique chronique, des écarts importants sont observables entre le milieu rural et le milieu urbain (19 % contre 8 %). Des variations importantes sont également constatées selon le niveau d'instruction : parmi les femmes sans instruction, 17 % sont trop maigres contre 12 % pour les femmes ayant le niveau primaire, et 11 % pour celles ayant atteint le niveau secondaire ou plus. Et selon les régions, le niveau de déficience énergétique va d'un minimum de 8 % dans la région Centre et de 9 % dans les Cascades à un maximum de 31% dans l'Est du pays.

**En ce qui concerne la malnutrition** chez les femmes, la comparaison des résultats de l'EDSBF-MICS IV 2010 avec ceux de l'enquête précédente montre une diminution de la proportion de femmes présentant une déficience énergétique chronique, celle-ci étant passée de 21 % en 2003 à 16 % en 2010. Par contre, sur la même période, la proportion de femmes accusant une surcharge pondérale a très légèrement augmenté, variant de 9 % à 11 %. Ces résultats diffèrent donc des données de l'OMS.

**Figure 6 : Tendances concernant l'état nutritionnel des femmes de 15-49 ans**



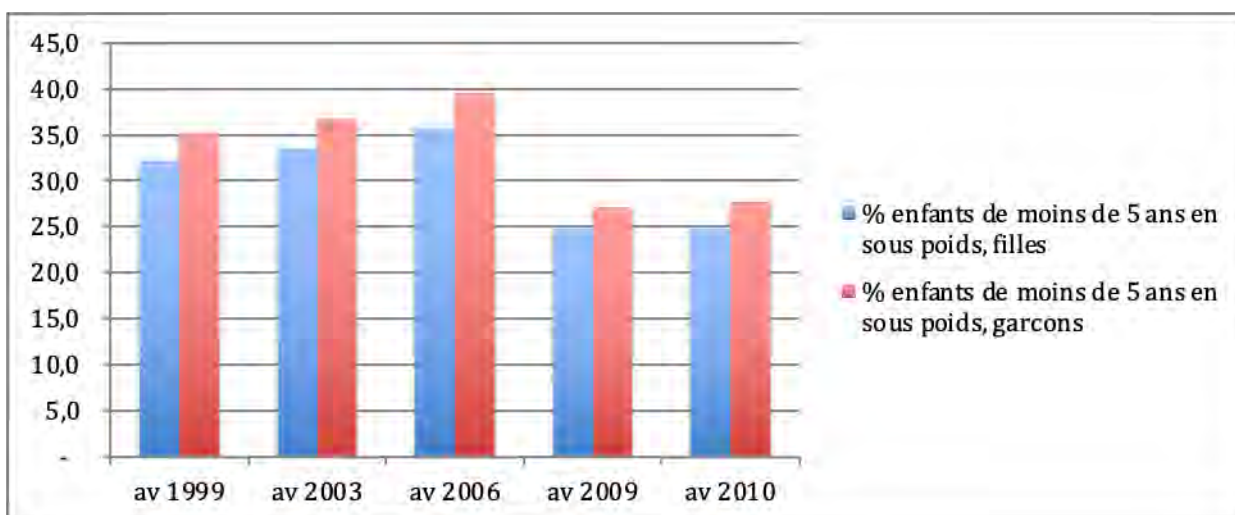
Source : EDS BF-MICS 2010

En ce qui concerne la **malnutrition chez les enfants**, d'après l'EDSBF II de 1998-1999, l'EDSBF III de 2003 et l'EDSBF-MICS IV 2010, on constate que la proportion d'enfants accusant un retard de croissance a légèrement augmenté de 1998 à 2003, passant de 37 % à 39 %, et qu'elle a ensuite diminué pour atteindre 30 % en 2010.

Lorsqu'on observe la tendance de l'émaciation qui est l'indice de mesure conjoncturel de la malnutrition, on constate une baisse de sa prévalence entre 2003 et 2010, puisqu'elle passe de 19 % à 14 %, un niveau presque similaire à celui de 1998-1999 (13 %).

On peut noter que l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans a fortement diminué entre 2006 et 2009-10, passant de plus de 35 % en 2006 à moins de 25 % en 2010. Elle est plus fréquente chez les garçons que chez les filles.

**Figure 7 : Évolution de l'insuffisance pondérale chez les garçons et filles de moins de 5 ans**



Source : Base de données genre de la Banque mondiale, OMS

Les actions qui ont été mises en œuvre pour faire face aux situations conjoncturelles de malnutrition ces derniers temps expliquent probablement, ou au moins partiellement, la baisse du niveau de l'émaciation.

***On note également une prévalence de l'anémie chez les femmes***, près d'une femme sur deux souffrant de ce mal (49 %), 34 % sous une forme légère, 14 % sous une forme modérée et 1 % sous une forme sévère. La prévalence de l'anémie varie en fonction de certaines variables sociodémographiques. En effet, la grossesse et l'allaitement augmentent très légèrement le risque d'anémie puisque 58 % des femmes enceintes et 50 % de celles qui allaitent sont anémiées contre 46 % de celles qui ne sont pas enceintes et qui n'allaitent pas. On constate également des écarts de prévalence entre les milieux de résidence et entre les régions. Les femmes vivant en milieu urbain sont moins fréquemment anémiées que celles vivant en milieu rural (43 % contre 51 %).

***Des cas d'anémie s'observent également chez les hommes mais dans une proportion inférieure à ceux des femmes***, puisque près de trois hommes sur dix sont anémiés (29 %). Les résultats selon les tranches d'âge montrent que c'est parmi la catégorie des 15-19 ans (44 %) et des 50-59 ans (37 %) que la prévalence anémique est la plus élevée. À l'opposé, dans les groupes d'âges 20-29 ans et 30-39 ans, cette carence ne touche que 21 % des hommes. On constate en outre que cette prévalence varie selon le milieu de résidence puisqu'en milieu rural 30 % des hommes sont anémiés contre 23 % en milieu urbain.

Comme pour les femmes, le niveau d'instruction semble aussi influencer l'intensité de cette prévalence : en effet, 23 % des hommes ayant un niveau secondaire ou plus présentent un état anémique contre 26 % parmi ceux ayant un niveau primaire et 31 % parmi ceux sans instruction.

### **Liens entre sécurité alimentaire et genre**

L'insécurité alimentaire, dans toutes ses dimensions, influe également directement sur les inégalités entre les sexes. Le rapport de synthèse sur la situation du développement agricole et les questions de genre au sein de l'espace CEDEAO (FAO 2018, *à paraître*) met en avant les liens suivants :

- Tout d'abord, la disponibilité alimentaire est compromise, en particulier pour les familles d'agriculteurs, si la production et la productivité des femmes sont limitées.
- L'accessibilité de la nourriture est liée aux revenus et à la facilité d'accès aux marchés, les problèmes liés à l'égalité des sexes ayant également une incidence sur les opportunités d'emploi décent et d'accès au marché.
- L'adéquation des normes nutritionnelles au profit des enfants est étroitement liée au niveau d'autonomisation de la mère, tout comme à sa formation et à ses liens avec des réseaux progressistes. Le niveau d'éducation de la mère est en effet considéré comme un facteur déterminant de l'état nutritionnel des enfants dans plusieurs pays.

- La stabilité de la consommation est souvent compromise par des distorsions de prix ou des pénuries transitoires créées par les conflits et autres catastrophes naturelles, causées notamment par le changement climatique. Le fardeau de l'adaptation pèse plus lourdement et de manière disproportionnée sur les femmes qui tentent de développer une agriculture de subsistance et d'autres activités génératrices de revenus, souvent maigres.
- Le fait que les femmes n'aient pas accès aux avoirs, à l'épargne ou aux actifs productifs (terre, bétail, etc.), compromet leur capacité à faire face aux catastrophes alimentaires.

Tous ces facteurs sont présents et peuvent être observés au Burkina Faso, où 75 % de la production alimentaire destinée à la consommation des foyers est assurée par les femmes (PNG). Le rapport d'analyse genre de 2003 (Banque mondiale, 2003) citait une étude selon laquelle les hommes dépensaient seulement 8 % de leurs revenus en nourriture, alors que les femmes dépenseraient 84 % de leurs revenus pour couvrir les repas et les besoins élémentaires de la famille. Or, selon les normes traditionnelles, c'est l'homme qui assure l'approvisionnement en céréales pendant toute l'année, et les femmes qui s'occupent du reste, surtout dans les familles polygames. Mais on assiste aujourd'hui à la défaillance des hommes qui n'assurent plus que quelques mois par an (3-4 mois) l'apport de céréales à leur famille. Les femmes, voulant pallier ce manque, voient donc leur charge de travail augmenter, sans cependant disposer en contrepartie d'une plus grande maîtrise des actifs.

Dans l'ensemble, les Burkinabè continuent de percevoir le rôle social de la femme comme se réduisant aux tâches liées à la reproduction et au maintien de la cohésion et de l'harmonie sociale et familiale.

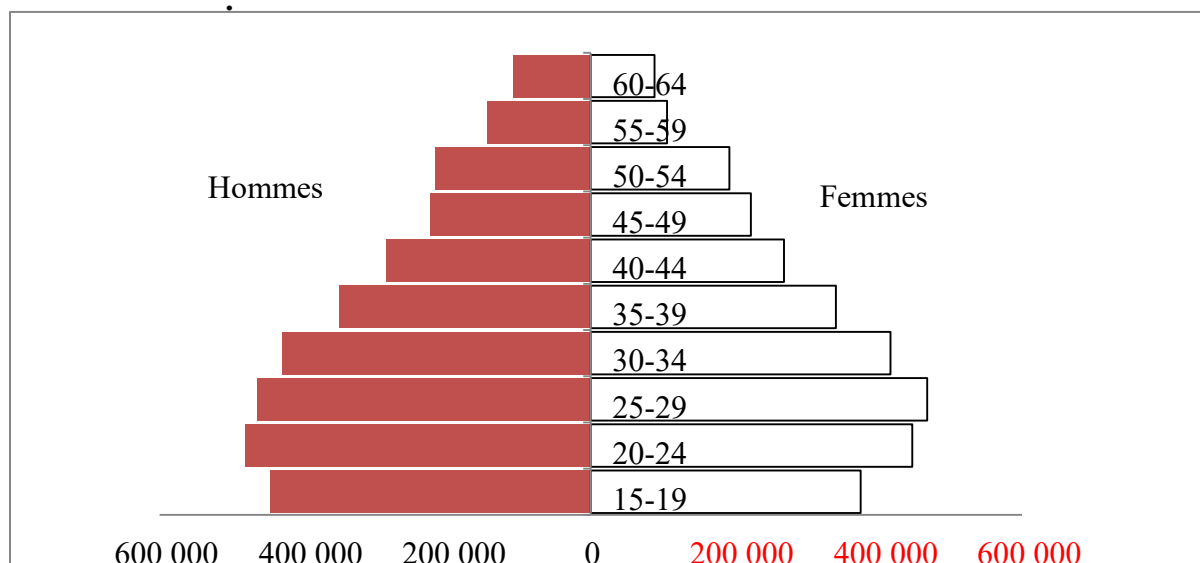
### **Genre et travail agricole rural**

#### **• Brève description générale de la situation de l'emploi**

La population active regroupe les personnes occupant un emploi et les chômeurs. Au premier trimestre de 2014, elle représentait 35,4 % de la population totale, avec 93,4 % de personnes employées et 6,6 % de chômeurs. La population active se décompose comme suit : 52,2 % d'hommes et 47,8 % de femmes. Une des caractéristiques principales de la population active est sa jeunesse : en effet, 42,3 % des individus économiquement actifs ont moins de 30 ans, sexe masculin et sexe féminin confondus, ces jeunes représentant respectivement 42,1 % et 42,6 % des personnes considérées comme actives.

La figure ci-dessous présente la pyramide des âges de la population active. Elle est plus large entre 20 et 30 ans, et s'amincit graduellement au fur et à mesure que l'âge avance, traduisant ainsi le caractère juvénile de la population active.

**Figure 8 : Pyramide des âges de la population active**



Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014

Le taux net d'activité est la proportion des individus économiquement actifs dans la population en âge de travailler. Au premier trimestre de 2014, il se situe à 67,9 % pour l'ensemble du pays, et il est plus élevé en milieu rural (69 %) qu'en milieu urbain (64,8 %).

Le taux net d'activité est de 76,8 % chez les hommes et de 60,2% chez les femmes. Aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale, ce taux est plus élevé chez les hommes que chez les femmes : il est de 71,7 % chez les hommes contre 58,1 % chez les femmes en milieu urbain, et de 78,9 % chez les hommes contre 61 % chez les femmes en milieu rural.

**Tableau 6 : Taux net d'activité**

	Masculin	Féminin	Total
<b>NATIONAL</b>	76,8	60,2	67,9
<b>MILIEU DE RÉSIDENCE</b>			
Urbain	71,7	58,1	64,8
Rural	78,9	61,0	69,0
<b>GROUPE D'ÂGE (ans)</b>			
15-24	62,7	49,3	55,6
25-34	89,6	68,9	77,9
35-44	92,8	74,2	82,6

45-54	89,2	69,2	78,2
55-64	77,5	59,0	68,2
65+	48,6	31,1	40,0

Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014

Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et la population en âge de travailler. Il est un indicateur fondamental de la capacité d'une économie à fournir des emplois à sa population en pleine croissance. Une baisse du taux d'emploi est souvent considérée comme le signe d'un ralentissement économique et une contraction de l'emploi total est le signe d'une récession économique encore plus grave.

Le taux d'emploi est estimé à 63,4 % au premier trimestre de 2014, et il est bien sûr plus élevé chez les hommes (73,7 %) que chez les femmes (54,6 %). Le taux d'emploi augmente avec l'âge pour atteindre son pic dans le groupe des 35-44 ans avec des disparités selon le sexe. En effet, il est de 90,3 % chez les hommes et 68,9 % chez les femmes.

Selon les données de l'EDSBF-MICS IV, 79 % des femmes interrogées avaient effectué un travail quelconque au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête ; la grande majorité (75 %) avait travaillé au cours des sept derniers jours avant l'enquête. Le pourcentage de femmes qui avaient travaillé au cours des sept derniers jours augmente régulièrement avec l'âge, passant d'un minimum de 64 % à 15-19 ans à un maximum de 84 % à 45-49 ans. Du point de vue du statut marital, les résultats montrent que les femmes en rupture d'union (81 %) et celles en union (78 %), étaient proportionnellement plus nombreuses que les célibataires (62 %) à avoir travaillé récemment. Le nombre d'enfants vivants influence également l'activité économique de la femme. Plus le nombre d'enfants vivants augmente, plus la proportion de femmes exerçant une activité augmente : de 62 % quand celles-ci n'ont pas d'enfants, la proportion passe à 81 % quand elles en ont 5 ou plus.

Les résultats de l'EDSBF-MICS IV concernant les hommes de 15-49 ans montrent qu'ils étaient proportionnellement plus nombreux que les femmes à travailler au cours des sept jours ayant précédé l'enquête (93 % contre 75 %). Comme chez les femmes, le pourcentage d'hommes qui travaillaient récemment augmente avec l'âge, passant de 85 % pour les 15-19 ans à 99 % pour les 35-39 ans et les 40-44 ans.

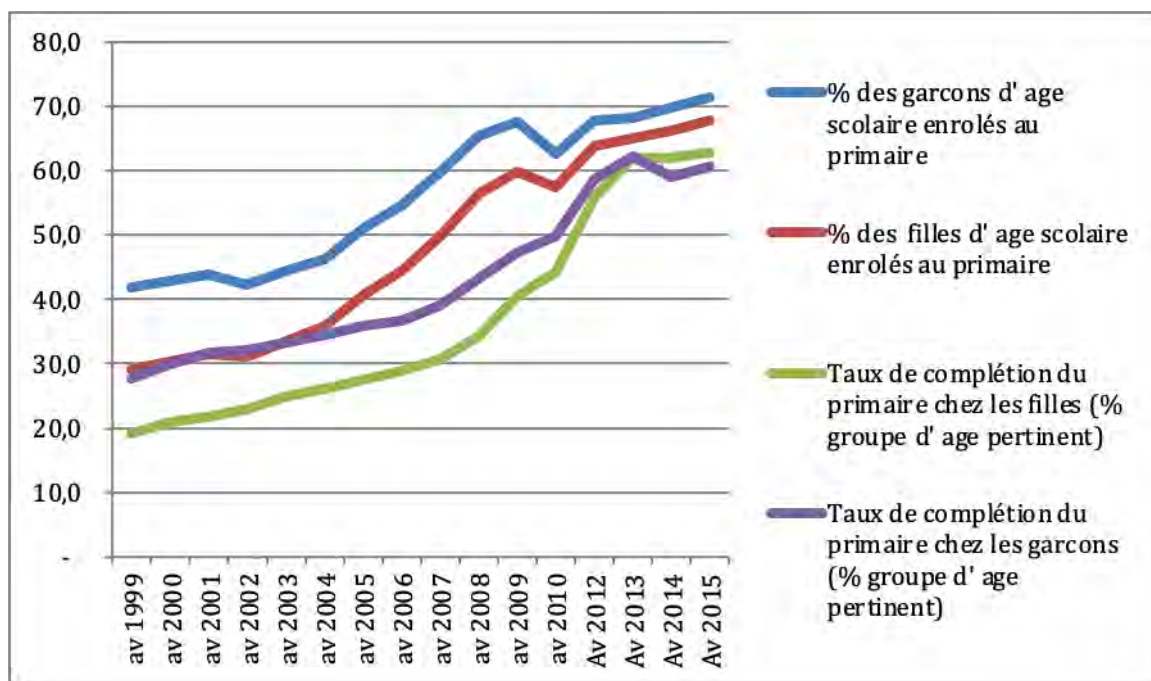
Du point de vue du statut marital, les résultats montrent que les hommes en union et ceux en rupture d'union étaient, proportionnellement, les plus nombreux à travailler au cours des sept jours avant l'enquête (respectivement, 98 % et 96 %). Enfin, les résultats selon les quintiles font apparaître une tendance similaire à celle constatée chez les femmes, à savoir que la proportion d'hommes ayant travaillé récemment diminue, entre les ménages les plus pauvres et les plus riches, avec une variation de 99 % à 80 %.

Par rapport au milieu de résidence, on note que, comme chez les femmes, c'est en milieu rural que la proportion d'hommes qui travaillent est la plus élevée (98 %) et à Ouagadougou qu'elle est la plus faible (75 %).

#### - Niveau d'instruction et emploi

Le Burkina a fait des progrès extraordinaires en matière de scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école et d'achèvement du cycle scolaire (voir figure ci-dessous), avec une augmentation de 71 % du taux d'inscription des filles et de 227 % d'achèvement du cycle primaire, lequel dépasse maintenant celui des garçons (qui est de 62 %, alors qu'il était de 20 % en 1999). Près de 30 % des enfants ne vont cependant pas à l'école et près de 40 % ne terminent pas leur parcours scolaire, cette proportion devant être supérieure en milieu rural pauvre.

**Figure 9 : Évolution de la scolarisation primaire depuis 1998**



Source : Base de données genre de la Banque mondiale, en lien avec l'UNESCO

Le taux d'alphabétisation des adultes a lui également augmenté de 40 % chez les femmes et de 30 % chez les hommes. **Il reste cependant bas, avec un écart hommes-femmes important** puisque seulement **26 % des femmes sont alphabétisées contre 44 % des hommes**. Ce taux moyen reflète un parcours scolaire inachevé, encore relativement faible (inférieur à 35 % chez les hommes et de 25 % chez les femmes) jusqu'en 2005.

Des progrès sont néanmoins notables chez les jeunes, **avec un taux de 44% d'alphabétisation chez les jeunes femmes et de 57 % chez les jeunes hommes**.

**Tableau 7 : Évolution du taux d'alphabétisation chez les jeunes adultes**

	2003	2005	2006	2007	2014
Taux d'alphabétisation des jeunes femmes (>15 ans)	15,2	16,6	16,3	21,6	26,2
Taux d'alphabétisation des jeunes hommes (>15 ans)	29,4	31,4	29,7	36,7	44,4
Parité de genre et alphabétisation des jeunes (GPI)	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8
Taux d'alphabétisation des jeunes femmes (15-24)	24,8	26,5	26,5	33,1	44,0
Taux d'alphabétisation des jeunes hommes (15-24)	38,4	40,4	39,8	46,7	57,0

*Source : Base de données genre de la Banque mondiale, en lien avec l'UNESCO*

En milieu rural, le taux d'alphabétisation des hommes est deux fois plus élevé que celui des femmes (32,5 % contre 16 %). Par contre, en milieu urbain, l'écart est nettement inférieur, puisque le taux d'alphabétisation des femmes est de 55,4 % en milieu urbain et celui des hommes de 72 % (INDS, 2014, Livret genre).

L'instruction semble avoir un effet mitigé sur le niveau d'activité des femmes puisque la proportion de femmes sans instruction qui travaillaient est de 79 %, de 74 % parmi celles ayant un niveau primaire et de seulement 54 % parmi les plus instruites. L'analyse selon les quintiles de bien-être économique indique que c'est dans les ménages classés dans le quintile le plus riche que la proportion de femmes actives est la plus faible (63 % contre un maximum de 81 % dans les ménages du quintile moyen).

En ce qui concerne le niveau d'instruction, les résultats montrent que parmi les femmes sans instruction, 66 % étaient occupées dans l'agriculture, alors qu'elles sont 39 % à avoir un niveau primaire et 15 % un niveau secondaire ou supérieur.

Concernant le niveau d'instruction, les résultats montrent que les hommes sans niveau d'instruction et ceux de niveau primaire étaient proportionnellement plus nombreux à travailler (respectivement 99 % et 95 %) que ceux ayant un niveau secondaire ou supérieur (74 %).

#### - Une population active jeune

L'âge moyen des chefs de ménages est de 47 ans chez les hommes et de 50 ans chez les femmes. L'âge moyen des membres de la famille est de 20 ans pour les hommes et de 22 ans pour ce qui concerne les femmes.

La population active agricole est en majorité jeune, puisque les jeunes représentent 71,5 % de la population agricole nationale (48 % de jeunes hommes et 52 % de jeunes femmes).

## - Genre et secteurs d'activités

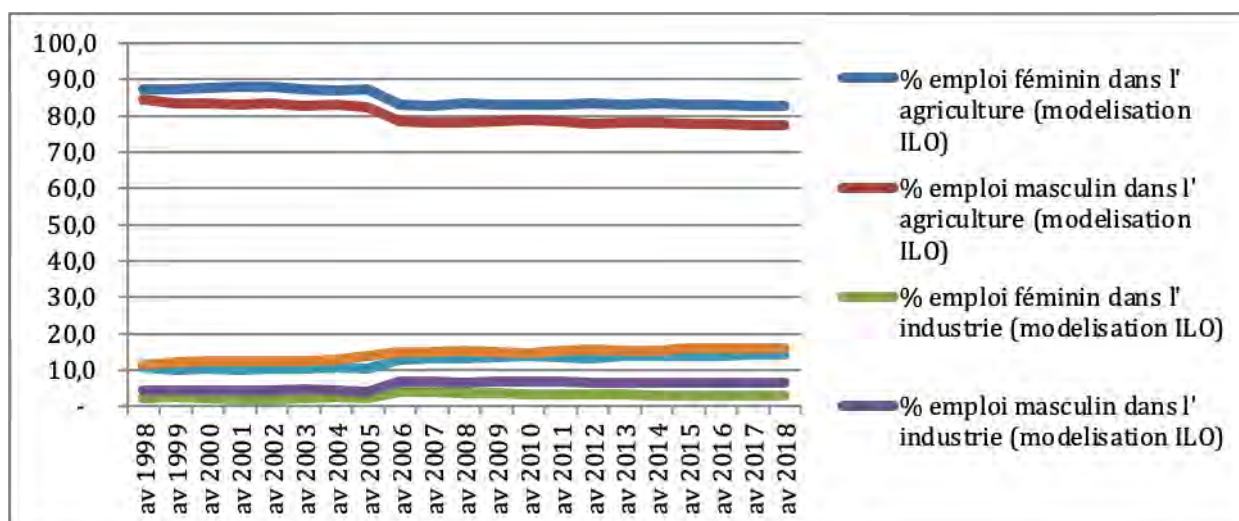
Il ressort des résultats de l'EDSBF-MICS IV sur le type d'occupation des femmes, que parmi celles qui exerçaient une activité au cours des douze mois ayant précédé l'enquête, plus d'une femme sur quatre (27 %) travaillait dans le secteur des ventes et services et près de six femmes sur 10 (57 %) dans l'agriculture.

S'agissant des autres types d'occupation, les proportions sont beaucoup plus faibles : 9 % exerçaient un travail manuel qualifié et seulement 2 % occupaient un emploi de cadre ou une activité professionnelle technique. Le nombre d'enfants semble peu influencer le type d'occupation des femmes.

Les données modélisées de l'OIT montrent une **faible évolution de la répartition de l'emploi par secteur d'activité**. Elle est comparable chez les hommes et chez les femmes, avec un écart de moins de 5 %.

- L'emploi agricole prédomine largement autour de 80 % (82% pour l'emploi féminin, et 78 % pour l'emploi masculin), et il n'a diminué que de 5 % pour les femmes et de 8 % pour les hommes depuis 1978.
- L'emploi industriel reste faible et par contre différencié par genre : l'emploi féminin n'est que de 3 % et l'emploi masculin de 6 %, ayant augmenté de 30 % chez les femmes et de 57 % chez les hommes.
- Le secteur des services reste faible et relativement peu différencié selon les sexes, avec 14,2 % d'emploi féminin et 15,9 % d'emploi masculin. Il a progressé de 34 % pour les femmes et de 41 % pour les hommes.

**Figure 10 : Évolution de l'emploi féminin et masculin par secteur d'activités entre 1998 et 2016**



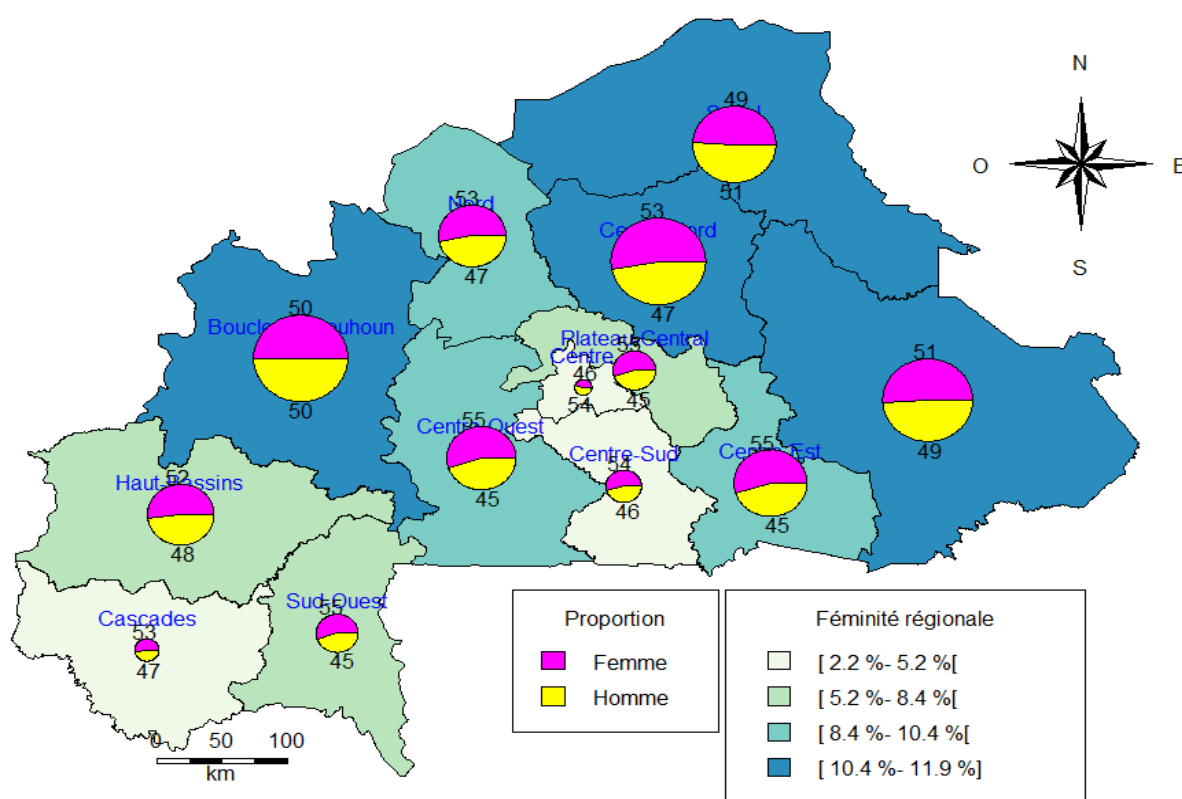
Source : Base de données genre de la Banque mondiale, sur la base des données de l'OIT

Les résultats de l'EDSBF-MICS IV donnent des chiffres relativement différents concernant l'occupation des hommes. Parmi les hommes qui exerçaient une activité au cours des 12

mois ayant précédé l'enquête, environ un sur dix (12 %) travaillait dans le secteur des ventes et services et plus de six sur dix (63 %) dans l'agriculture. Un pourcentage assez faible d'hommes (4 %) exerçait un emploi de cadre ou une activité professionnelle technique.

En outre, les données selon les différentes caractéristiques sociodémographiques et géographiques mettent en évidence les mêmes variations que celles déjà constatées. En 2018, la main-d'œuvre agricole féminine active la plus élevée se trouve concentrée à la Boucle du Mouhoun, au Centre-Nord et à l'Est. De même, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les régions du Sud-Ouest, du Centre-Ouest et du Centre-Est puisqu'elles représentent plus de 55 % de la population active (viennent ensuite les Cascades, le Nord et Centre-Nord avec 53 % de la population active).

**Figure 11 : Répartition spatiale des femmes dans l'agriculture en 2018**



Source : Estimation à partir des données de l'EPA2018-2019/DGESS/MAAH

### - Répartition de la charge de travail entre les hommes et les femmes

Une analyse par sexe, portant sur les quatre trimestres de l'année, pour chaque tranche de la journée de travail montre que les hommes travailleraient une heure de plus en moyenne que les femmes, voire deux heures de plus au 4<sup>e</sup> trimestre où les heures de plein jour diminuent. Cependant, il est utile de se demander quel type d'occupation a été

enregistré car habituellement toutes les enquêtes de ce type montrent que les femmes travaillent beaucoup plus, notamment à cause de la charge domestique. La durée de travail avant et après le coucher est similaire chez les hommes et les femmes, même s'il s'agit d'un temps d'occupation domestique important. On peut donc conclure qu'il s'agit d'une analyse du temps productif, hors tâches domestiques.

**Tableau 8 : Journée de travail des femmes et des hommes sur les 4 trimestres**

Période de travail	Femmes				Hommes			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Du réveil au lever du soleil	0,7	0,75	0,64	0,56	0,69	0,69	0,62	0,52
Du lever du soleil à la mi-matinée (10 h)	1,73	1,77	1,75	1,58	2,24	2,33	2,23	2,05
Du la mi-matinée (10 h) à midi (12 h)	1,73	1,77	1,75	1,58	1,76	1,83	1,84	1,81
De midi (12 h) à 15 h	1,60	1,72	1,72	1,55	1,74	1,83	1,80	1,71
De 15 h au coucher du soleil	1,46	1,5	1,44	1,40	1,76	1,83	1,77	1,71
Du coucher du soleil au coucher du membre du foyer	1,2	1,1	1,1	1,09	1,28	1,15	1,13	1,08
<b>Total</b>	<b>8,42</b>	<b>8,61</b>	<b>8,4</b>	<b>6,67</b>	<b>9,47</b>	<b>9,66</b>	<b>9,39</b>	<b>8,88</b>

Dans le secteur agricole, les données du recensement général agricole de 2006-2010 montrent que la quantité de travail de la main-d'œuvre familiale est de 177,43 millions heures/jour et qu'elle est fournie à hauteur de 45 % par les hommes et de 55 % par les femmes. En outre, 25,3 % de cette quantité de travail est consacrée aux récoltes, 23,4 % à l'entretien, 22,4 % aux semis, 17,7 % au transport et 11,2 % au labour.

La quantité de travail de la main-d'œuvre d'appui est de 54,95 millions heures/jour et elle est fournie à hauteur de 58 % par des hommes et de 42 % par des femmes : 38 % de cette quantité de travail est consacrée aux récoltes et à l'entretien, 12,8 % au transport, 6,4 % aux semis et 5,2 % au labour.

#### **Encadré 1 : La triple journée des femmes**

Au cours d'une même journée, les femmes s'adonnent à plusieurs catégories de tâches. En début de journée, elles travaillent généralement dans les champs appartenant à la famille, habituellement sous la direction des hommes. Le reste de la journée, elles ont à s'acquitter de toutes les tâches domestiques, puis en fin de journée elles retournent travailler au champ, sur les petites parcelles qu'elles gèrent elles-mêmes et qui sont généralement des terres qui leur sont concédées par leur mari ; il peut s'agir aussi parfois de terres reçues en héritage. Ce qu'elles parviennent à produire sur ces terres leur sert à générer les

quelques ressources dont ces femmes peuvent disposer comme bon leur semble. Leur production est généralement destinée à être vendue au détail, directement ou sous forme de produits qu'elles transforment elles-mêmes (beignets d'haricot, tartes de mil, bière de sorgho, etc.). Parfois, les femmes rachètent à leurs maris une part de la production familiale afin de réaliser leur petit commerce et de générer des revenus supplémentaires pour la famille.

Source : Oxfam, *Étude cas au sujet du warrantage crédit*, 2015

- **Sources de revenus**

### ***Sources de revenus agricoles selon le sexe du chef d'exploitation***

Les activités agricoles contribuent seulement à 36 % du revenu général du ménage.

Les céréales, en tant que cultures de subsistance, ne contribuent qu'à hauteur de 29,97 % au revenu agricole des femmes et à hauteur de 20,23 % au revenu des hommes. En ce qui concerne les légumes frais, leur contribution à la génération du revenu agricole est de l'ordre de 8,75 % pour les femmes et de 12,44 % pour les hommes.

L'analyse des sources de revenus, par types de culture, révèle qu'au Burkina Faso les femmes tirent la majeure partie de leurs revenus agricoles de la vente des oléagineux et protéagineux (34,5 %), ensuite des céréales (26,3 %) et de la cueillette des produits forestiers non ligneux (16,90 %). Quant aux hommes, leurs sources de revenus agricoles proviennent d'abord de la vente de céréales (32,7 %), puis des oléagineux et protéagineux (19,7 %), et enfin des légumes frais (14,7 %).

### ***Sources de revenus non agricoles selon le sexe du chef d'exploitation***

Eu égard aux sources de revenus non agricoles, ce sont les femmes qui en majorité (60,8 %) tirent l'essentiel de leurs revenus de ces activités, les hommes ne les suivant que de loin (39,2 %). Près des trois quarts (70 %) de ces femmes tirent l'essentiel de leurs revenus du petit commerce.

Néanmoins, on note que les hommes détiennent près de 78,9 % des revenus non agricoles qui sont générés et les femmes seulement 21,1 %. Cette proportion diffère d'une activité à l'autre : 27,3 % des femmes ont comme source de revenu non agricole le petit commerce et 18,5 % l'artisanat. Les statistiques révèlent que beaucoup d'efforts restent à faire en matière d'égalité de rémunération entre l'homme et la femme.

### ***Contribution des produits agricoles à la formation du revenu selon le sexe du chef d'exploitation***

Les produits agricoles qui procurent le plus de revenus aux femmes sont par ordre d'importance, les oléagineux et les protéagineux (33,79 % des revenus), les céréales (29,97 %), la cueillette des produits forestiers non ligneux (13,1 %) et les légumes frais (8,75 %). Au niveau des hommes, la contribution des principaux produits agricoles dans la formation de leurs revenus se présente de la façon suivante : le coton (48,28 %), les céréales (20,23 %), les légumes frais (12,44 %) et les oléagineux et les protéagineux (9,21 %).

### ***Revenu global selon le sexe du chef de ménage***

L'analyse des différentes catégories de revenus des actifs agricoles montre que l'essentiel de leurs revenus (64 %) provient des activités non agricoles et la différence seulement, soit 36 %, des activités agricoles. Le revenu global des femmes provient à hauteur de 60 % des activités non agricoles et de 40 % des activités agricoles ; celui des hommes provient à hauteur de 66 % des activités non agricoles et de 34 % des activités agricoles.

Cette analyse montre assez clairement que les activités agricoles procurent un peu plus de revenus aux femmes qu'aux hommes.

- **Utilisation du revenu agricole selon le sexe**

Les revenus tirés des activités agricoles sont affectés principalement aux dépenses de soins pour la famille, au paiement des frais de scolarité, à l'achat d'aliments et à la reconstitution du patrimoine.

Les femmes affectent environ 44 % de leurs revenus soit aux soins de la famille, soit à l'achat d'aliments ou aux cérémonies, contre 55 % pour ce qui est du revenu des hommes. S'agissant des frais de scolarisation, les femmes dépensent 32,70 % de leurs revenus et les hommes 67,30 %. Moins d'un quart des femmes affectent leur revenu à l'achat d'équipements et d'intrants agricoles, contre plus des trois quarts des hommes, surtout pour la reconstitution du stock et les produits intermédiaires.

En poursuivant l'analyse au sujet de l'utilisation des revenus, il apparaît que 45,55 % des femmes épargnent face à 51,46 % des hommes. La plupart des personnes interrogées ont déclaré avoir affecté une part de leur revenu à des dépenses diverses : 17,53 % de femmes et 16,09 % d'hommes pour les soins de famille ; 14,34 % de femmes et 13,15 % d'hommes pour l'achat d'aliments ; une proportion quasi identique de femmes (10,20 %) et d'hommes (10,69 %) ont affecté leur revenu à des dépenses liées aux cérémonies socioculturelles.

- **Utilisation du revenu non agricole selon le sexe du chef de ménage**

L'utilisation du revenu non agricole diffère selon le sexe et l'analyse par genre montre que plus de 50 % de femmes utilisent leurs revenus pour des dépenses relatives aux cérémonies socioculturelles, à l'achat d'aliments, et aux soins requis par les membres de leur famille. Pour les hommes, une bonne partie de leurs revenus est consacrée à l'achat d'intrants et d'équipements agricoles, de matériaux pour la construction de l'habitat ou au transport.

Cette répartition montre que les gains non agricoles des hommes servent surtout au soutien de leur activité agricole, tandis que ceux des femmes sont avant tout destinés à la satisfaction des besoins alimentaires et sanitaires et à l'organisation de cérémonies sociales.

### **Approche de genre et contrôle de la terre**

La superficie des espaces aménagés en milieu rural en 2018 se répartit comme suit : 66 851 ha en aménagements hydro-agricoles, pour des cultures irriguées sur un potentiel d'environ 240 000 ha ; pour les aménagements pastoraux/aires de pâture 1 203 989 ha ; et pour les aires protégées et forêts classées 3 930 097 ha. La superficie totale emblavée du territoire s'élève à 6 277 341 ha dont 4 495 792 ha pour les cultures céréalières avec 66 851 ha en cultures irriguées ; 1 334 553 ha pour les cultures de rente (coton, arachide, sésame, soja) et 446 996 ha pour les autres cultures vivrières (EPA 2018).

Il existe une forte corrélation entre la surface cultivée et le type de culture d'une part et le niveau de pauvreté d'autre part, des différences étant observées selon les zones agroécologiques. Ainsi en 2008, dans le nord, la superficie moyenne des fermes familiales est de 2,5 ha pour les familles classées dans la catégorie socioéconomique très pauvre, de 3,5 ha pour les familles pauvres, de 5 ha pour les familles de la catégorie socioéconomique moyenne et de 7 ha pour les familles plus aisées.

À mesure qu'augmente la catégorie socio-économique, en plus d'une plus grande superficie cultivée en termes absolus, la part des terres destinées aux cultures de rente augmente également, allant de 20 % dans les familles très pauvres à 43 % dans les familles plus aisées (Save The Children, 2010).

### **Répartition des parcelles cultivées selon le genre**

L'analyse de la répartition des parcelles par région et par sexe montre, selon l'EPA 2018, que pour l'essentiel les parcelles des femmes sont concentrées dans les régions du Centre-Ouest (16,7 %), ensuite du Nord (11,1 %), du Centre-Est (10,7 %), du Centre-Nord (10,5 %), de l'Est (10,4 %), du Plateau central (9,1%), du Centre-Sud (6,9 %), des Hauts-Bassins (6,5%) et de la Boucle du Mouhoun (6,0 %). La question se pose donc de savoir si ces régions correspondent à celles où les femmes travaillent et récoltent le plus.

### ***Typologie de gestion des parcelles selon le genre***

Au Burkina Faso, 53,1 % des parcelles sont considérées comme collectives (EPA 2018-2019). L'analyse, selon la typologie de gestion des parcelles, révèle que les femmes au niveau national, détiennent 9,7 % des parcelles exploitées de façon collective (contre 5,6 % en 2008) et 76,3 % des parcelles exploitées de façon individuelle (contre 73,87 % en 2008) soit 40,9 % du total des terres (contre 38 % en 2008). Les hommes quant à eux détiennent respectivement 90,3 % et 23,7 % des parcelles collectives et individuelles au niveau national.

En ce qui concerne le labour, 82,9 % des parcelles sont labourées, dont 15,2 % manuellement, 65,7 % par traction animale et 2 % par un moyen motorisé. L'ensemencement se fait en quasi-totalité (99,6 %) manuellement. Au niveau national, 13,4% des parcelles exploitées portent des ouvrages antiérosifs, cette pratique étant très répandue dans les régions du Nord (39,7 %), du Centre-Nord (33,3 %), du Sahel (29,6 %), de l'Est (16 %).

Les femmes apportent également leur contribution à la gestion des ressources agroforestières, soit à travers la plantation ou préservation sur certaines parcelles d'espèces végétales (telles le karité, le néré, le mimosa, le kapokier, le baobab, l'eucalyptus, le rônier, le prunier, le tamarinier, etc.). Au niveau national, environ 75,3 % des responsables de parcelles pratiquent l'agroforesterie et parmi eux une majorité d'hommes (environ 65 %).

Près de la moitié des parcelles des femmes (49,6 %) portent des espèces agro-forestières, et pour les hommes cette proportion est supérieure (68 %). La faible présence de ces espèces sur les parcelles des femmes serait le fait d'une part, de l'interdiction faite aux non-propriétaires de planter des arbres sur les parcelles qu'ils exploitent — sachant que les femmes ne bénéficient que d'un droit d'usage sur les terres qu'elles exploitent — et d'autre part de la dégradation des terres dont elles bénéficient (dépourvues d'espèces végétales pérennes).

### ***Statut d'occupation des parcelles et sécurisation foncière selon le genre***

La gestion du foncier est régie par la loi de réorganisation agraire et foncière (RAF) adoptée en 1984 et réformée en 2012, par la Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR), et plus récemment a été promulguée la loi 034-2009 du 16 juin 2009 portant régime foncier rural. On distingue aujourd'hui deux principaux régimes de tenure foncière, la tenure formelle et la tenure informelle, basée sur le droit coutumier (BF/BM, 2014) :

- La tenure foncière formelle relève du Domaine foncier national (DFN) qui couvre l'ensemble des terres et des biens immeubles ou assimilés, situés dans les limites du territoire du Burkina Faso, sur lesquels l'État exerce sa souveraineté. Faisant la

distinction entre terres urbaines et terres rurales, le DFN englobe le domaine foncier de l'Etat, le domaine foncier des collectivités territoriales et le patrimoine foncier des particuliers.

- Le droit coutumier confère un rôle important, sinon le plus important, aux autorités traditionnelles pour ce qui a trait à la gestion foncière. Le contrôle social exercé par les autorités villageoises est primordial. Et en général, les transactions foncières gardent un caractère informel, car elles sont basées sur la parole donnée et les relations interpersonnelles. Il faut distinguer les droits liés à l'exploitation de la terre à des fins agricoles et ceux liés à l'exploitation des ressources naturelles communes (eau, pâturages, produits ligneux, fruits, etc.). En cas d'un prêt de terres agricoles, les ayant droits coutumiers gardent le bénéfice de l'exploitation des ressources communes, notamment les arbres dits « utiles ». Ces modes d'exploitations établissent en fait un faisceau de droits non codifiés par les textes en vigueur. Les terres se transmettent le plus souvent selon les us et coutumes.

La grande innovation de la nouvelle loi de 2009 est qu'elle reconnaît officiellement les droits coutumiers (qui peuvent être formalisés via des attestations de possession foncière et des accords de prêts) et transfère la gestion du foncier aux communes rurales. Elle offre aussi des outils intéressants de gestion des ressources naturelles à travers des chartes foncières locales, qui résultent de négociations entre les membres de la population locale et peuvent désormais être reconnues officiellement par les services de l'État et les collectivités locales. Bien qu'exemplaire au niveau de son processus d'élaboration (la loi est le fruit d'un long processus de concertation avec toutes les parties prenantes au niveau national et régional) et dans les outils qu'elle propose, la loi 034-2009 se heurte cependant à de nombreuses difficultés de mise en œuvre. Mais la réforme de décentralisation n'est pas achevée et les institutions locales peinent à se mettre en place. Par ailleurs, à l'origine, la loi excluait les migrants, quel que soit le nombre d'années sur leur exploitation ; pourtant, ils ont joué un rôle notable dans la mise en valeur de nombreuses zones.

**Dans les zones rurales, c'est la tenure foncière coutumière qui prédomine.** L'immatriculation foncière reste marginale, même dans le cas des aménagements agricoles et rares sont les titres octroyés. Si en général on note un faible intérêt des villageois à la titrisation, les expériences récentes de délivrance d'Attestation de possession foncière rurale (APFR) montrent un intérêt croissant pour la formalisation des droits fonciers en milieu rural.

Par ailleurs, il est important de noter que cette **pratique foncière coutumière a un impact négatif sur l'accès des femmes à la terre.**

- Les parcelles exploitées en 2018 sont pour la plupart des parcelles acquises par héritage (42,8 %) ou par donation (16,8 %). Mais celles exploitées par les femmes le sont le plus souvent par simple droit d'usage (65,3 %) ou bien leur ont été

données (20,3 %). Seulement 12,7 % de ces parcelles ont été reçues en héritage (contre 17 % en 2008). Pour ce qui est des parcelles exploitées par les hommes, 63,7 % et 13 % sont respectivement des parcelles reçues en héritage ou donation, et celles prêtées représentent 21,1%. Cette tendance est observée dans la quasi-totalité des régions.

- De façon générale les femmes disposent quand même de la propriété des terres (43,6% des femmes) mais n'occupent que de 41 % des parcelles exploitables qui représentent 19 % de la superficie totale exploitée hors aménagement (EPA, 2018).
- Il convient de constater néanmoins que les **femmes ne bénéficient pas des mêmes droits sur les parcelles prêtées ou mises à disposition** sur lesquelles en général elles n'ont qu'un droit **d'usufruit temporaire**, pouvant être retiré en cas de décès du prêteur (mari, famille etc..) ou d'appréciation des terres. La plantation d'arbres est interdite sur ces parcelles et ce manque de sécurité juridique n'encourage pas les pratiques de conservation foncière, lesquelles réclament un investissement en temps et en moyens conséquent, pour en retirer des gains à plus longue échéance.

## Encadré 2 : Droits des femmes et droits à la terre au Burkina Faso

### Droit à la terre, divorce et veuvage

- **Les femmes ne disposent pas directement du droit à la terre, et elles y ont donc accès par l'intermédiaire de leur mari ou d'un parent de sexe masculin.** Tout homme marié a l'obligation de remettre à son épouse un lopin de terre pour ses propres activités agricoles. À cet égard, **les femmes disposent du contrôle sur les produits qu'elles cultivent dans leurs propres champs** — même si ces cultures doivent être utilisées pour satisfaire aux besoins de subsistance du ménage — et sur une partie des produits qu'elles cultivent dans les champs appartenant à leur mari.

*Dans le cas spécifique de la province de la Comoé, les jeunes épouses doivent travailler dans les champs de leur mari, en plus des travaux qu'elles effectuent dans leurs propres champs. L'étendue de l'obligation mentionnée ci-dessus est variable selon certain groupe de population, mais elle est particulièrement importante chez les Turka et les Gouin. En général, **les femmes sont libérées de ces obligations vers 45 ans**, lorsque leurs enfants sont suffisamment âgés pour, à leur tour, apporter leur part de travail.*

- En ce qui concerne les femmes divorcées, elles peuvent se remarier et avoir accès aux terres du nouveau mari, et aussi continuer de bénéficier des terres attribuées par leur famille d'origine. Alternativement, elles peuvent accéder au foncier en « empruntant » la terre appartenant à des personnes en dehors de sa famille, **sachant néanmoins qu'aucune sécurité foncière ne leur est**

**garantie et que leurs droits d'usage seront limités** (par exemple, interdiction d'y planter des arbres).

- La veuve peut, par le biais du **lévirat**, se remarier avec le frère du mari décédé. Si elle se refuse au lévirat, elle peut retourner dans sa famille d'origine, mais elle est alors censée laisser ses fils avec la famille du mari décédé et **perd son droit à la terre**. Le degré de liberté des femmes est variable, notamment en application de cette règle du lévirat : elles peuvent être forcées au mariage dans certains groupes, ou bien jouir d'une pleine liberté de choix dans d'autres. À l'heure actuelle, **le lévirat est formellement interdit par le droit positif** (article 234 du Code des personnes et de la famille).

### Héritage et genre

- **Les femmes, épouses ou filles, n'héritent généralement pas des terres**, bien que dans certaines régions elles jouissent de droits de succession plus favorables. Même les femmes musulmanes qui, selon le droit musulman, sont généralement attributaires de la moitié de la part des hommes, ont tendance à renoncer à leurs droits en faveur de leurs frères.
- Les veuves en général ne sont pas assurées de pouvoir jouir du droit d'exploitation des terres laissées par leur mari. Celles ayant des enfants en bas âge sont généralement **dépossédées par leurs beaux-frères**. Et il est fréquent que les filles renoncent à leur droit d'héritage légitime sur la terre en faveur de leurs frères desquels elles dépendent souvent.
- Quelques **exceptions** méritent d'être soulignées : dans la zone du front pionnier, les terres de rizières, terres basses, sont coutumièrement transmises de mère en fille ; toutefois, ce droit exclusif original des femmes semble être remis en cause.
- Les immigrants jouissent parfois du droit de transmettre par voie successorale les terres qu'ils possèdent ou exploitent à leurs enfants.
- Le plus généralement, la femme est **exclue de l'héritage des terres lignagères**. En effet, du fait de la pratique dominante de l'exogamie, elle est supposée abandonner son lignage d'origine lorsqu'elle se marie et est rattachée alors à un autre lignage. Parallèlement, les modes de transmission du patrimoine foncier lignager ont évolué, pour passer du mode adelphique, d'aîné à aîné, au mode filial, de père à fils.

*Base de données genre et droits fonciers de la FAO ; Profil de pays*

## Politiques et bonnes pratiques

La prise en compte du genre dans la politique foncière du Burkina Faso n'est pas explicite. Aucune analyse genre n'accompagne le diagnostic de la situation. Ainsi, la formulation des éléments conceptuels de la politique ignore la différenciation femmes/hommes, eu égard à leurs droits en matière foncière, ou encore leurs besoins, préoccupations, aspirations, attentes.

Mais quelques formules dans le document permettent de considérer toutefois qu'implicitement une telle prise en compte des questions de genre est réelle (voir plus haut).

### Genre, eau pour les besoins agricoles et aménagements hydrauliques

En 2000, l'analyse des enjeux sociaux de l'eau au Burkina avait conduit à la conclusion suivante : « *Les pratiques sociales, politiques, économiques, juridiques et culturelles des différentes populations du Burkina Faso sont telles qu'aucun rôle de gestionnaire des ressources naturelles n'est concédé à la femme. Conséquemment, nulle part les femmes sont impliquées dans la gestion de l'eau, leur rôle se limitant avant tout à la gestion de l'approvisionnement en eau du foyer domestique* ». (Voir encadré ci-dessous).

Dans le même ordre d'idées, selon les chiffres, moins de 20 % de femmes sont bénéficiaires de programmes d'irrigation (Cultivons, 2016).

L'analyse comparative au niveau infrarégional fait état du diagnostic et des enjeux suivants (FAO, 2018), laissant entendre que dans le pays, la plupart des **programmes agricoles doivent encore approfondir la question genre** en lien avec les systèmes d'irrigation.

- ❑ Activités des femmes et usages différenciés :
  - Utilisation de l'eau à usage domestique
  - Utilisation de l'eau pour le maraîchage et d'autres activités (aquaculture)
  - Moindre accès aux parcelles irriguées
- ❑ **Pour qu'un système d'irrigation soit viable, il faut souvent qu'il s'appuie sur un grand projet**, desservi par un barrage. Et il existe de nombreux obstacles à l'accès des femmes aux technologies, et aux services de vulgarisation. Les programmes sont souvent peu attentifs aux besoins d'irrigation à petite échelle, souvent nécessaires aux femmes et aux petits producteurs.
- ❑ **Les femmes participant peu aux organes de gouvernance des programmes d'aménagements, leurs besoins spécifiques sont rarement pris en compte.**

Mais aujourd'hui les stratégies de développement hydraulique intègrent mieux la perspective de genre. La **Stratégie nationale de développement durable de l'agriculture irriguée** intègre ainsi la formation des femmes, des méthodes plus adaptées

et le renforcement des organisations de femmes. Certains programmes prévoient ainsi un quota de 30 % de femmes bénéficiaires (voir l'encadré).

### **Encadré 3 : Études de cas « genre et irrigation »**

Un rapport d'analyse sociologique de la problématique de l'eau dans le domaine agricole publié en 2000 se réfère à une étude de cas sur l'aménagement de parcelles irriguées et aborde les relations de genre (Aménagement des Vallées des Volta, AVV). Dans le périmètre irrigué, le système de production promu se base seulement sur l'exploitation familiale et sur son gestionnaire, entraînant une structuration des tâches qui privilégie l'homme et renforce son pouvoir de domination sur les femmes, sans répartition équitable des gains de l'irrigation. Ainsi, la modernisation de l'agriculture a eu pour conséquence l'alourdissement de la charge de travail des femmes qui constituent 53 % de la main-d'œuvre des exploitations familiales. La Direction de l'AVV a alors exclu l'exercice d'activités personnelles par les femmes comme par les autres membres des familles implantées. C'est donc en marge du programme économique officiel que les femmes ont obtenu de petites parcelles personnelles (0,28 ha en moyenne) qu'elles cultivent durant leur temps personnel. Dans 68 % des cas, ces parcelles leur ont été cédées par leur mari sans aucune formalité ni sécurité. En outre, les époux polygames ne peuvent se permettre de céder une parcelle à chacune de leurs épouses. Cette étude de cas a montré les impacts négatifs d'une approche insensible au genre, ainsi que les problématiques sociales sous-jacentes.

Depuis, néanmoins, les stratégies de développement hydraulique intègrent mieux le genre. Le projet BagrePole financé par la Banque mondiale prévoit ainsi un quota de 30 % de femmes bénéficiaires et des indicateurs désagrégés selon le sexe. Des efforts spécifiques doivent encore soutenir les entreprises gérées par des femmes (par le biais d'un fonds spécial). Le programme inclut le développement de filières féminines comme celle des tomates (Banque mondiale, cadre du projet 2011).

Source : Banque mondiale, 2003 et 2011

### **Genre et production agricole végétale**

En 2010, l'agriculture et l'élevage occupaient plus des trois quarts de la population active et contribuaient pour 37 % au PIB du pays. Pauvre en ressources naturelles, l'économie du pays est fortement tributaire des exportations de coton et vulnérable aux chocs exogènes.

### ***Superficies exploitées et type de production selon le genre***

S'agissant des parcelles de cultures pluviales, en 2018 les femmes exploitent au niveau national 4,5 % des superficies collectives et 58,9 % des superficies individuelles pour des moyennes respectives de 1,02 ha et 0,40 ha.

La superficie totale céréalière est évaluée à 4 495 792 ha soit 71,6 % de la superficie totale exploitée pour la campagne 2018/2019. Pour le mil, le maïs, le riz, le fonio et le sorgho, les superficies sont respectivement de 1 393 878 ha, 1 019 181 ha, 160 941 ha, 14 133 ha et de 1 547 368 ha. La superficie des cultures de rente mesurées est de 1 334 553 ha et la superficie des autres cultures vivrières est évaluée à 446 996 ha (CPSA, 2018-2019).

L'analyse, selon la nature des spéculations développées, montre une **plus grande implication des femmes dans la production des cultures de rente**, aussi bien au niveau national que dans les différentes régions. En effet, au niveau des cultures céréalières, 13,9 % de ces superficies sont exploitées par les femmes. Leur contribution dans l'exploitation des cultures de rente est de 27,6 % et celle dans les autres cultures vivrières atteint 44,2 % de ces surfaces au niveau national (EPA 2018-2019).

Le constat est également le même au niveau des récoltes. Les femmes contribuent peu aux productions céréalières et de rente nationales (respectivement 12,0 % et 25,8 %) et dans des proportions plus faibles que pour ce qui est de leur contribution à l'exploitation. En effet, l'étude des pratiques montrent que les femmes utilisent leurs champs particuliers pour cultiver des produits de rente leur permettant de générer quelques revenus. Il s'agit des rares ressources sur lesquelles les femmes disposent d'un contrôle total. C'est pour cela qu'elles cultivent généralement en priorité ce type de cultures plutôt que des aliments de base qui sont déjà produits dans les champs familiaux et que l'homme est chargé de fournir à la famille.

**Tableau 9: Structure par sexe des surfaces cultivées dans la production nationale**

	<b>Homme</b>	<b>Femme</b>
Superficie globale	81%	19%
Superficie céréalière	86,1%	13,9%
Superficie de rente	72,4%	27,6%
Superficie autres cultures	44,2%	55,8%
Production céréalière	88,0%	12,0%
Production de rente	74,2%	25,8%

*Source : MAAH/EPA, Estimation 2018*

### **Répartition des rôles et production agricole**

Selon le rapport sur l'égalité entre les sexes de 2003, les femmes participent aux travaux champêtres dans les champs familiaux et particulièrement dans les champs de coton. Toutefois, le type de travail diffère selon les ethnies. Les femmes aident également leurs maris sur les sites maraîchers, et exploitent sur leurs lopins de terre personnels leurs propres cultures d'arachides, de niébé, de sorgho, etc.

Traditionnellement, dans certaines sociétés, les femmes ne cultivaient pas, mais se contentaient de semer et récolter pour l'homme. Mais sous l'influence des migrations, des

brassages de populations ainsi que de l'introduction des cultures de rentes, les femmes participent de plus en plus à toutes les activités agricoles et sont maintenant une main-d'œuvre agricole rémunérée.

Dans le secteur agricole, les données du recensement général de 2006-2010 montrent que la quantité de travail assumée par la main-d'œuvre familiale est de 177,43 millions d'heures-personne/jour et est fournie à 45 % par les hommes et à 55 % par les femmes. En outre, environ un quart de cette quantité de travail est consacré aux récoltes, et en moindre proportion (23,4 %) à l'entretien, aux semis (22,4 %) au transport (17,7 %) et au labour (11,2 %).

### ***Rendement moyen des cultures pluviales selon le genre***

Le constat général qui se dégage au niveau des rendements des premières cultures est que dans la plupart des cas, les rendements agricoles des femmes sont assez proches de ceux des hommes.

Pour l'ensemble des cultures, hormis le fonio, la patate et le niébé, les rendements obtenus par les femmes semblent inférieurs à ceux obtenus en moyenne par les hommes. Ces écarts pourraient être probablement dus à l'inégalité dans l'accès et/ou l'utilisation des intrants agricoles (semences améliorées, engrais minéraux, fumure organique, produits phytosanitaires) et des moyens de production.

**Tableau 10: Rendement des principales cultures en 2018**

<b>Culture</b>	<b>Homme</b>	<b>Femme</b>
Mil	806	704
Maïs	1 345	1 255
Riz	1 451	1 345
Fonio	741	838
Sorgho blanc	977	919
Sorgho rouge	1 053	1 010
Coton	990	872
Arachide	844	787
Sésame	535	523
Soja	831	758
Igname	7 626	481
Patate	10 142	14 690
Niébé	747	751
Voandzou	883	842

*Source : MAAH/EPA, Estimation 2018*

### **Genre et élevage**

L'élevage vient en seconde position après l'agriculture et dépend de la disponibilité des ressources naturelles (pâturages et de points d'eau). Le type d'élevage qui domine dans

le pays est l'élevage sédentaire extensif. C'est un secteur important de l'économie des communautés villageoises, et une source appréciable de revenus pour les ménages, plus particulièrement pour les femmes qui trouvent dans cette activité un moyen d'épargne et d'investissement pour elles et leurs enfants. L'élevage constitue donc un mode d'épargne et un système complet d'assurance-épargne et contribue à diminuer la pénibilité du travail (surtout des femmes) qui peuvent utiliser des animaux pour le transport, l'exhaure, etc. Enfin, il a un rôle social et culturel important, compte tenu des rites et cérémonies qui l'accompagnent et du prestige qu'il procure (PNDDEB, 2010)

Au niveau national, la pratique de l'élevage est majoritairement masculine (52,8 % d'hommes pour 47,2 % de femmes).

### ***Possession des animaux par espèce***

L'analyse effectuée concernant la propriété du bétail montre là aussi que les hommes prévalent (56,6 %) et prennent le pas sur des femmes (47,4 %). Par ailleurs, cette analyse montre que les femmes se consacrent essentiellement à l'élevage de porcins (84,6 %), de bovins (48,2 %) et de caprins (47,3 %).

En termes de têtes de bétail, les résultats de l'analyse montrent que ce sont les femmes qui détiennent l'essentiel du cheptel porcin avec près de 76,3 % au niveau national. L'élevage traditionnel des porcs est une activité pratiquée principalement par les femmes, car il ne requiert, en termes d'infrastructure et d'alimentation, que peu de moyens et d'entretien (EPA, 2018).

Elles possèdent également d'autres animaux de ferme mais en proportion beaucoup plus faible, ce qui peut constituer une source de revenu d'appoint dans certaines circonstances difficiles. Il s'agit surtout de caprins (35,6 %), de bovins (24,4 %) et de volaille (22,9 %). Dans les systèmes d'élevage extensifs pratiqués par les éleveurs pasteurs, le lait revient aux femmes qui en tirent certains revenus monétaires. De même, l'embouche d'ovins et de bovins par les femmes constitue une activité génératrice de revenus, même si dans une proportion bien moindre (EPA, 2018).

### ***Part des femmes dans la main d'œuvre pour l'élevage***

Au niveau national, les femmes constituent 39,2 % de la main-d'œuvre participant aux activités d'élevage (RGA 2006-2010). Elles sont en nombre plus important (au-dessus de la moyenne nationale) dans environ huit régions et cette proportion varie de 39,7 % (Centre Nord) à 47,2 % (Centre Sud).

L'analyse relative à la situation de l'emploi dans l'élevage révèle que les femmes se consacrent essentiellement à l'alimentation des animaux — au niveau national, elles apportent 42,1% de la quantité de travail destinée à l'alimentation des animaux. Leur contribution est moindre aux activités de surveillance (27,7 %) et de soins vétérinaires

(12,3 %). Elles sont particulièrement responsables des soins aux animaux qui ne partent pas en transhumance, et en outre de la transformation et commercialisation du lait, encore que la situation varie en fonction des spécificités socioculturelles (Banque mondiale, 2003).

### **Contraintes spécifiques soulignées dans l'analyse régionale (FAO, 2018)**

- Pratiques coutumières discriminatoires à l'égard des femmes (difficultés d'accès aux lieux et activités d'abattage et aux marchés de produits carnés) ; souvent, elles ne peuvent rien vendre pour leur compte et ne reçoivent que 90 % de la valeur de la viande ;
- Moindre accès aux services de vulgarisation, à la technologie, et aux financements ;
- Faible capacité des organisations de producteurs et insuffisantes compétences techniques et organisationnelles pour observer les réglementations sanitaires et améliorer la qualité ;
- Manque de données désagrégées.

### **Genre, pêche et aquaculture**

Selon un rapport élaboré en 2008 et donnant une vue générale du secteur des pêcheries au Burkina Faso, le nombre des pêcheurs est évalué à 12 000 en 2006, répartis en trois catégories socioprofessionnelles distinctes : les pêcheurs professionnels, les semi-professionnels et les occasionnels. Il n'existe pas de données désagrégées par sexe permettant d'apprécier la présence des femmes dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Il ressort dudit rapport que la commercialisation du poisson est assurée par 3 000 mareyeurs, transformateurs/ transformatrices et revendeurs qui s'approvisionnent sur les sites de production, mais ne disposent que des moyens de transport défectueux et de structures de conservation inadaptées. Là aussi, sans données désagrégées, il est difficile de connaître le nombre de femmes actives dans ce sous-secteur.

En général, la distribution du poisson fumé, tant dans les localités rurales que dans les villes moyennes, est une activité typiquement féminine aux abords des routes et sur les marchés.

Il existe également un réseau de vente au détail (poissonneries) qui relève le plus souvent de grossistes disposant de leurs propres camionnettes et approvisionnant directement leur poissonnerie. Il en est de même pour la vente sur le bord des routes effectuée directement par des camionnettes en provenance des débarcadères ou par des détaillants disposant de réfrigérateurs/ glacières.

La relation hommes/femmes n'est pas établie pour ces deux catégories de sous-activités, ni pour les emplois indirects de la filière (environ 3 000).

**Tableau 11: Bref résumé des pratiques au sein de l'espace CEDEAO permettant de différencier les activités entre hommes et femmes**

Secteur pêche	Femmes	Hommes
Production	Présence faible, mais aquaculture offrant des opportunités aux femmes dépourvues de terres	Importante
Transformation	Certaine présence dans la transformation traditionnelle (fumure, conservation, etc.) et petite commercialisation	Maillons industriels et commercialisation

**Les contraintes suivantes sont également observées dans la région et s'appliquent sans doute au Burkina Faso**

- Barrières à l'entrée dans les segments les plus rémunérateurs ;
- Manque de normes commerciales, phytosanitaires et relatives à l'emballage ;
- Faible technologie de transformation, avec impacts négatifs sur la santé et l'environnement (usage du charbon, et accidents, par ex. brûlures, cancer, etc.) ;
- Insuffisance du crédit, dont le volume doit augmenter pour permettre l'acquisition d'équipements ;
- Insuffisance des infrastructures et équipements ;
- Faible accès à l'énergie « propre » pour la transformation et le maintien de la chaîne du froid ;
- Installations de commercialisation médiocres ;
- Faible participation au stockage froid du poisson ;
- Absence de plateformes organisationnelles de défense des femmes dans ce secteur.

### **Genre et forêts**

**L'exploitation des produits non ligneux des forêts communales relève majoritairement des femmes.** Certains produits forestiers non ligneux (noix de karité, graines de néré, gousses de tamarin, etc.) sont très importants pour les femmes car elles peuvent les sécher et ensuite les revendre, ou les garder pour les besoins de la famille.

La cueillette est donc une activité importante qui incombe fondamentalement aux femmes (89,3 %) et contribue principalement à l'alimentation de la famille, et dans une moindre mesure à l'amélioration des revenus. Environ 37,9 % des femmes font de la cueillette alors que seulement 4,9 % des hommes s'adonnent à cette activité.

Les femmes sont par contre très peu présentes dans **le volet productif de l'arboriculture**. La superficie des exploitations arboricoles est estimée à 162 198 ha dont 2,40 % sont détenus par les femmes, contre 97,6% pour les hommes au niveau national. La taille moyenne de ces exploitations est de 0,88 ha du côté des femmes et de 1,23 ha du côté des hommes, pour une moyenne nationale globale de 1,05 ha.

Quelle que soit l'espèce arboricole ou fruitière, la superficie des exploitations détenues par les femmes au niveau national représente moins de 3 %. Elles ne contribuent donc que de façon infime à la production fruitière nationale.

Cette faible présence peut s'expliquer par le difficile accès des femmes à la propriété foncière. En effet, les modalités d'accès à la terre (droit d'usufruit temporaire) les privent notamment du droit de planter des arbres.

L'anacarde (noix de cajou) est une production forestière importante qui en 2008 occupait 55 000 ménages, sur 65 000 ha. Une analyse de la chaîne de valeur de ce fruit (GIZ, 2008) montre cependant que si le maillon production est constitué essentiellement d'hommes, au stade de la transformation ce sont en priorité et en majorité les femmes qui travaillent, soit en tant qu'ouvrières artisanales, soit en tant qu'employées dans des unités de transformation (90 % des ouvrières).

### **Forêt et bois de chauffe**

Les femmes sont en général responsables de la collecte du bois de chauffe nécessaire à la préparation des repas et également à certaines activités de transformation.

La préservation de l'environnement passe par la substitution des combustibles solides (bois et dérivés) et l'emploi de combustibles non solides tels que le gaz ou l'électricité. Toutefois, ces deux sources d'énergie étant moins accessibles et plus coûteuses, leur utilisation dans la cuisine n'est possible que si les ménages disposent de plus de ressources financières. L'utilisation des combustibles solides est donc aussi un signe de pauvreté. En 2014, la majorité des ménages dirigés par les femmes (88,7 %) utilisent encore des combustibles solides comme principale source d'énergie pour la cuisine, cette proportion étant de 90,3 % chez les ménages dirigés par les hommes en 2014. Il est à noter que l'évolution dans ce domaine n'a été que très faible depuis 2007, de l'ordre de 3 % (INSD, 2014, Livret genre).

#### **Encadré 4 : Non prise en compte des femmes dans un projet**

Le projet « foyers améliorés » exécuté de 1982 à 1992 avait été conçu à l'origine pour aider les femmes. Son objectif principal était la réduction de la consommation du bois pour les besoins domestiques et l'allègement des tâches des femmes dans la recherche du bois. Aujourd'hui, l'abandon de ce projet est à noter en milieu rural, la stratégie suivie n'ayant pas associé les femmes à sa conception.

#### **Dégradation des ressources forestières, désertification et restauration des terres**

Le Programme d'action national de lutte contre la désertification (PAN/LCD) validé en 2000 a permis la participation de différents groupes d'acteurs, son contenu accordant une attention particulière aux questions de genre. Les programmes de restauration des terres débouchent en général sur différents aménagements (plantation d'arbres ou autre), supposant après coup une sécurisation de l'accès à ces terres, ce qui constitue un enjeu crucial pour les femmes.

#### **Politiques forestières**

Le code forestier définit le domaine forestier de l'État (art. 16), le domaine forestier des collectivités (art. 20), et les forêts relevant du domaine privé (art. 31). Il reconnaît ainsi un droit privé aux personnes physiques et morales qui les ont plantées et sont détentrices d'un titre de jouissance valable sur les sols concernés.

Afin de permettre la coexistence de ces différents régimes, la loi relative au régime foncier rural prévoit l'élaboration de chartes foncières locales dont la mise en œuvre devrait contribuer à promouvoir un consensus sur l'exercice des différents droits. De même, elles sont censées contribuer à la responsabilisation et à la participation des populations locales à la gestion du foncier et des ressources naturelles (Banque mondiale, 2010).

Mais le rapport d'analyse du foncier ne précise rien sur la prise en compte des femmes, notamment au niveau des instances proposées.

#### **Limitations relevées dans la sous-région (FAO, 2018)**

- **Environnement et gouvernance :**

- Manque d'accès sécurisé à la terre et aux forêts, entravant le développement de l'agroforesterie pour les femmes ;
- Absence de plateforme forestière, ou faible participation des femmes quand elles existent ;
- Absence de normes coutumières ou de politiques permettant de guider l'utilisation des forêts ;
- Faible **accès aux services de vulgarisation** par les femmes ;
- Barrières culturelles et manque de formation genre des agents forestiers ;

- Faible sensibilisation des femmes aux enjeux ;
- **Infrastructures insuffisantes** pour réduire le ramassage du bois de chauffe et élargir l'accès alternatif à d'autres sources d'énergie.
- **Pour la filière anacarde, la productivité réelle est bien inférieure au potentiel.**

Les difficultés au niveau de la transformation sont les suivantes (GIZ, 2010) :

- Faible capacité des acteurs à financer la production ;
- Mauvaise maîtrise des techniques optimales de production ;
- Faible capacité des acteurs à prospecter le marché international.

### **Genre et chaînes de valeur agricoles**

La transformation et la commercialisation des produits sont des activités majoritairement féminines même pour les filières de production dominées par les hommes (ex. l'anacarde, la pêche, les produits laitiers). Cependant, les femmes sont souvent cantonnées aux petites structures artisanales et sont moins représentées dans les segments à plus grande échelle et à plus haute valeur ajoutée du fait de la petite taille de leurs entreprises et du très difficile accès au crédit, de leurs plus faibles capacités techniques, niveaux d'alphabétisation, etc.

Il existe une Fédération des industries de l'agroalimentaire de transformation (FIAB) créée depuis plus de 25 ans et présidée par Mme Simone Zoundi. Cette organisation a par exemple été reçue par le Président de la République en février 2016 pour chercher les moyens de valoriser la place de l'industrie agro-alimentaire dans la stratégie du pays, soulignant son rôle important dans la création de valeur, d'emplois, la lutte contre la malnutrition et contre le chômage des jeunes et des femmes.

La FIAB signale notamment les enjeux suivants dans le secteur de la transformation :

- Fluctuation des prix des matières premières et rupture de stock ;
- Accès insuffisant à l'électricité ;
- Accès insuffisant au crédit et aux technologies ;
- Manque d'espace pour les activités de transformation ;
- Manque de professionnalisme et de capacités techniques de certains acteurs.

Pour faire avancer le sujet au niveau des pouvoirs publics et des politiques, la FIAB organise régulièrement des journées de l'agro-alimentaire, et a consacré deux journées entières à l'élaboration d'une stratégie en 2017.

Une de ses priorités tourne autour de la création de centres multi-services pour accompagner l'émergence des petites et moyennes entreprises à l'échelon local. La FIAB souhaite aussi davantage valoriser les produits nationaux (« Consommons burkinabè »). Des partenariats sont à l'étude pour le développement d'un incubateur agro-alimentaire et d'un forum national sur le développement industriel.

## Encadré 5 : Exemples de bonnes pratiques

- Actions de plaidoyer de Sodepal ;
- Expérience d'appui aux groupements d'éleveuses, de l'Union des coopératives rizicoles du BAMA (Cultivons 2016) ;
- Développement de nombreuses petites unités de transformation de farines enrichies pour enfants (sevrage et aide alimentaire) par Sodepal, organisation membre de la FIAB. Les unités produisent maintenant de la vitaline, de la farine lactée protéinée et du vitacroc, biscuit protéiné et vitaminé (Cultivons, 2016 ; Sodepal).

### Genre et gestion post-récolte

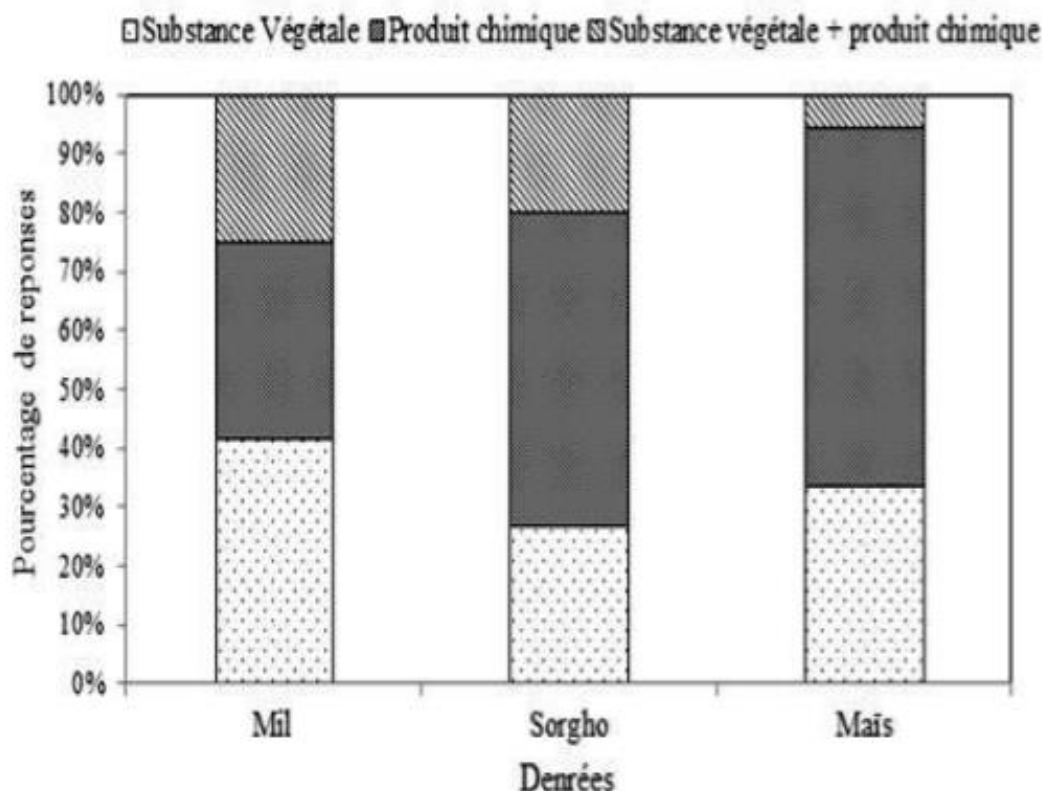
**Au niveau global**, les pertes enregistrées annuellement à la suite des récoltes sont de l'ordre de 30 % pour les céréales, de 40 à 50 % pour les racines et tubercules, les fruits et légumes, de 20 % pour les oléagineux, la viande et les produits laitiers, et de 30 % pour le poisson.

**Dans la zone sub-saharienne**, les estimations 2012 de la FAO indiquaient que les pertes représentaient 120-170 kg par an et par personne et que 40 % concernaient les phases postérieures aux récoltes. Les pertes avant transformation sont estimées à environ 10-20 %, soit 13 % de la valeur de la production céréalière. Pour les biens périssables (tubercules, fruits et légumes etc.), les pertes peuvent atteindre 45 % pour le manioc et 50 % pour l'igname, et 15 à 50 % pour les fruits et légumes. Ces pertes ont un impact important sur les revenus, ce qui a conduit l'Union africaine à intégrer un objectif de réduction de 50 % des pertes agricoles au sein de la déclaration de Malabo de juin 2014.

**Au Burkina Faso**, les techniques et les infrastructures de stockage et de conservation post-récolte sont peu performantes (avec des pertes pouvant aller jusqu'à 30 % pour les céréales) réduisant ainsi la compétitivité des exploitations et des filières agricoles (PNSR).

Une enquête visant à appréhender la perception paysanne de la conservation post-récolte des céréales a été menée, ainsi qu'une évaluation d'échantillons prélevés dans les stocks de six localités du Burkina Faso. Les résultats de l'enquête montrent que la majorité des producteurs conservent leurs récoltes de mil, maïs et sorgho dans des greniers. Et l'usage de substances végétales est la méthode la plus répandue pour la conservation des céréales.

**Figure 12 : Utilisation des mesures de protection en fonction des céréales**



Source : Waounde et al, 2012

De l'avis des producteurs, le mil serait la céréale qui se conserve le mieux ( $P < 0,05$ ) ; une grande part des producteurs (71 %) considère que la majorité des pertes post-récoltes sont imputables aux insectes. L'analyse faite en laboratoire des échantillons collectés a permis d'identifier 11 espèces nuisibles dans les stocks de céréales, le coléoptère *Rhyzopertha dominica* étant l'espèce prédominante (Waongo & Cie, 2013).

**Les principales contraintes auxquelles les femmes ont à faire face dans la sous-région sont les suivantes :**

- Faible accès à des technologies et infrastructures adaptées aux besoins des femmes, notamment en termes de stockage, chaîne du froid, sacs protégés (sac à triple fonds) ;
- Transport difficile et coûteux, sans même mentionner les problèmes de sécurité et de barrières culturelles pour les femmes ;
- Faible capacité organisationnelle et technique des femmes pour accéder aux crédits afin d'acquérir des structures et de les gérer de façon satisfaisante.

## Encadré 6 : Exemples de bonnes pratiques relatives à la gestion post-récolte

L'organisation Oxfam a appuyé le développement du mécanisme de **warrantage crédit au Burkina, en collaboration avec des organisations paysannes**. Les paysans et paysannes stockent une partie de leurs récoltes et l'utilise comme garantie pour accéder aux crédits collectifs octroyés par les institutions de microfinance. Cette activité permet, d'une part, l'accès au crédit en vue de la réalisation d'activités génératrices de revenus et, d'autre part, de stocker les récoltes dans de bonnes conditions, contribuant ainsi à une meilleure conservation et à une meilleure gestion des ressources alimentaires et monétaires des familles. La pratique du warrantage est plus fréquente dans les zones du sud et du sud-ouest du pays, excédentaires en matière de production céréalière, mais demeure encore limitée dans les zones déficitaires, au nord. Elle a notamment été mise en œuvre avec la Fédération des Caisses populaires du Burkina et aussi les Mutuelles d'épargne et de crédit des artisans et des producteurs du Burkina (UMECAP) et la Mutualité femmes et développement du Burkina (MUFEDE),

Les inégalités de genre induisent aussi une différenciation dans l'application du mécanisme du warrantage : **moins de 26 % des personnes qui le pratiquent sont des femmes** alors que ce type de crédit leur permet de gérer de façon autonome leur production. Entre-temps, les relations de pouvoir déséquilibrées entre les hommes et les femmes, notamment leur degré respectif de contrôle sur leurs ressources, affectent tout autant la demande de crédit. Par ailleurs, le warrantage suppose une récolte suffisante, ce qui exclut souvent les plus pauvres et les femmes qui disposent de beaucoup moins de surfaces et de temps pour les cultiver.

Pour constituer des stocks, les femmes achètent soit des produits, soit utilisent leurs produits de rente comme l'arachide et le riz. Quel que soit le produit, les femmes vendent en général les sacs stockés en warrantage (dans un petit commerce), soit directement, soit après transformation. En effet, l'homme est responsable de l'approvisionnement en céréales pour nourrir la famille, et la femme du reste. Donc la femme préfère vendre les céréales de sorte que l'homme continue de jouer son rôle et ainsi générer des revenus pour couvrir les autres besoins. Le warrantage est donc souvent associé à la réalisation d'activités génératrices de revenus (AGR) qui permettent de dynamiser l'emploi et de couvrir une partie des risques qui y sont liés. Les AGR sont fortement différenciées selon le genre et le revenu, les familles les plus vulnérables utilisant généralement une partie du crédit pour couvrir les besoins familiaux. Les hommes se consacrent généralement à des activités génératrices de revenus comme l'élevage (élevage et engraissement) et l'artisanat. Les femmes se consacrent pour leur part au petit commerce, à la revente des céréales transformées, bien qu'elles pratiquent parfois aussi l'engraissement de petits ruminants et de la volaille.

<https://www.oxfam.org/fr/rapports/warrantage-paysan-au-burkina-faso>

La FAO appuie un projet mené conjointement avec les agences des Nations Unies (FAO, FIDA, et PAM) sur la réduction des pertes alimentaires. Un atelier a été organisé en 2016 pour valider une première étude sur les pertes post-récolte au Burkina dans les secteurs du niébé, du mil et du maïs : 43 personnes y ont participé, représentant le ministère de l'Agriculture, les institutions académiques et de recherche, les ONG, l'Agence suisse pour la coopération internationale, des associations des producteurs, le CILSS, la FAO et le PAM. Ce projet doit permettre de tester des technologies évitant les pertes et de faire avancer la prise en compte de ce sujet au sein de la politique de développement agricole et de sa mise en œuvre. Une première ébauche de note d'orientation politique sur l'amélioration de la gestion des pertes post-récolte dans les filières céréales et légumineuses a été élaborée et examinée lors d'un atelier en 2017.

### **Genre et vulgarisation agricole**

Au niveau de l'accès à la vulgarisation, les différentes structures d'encadrement sont par ordre d'importance : l'État, les ONG (projets et programmes de développement), les sociétés cotonnières, et d'autres. En général, les femmes ont moins accès aux services d'encadrement agricole, et ce chiffre le prouve : en 2018, seule une très faible portion de femmes (5,8 %) a bénéficié d'actions d'encadrement, contre 94,2 % des hommes.

Si à l'heure actuelle des efforts et progrès semblent notables en matière d'encadrement agricole, puisque plus de femmes en bénéficient, leur nombre reste très en deçà des attentes, sachant qu'elles représentent plus de 50 % de la population active agricole.

Les limitations suivantes observées dans les autres pays de la sous-région sont également à souligner :

- Peu d'efforts en matière de technologies et de vulgarisation pour les activités dominées par les femmes (production d'aliments de base, élevage de petits ruminants, transformation de produits laitiers), et restant plutôt concentrées sur les activités accaparées par les hommes (cultures commerciales et de céréales, systèmes de plantation, bétail) ;
- Faible accès à la formation, à la vulgarisation et aux nouvelles technologies :
  - Absence de systèmes d'information et de communication /accès aux TIC ;
  - Manque de temps (charges domestiques) ;
  - Taux d'alphabétisation insuffisant ;
- Peu de pays ont adopté une perspective de genre dans leur politique technologique, ainsi qu'en matière de recherche participative ;
- Capacité insuffisante pour permettre un développement intégrant le genre ;
  - Ratio de vulgarisation par exploitation agricole encore trop faible (le Bénin rapporte une couverture de 20 % de la population, la Gambie de 77 % ; le Ghana compte un agent pour 1500 agriculteurs, la Gambie 1 pour 1000) ;

- Peu d'agents de vulgarisation sont des femmes (entre 7 % et 12 %) ;
- Agents faiblement formés à l'approche genre et aux obstacles culturels (Niger, Liberia, Cap-Vert, Gambie, Togo, Niger, Sénégal et Sierra Leone) ;
- Parcelles de démonstration, souvent réservées aux hommes ;
- Programmes rarement adaptés aux personnes les moins éduquées (rarement traduits en langue locale, ou par des symboles, etc.), l'analphabétisme demeurant élevé chez les agricultrices.

### **Genre et commercialisation agricole**

#### ***Difficultés liées à la commercialisation***

Dans le domaine de la commercialisation, le faible niveau des prix des produits, leur mauvaise qualité et l'absence de débouchés commerciaux sont quelques-unes des difficultés auxquelles sont confrontés de nombreux producteurs. En effet, 55,7 % de femmes responsables de parcelles contre 46,5 % d'hommes signalent que le faible niveau des prix des produits est une véritable entrave à la commercialisation de leur production. Pour ce qui concerne le manque de débouchés commerciaux, autant les hommes (12,2 %) que les femmes (11,4%) s'en plaignent, ainsi que de la mauvaise qualité des produits (10,8 % de femmes et 12,5 % des hommes).

La FIAB pointe du doigt les enjeux liés à l'accès aux financements, aux fluctuations des prix et aux capacités techniques des acteurs.

Au niveau de la sous-région, les enjeux sont tout aussi valables pour le Burkina Faso (FAO, 2018).

- Manque d'infrastructure (réseau routier, lieux de stockage) ;
- Vulnérabilité face à la volatilité des prix des aliments sur les marchés ;
- Accès limité aux informations relatives aux marchés, notamment pour les femmes ;
- Femmes moins alphabétisées que les hommes et bénéficiant donc moins des formations proposées ;
- Accès au capital social différencié selon le genre :
  - Réseaux sociaux des femmes : limités à la famille et à la communauté ;
  - Réseaux sociaux des hommes : plus larges et plus formels ;
- Reconnaissance d'une standardisation, moins que d'une différenciation des produits sur les marchés domestiques ;
- Normes socioculturelles patriarcales encore dominantes, qui restreignent le rôle des femmes au champ domestique et limitent leur mobilité et accès à l'éducation, à la vie économique et à d'autres sources de revenus.

Si les enjeux liés à la commercialisation sont bien pris en compte dans le document de politique agricole, il n'en reste pas moins que les difficultés spécifiques auxquelles les femmes doivent faire face n'y sont pas suffisamment soulignées.

## **Encadré 7 : Exemple de bonne pratique**

Il est utile de citer à nouveau le programme du PAM « Achats pour le Progrès » (P4P) visant à renforcer les capacités des petits producteurs et leur accès aux marchés agricoles (PAM, 2010). Le P4P cherche à améliorer les revenus des femmes et des petits producteurs en les faisant entrer sur les marchés avec des produits présentant une plus forte valeur ajoutée. Pour cela, il permet la mise en œuvre d'une part de processus de formation des organisations paysannes (OP) afin d'effectuer des ventes groupées et d'autre part de consolidation de leurs capacités et de celles de leurs membres. En outre, le PAM appuie les producteurs et transformateurs — sans doute majoritairement des femmes — pour développer la transformation et l'enrichissement des produits locaux (par exemple, de la farine enrichie servant à préparer la bouillie des enfants).

### **Genre et finances rurales**

#### **Crédit et pauvreté : analyse tirée de l'enquête auprès des ménages de 2014**

Si pour les individus ayant un niveau de vie relativement élevé (cinquième quintile), un quart des personnes de plus de 18 ans dispose d'un compte bancaire, moins de 2 % de la population des plus de 18 ans dans les ménages des quintiles inférieurs disposent d'un compte bancaire.

À peine 7,5 % des ménages avaient fait une demande de crédit à une institution financière au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête (6,5 % des plus pauvres, et 8,5 % des plus riches).

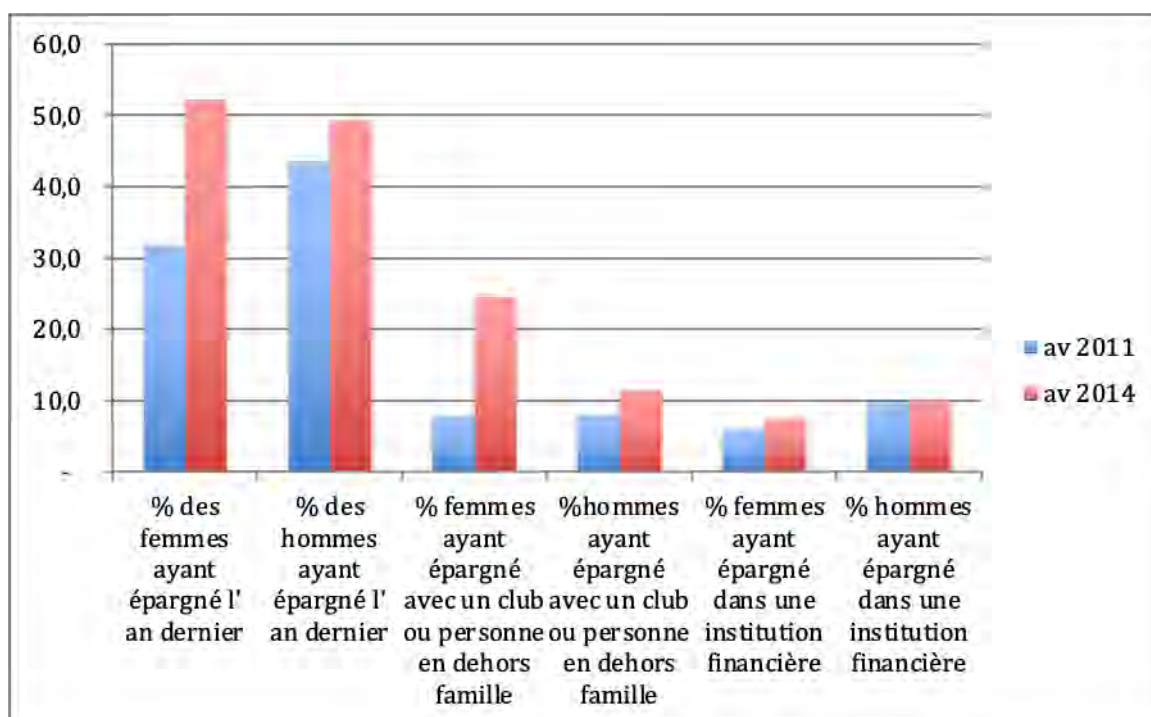
Les chances d'obtenir un prêt sont faibles et dépendent du revenu (seuls 11 % des plus riches en ont obtenu un, et 6 % des plus pauvres). Le rejet des demandes est motivé essentiellement par la faiblesse des capacités de remboursement pour les plus pauvres (37,5 % pour le premier quintile), et l'absence de garantie pour les individus à revenu intermédiaire.

La plupart des crédits sont en fait obtenus auprès d'un autre ménage, et pour certains par le biais de coopératives. Les prêts octroyés par les banques classiques s'adressent quasi exclusivement aux personnes les plus aisées, notamment du cinquième quintile.

#### **Évolution de l'épargne et du crédit selon le sexe**

Le nombre de personnes ayant épargné a augmenté depuis 2011, surtout chez les femmes, 51 % versus 49 % chez les hommes. Néanmoins, les femmes épargnent beaucoup plus dans des petites structures ou en s'appuyant sur d'autres personnes et en moindre mesure les banques (10 % pour les hommes, 8 % pour les femmes).

**Tableau 12 : Évolution de l'épargne selon les sexes**



*Base de données genre de la Banque mondiale*

L'enquête menée en 2011 montrait par contre que seules 30 % des femmes empruntaient contre 40 % des hommes.

### ***Difficultés d'accès aux crédits agricoles selon le genre***

Les principales contraintes liées à l'accès au crédit agricole sont notamment les suivantes : absence d'offre, relevée par 45,3 % de responsables de parcelles ; absence de structures de crédit, relevée par 24,1 % des responsables de parcelles ; et complexité des procédures d'obtention du crédit (10,6 % des personnes interrogées).

L'analyse désagrégée par sexe révèle, également, que l'absence de crédit et de structures de crédit demeure le principal obstacle à l'accès au crédit agricole, surtout chez les femmes (46 %) comparativement aux hommes (26,4 %).

En 2003, le rapport sur le genre laissait apparaître que malgré la présence de plusieurs organismes de crédit, ils n'étaient guère accessibles aux femmes, les modalités d'octroi de crédit étant subordonnées à la présentation de garanties ou de biens dont les femmes ne disposent généralement pas. De plus, leur faible alphabétisation ne leur permet pas de remplir les formulaires ou d'accomplir les formalités administratives. Leur secteur d'activité est jugé à risque et le montant demandé trop faible (voir l'encadré ci-dessous). Cependant, il existe des institutions de crédits spécifiques aux femmes comme le FAARF et des ONG pouvant leur offrir une aide ; mais le plus souvent il s'agit de très petites sommes qui ne leur permettent pas de réaliser des activités nécessitant de gros

investissements. Par ailleurs, ces différentes structures sont éloignées des plus pauvres et du milieu rural où l'accès au crédit reste largement insuffisant.

#### **Encadré 8 : Enjeux de l'accès au crédit pour les femmes (Banque mondiale, 2003)**

Le Burkina dispose de plusieurs institutions financières qui proposent des services de crédit aux hommes comme aux femmes ; toutefois, dans les faits, les institutions classiques, notamment les banques commerciales, imposent des conditions qui conduisent à exclure la majorité de celles et ceux qui en auraient le plus besoin (femmes, jeunes, paysans).

La difficulté d'accès aux financements touche plus particulièrement les femmes pour les raisons suivantes :

- Environ 84,5 % des femmes sont analphabètes ; elles sont dès lors dans l'impossibilité pratique de satisfaire aux formalités administratives trop contraignantes des institutions financières.
- Leur faible productivité et la faible rentabilité de leurs activités constituent des obstacles pour la présentation de garanties indispensables à l'octroi de prêts. En milieu rural, le crédit agricole est surtout destiné aux cultures de rente et les producteurs (à savoir les hommes chefs de ménages) offrent plus de garantie de solvabilité.
- La modicité des sommes dont les femmes ont souvent besoin pour améliorer leurs activités constitue un facteur d'élimination, le secteur bancaire fixant un plancher en général largement supérieur à leurs demandes.
- Les femmes interviennent surtout dans le secteur informel (non agricole) et le caractère instable de ces activités ne leur permet pas de présenter de garanties de solvabilité suffisantes. Selon les informations contenues dans le plan d'action du MPF (1998-2000), l'obtention de crédits demeure l'un des besoins essentiels des femmes, parce que selon elles il s'agit pratiquement de la seule source de capital pour l'exercice d'activités génératrices de revenus.
- Par ailleurs, les femmes soulignent comme autres difficultés, le niveau relativement élevé des taux d'intérêt, et les périodes d'octroi qui ne permettent pas toujours d'utiliser les fonds de manière efficace.

## ***Contraintes observées dans la région***

De manière plus globale, l'analyse comparative de la situation dans différents pays de la région CEDEAO met en lumière les difficultés suivantes :

- **Difficultés spécifiques aux femmes :**
  - **Absence de garantie permettant l'accès à des crédits formels ;**
  - **Faible éducation financière et méconnaissance de l'usage des comptes bancaires ;**
  - **Risques spécifiques associés à l'octroi de prêts du fait de leur position subalterne au sein des ménages ;**
  - **Approbation nécessaire de l'homme ;**
  - **Mobilité restreinte ;**
- **Insuffisante adaptation des modalités de crédit pour les femmes :**
  - **Peu ou pas d'adaptation des lignes de crédit aux besoins et activités spécifiques des femmes :** le financement d'équipements de transformation ou l'avance d'un fonds de roulement pour les activités de commercialisation et de transformation n'a rien à voir avec l'octroi d'un crédit de campagne ou pour du stockage ;
  - **Manque de cadre de régulation pour orienter la gestion des micro-crédits ;**
  - Les institutions financières ciblent **souvent les ménages dirigés par des hommes** (« l'affaire des hommes ») ;
  - Elles ciblent aussi souvent les cultures de rentes, irriguées, organisées et intégrées dans le commerce et qui sont souvent moins **le fait des femmes** ;
  - **Difficultés et coûts financiers limitant la possibilité pour les institutions rurales de cibler femmes ;**
  - **Environnement défavorable**, encourageant peu la culture financière.

## **Intervention et bonnes pratiques**

**Le PNSR prévoit, dans son Action 7, l'accompagnement des acteurs de l'agriculture dans l'accès aux financements.** Il s'agit là de travailler en synergie avec les systèmes financiers (banques et systèmes financiers décentralisés) au développement de nouveaux produits adaptés aux besoins des agriculteurs. Cette action vise la prise en compte des enjeux liés à l'accès aux finances, sans toutefois mentionner les problèmes spécifiques auxquels les femmes doivent faire face. Il ne prévoit pas non plus les mesures que l'État devrait prendre pour développer des mécanismes de garantie et d'incitation que les banques seraient tenues d'appliquer.

Les crédits mutuels, les coopératives et les ONG ont développé différentes offres de crédit s'efforçant de viser l'agriculture et les femmes en particulier. Le warrantage crédit est un bel exemple mais qui peine encore à atteindre le niveau de succès souhaité (voir encadré post-récolte).

Le Fonds d'investissement pour les femmes est également un exemple d'initiative intéressante puisqu'elle vise à offrir des financements à des taux avantageux (0 % pour les personnes handicapées, 1 % pour les femmes, 2 % pour les jeunes sortant d'une formation).

Le **Programme d'autonomisation économique des jeunes et des femmes (PAE/JF)** vise à financer des projets intéressant près de 13 000 jeunes et femmes par le biais de 4 fonds spécifiques : FASI, **FAARF (Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes)**, FAPE et FAIJ. Il propose aussi des taux d'intérêt concessionnels de 0 % pour les personnes vivant avec un handicap, de 1 % pour les jeunes et les femmes et de 2 % pour les jeunes titulaires d'un diplôme universitaire. Il a pour objectif de promouvoir le travail autonome des jeunes et des femmes et leur insertion socioprofessionnelle. Certains des projets éligibles concernent donc spécifiquement les activités des femmes. Il ressort de la liste des bénéficiaires du FAARF que 60 % (49/ 90 bénéficiaires dans le centre-ouest et 117/179 au nord) souhaitent un appui en lien avec leurs activités de production, de transformation ou de vente de produits agro-alimentaires, notamment le néré, le niébé, le karité, les céréales, légumes, l'élevage et l'embouche animale, la préparation de condiments, gâteaux et repas, etc.

### **Problématique genre et changement climatique**

Le Plan national d'adaptation aux changements climatiques approuvé en juin 2015 présente la perspective genre comme suit :

- Participation des associations féminines au processus de consultation des acteurs, durant la phase préparatoire d'élaboration du PNA ;
- Identification d'un réseau d'associations de femmes impliquées dans la lutte contre les changements climatiques ayant besoin d'un renforcement de leurs capacités ;
- Proposition afin de prendre en compte la Politique nationale Genre et l'adaptation aux changements climatiques dans les projets et programmes de développement rural ;
- Le 4<sup>e</sup> principe directeur se rapporte à la prise en compte du genre en ces termes : *« Les options d'adaptation identifiées dans le PNA nécessitent pour plus de pertinence et d'impacts significatifs la participation des hommes et des femmes aux actions. Aussi, au regard de la vulnérabilité des femmes aux effets néfastes et accrus des changements climatiques et de leur participation au développement, la prise en compte systématique du genre dans la réalisation des actions est-elle nécessaire ».*

### **Une analyse genre des enjeux et vulnérabilités liés à l'adaptation aux changements climatiques a été effectuée :**

- L'entretien des petits ruminants, des porcs, de la volaille et des vaches en lactation est à la charge des femmes et des enfants. Les périodes de sécheresse de plus en plus rapprochées auront pour effet d'accentuer la décapitalisation des petites exploitations, forcées de vendre leurs animaux (caprins et porcins). Les

inondations pourront provoquer l'arrêt temporaire du petit élevage assuré par les femmes et les jeunes à cause de la difficulté à reconstituer ce capital de production. L'emboûche paysanne en saison sèche froide, qui est une activité typiquement féminine, connaîtra une réduction de sa marge bénéficiaire liée à l'enchérissement des facteurs de production. Les femmes rurales qui pourraient démarrer une activité d'élevage en stabulation seront forcément dépendantes des hommes du fait du besoin d'infrastructure (construction du bâtiment) et de la propriété de la terre qui revient à ces derniers. Par exemple, les femmes peules connaîtront une baisse significative de leurs sources de revenus à cause de la faible quantité de lait disponible, résultat de la réduction de la taille des troupeaux de bovins et de leur mobilité.

- **Vulnérabilité des femmes dans l'accès aux ressources** : Les femmes sont plus vulnérables aux changements climatiques que les hommes. Elles perçoivent les variations du climat à partir de leur propre vécu et témoignent en ces termes : « *On marche longtemps pour trouver du bois ; nos puits sont devenus secs ; on ne trouve plus de produits à vendre ; nos terres sont devenues improductives ; nous n'avons pas d'argent ; il ne pleut plus comme avant, etc.* ». Tels sont les propos qui ont été recueillis lors de l'enquête d'opinion réalisée en 2013 auprès de femmes dans le cadre de l'exercice d'élaboration du PNA. Et il est possible de mieux apprécier les effets des changements climatiques sur les femmes dans les domaines où elles sont particulièrement actives, c'est-à-dire tout ce qui touche aux ressources naturelles, notamment la collecte de l'eau, du combustible, des produits forestiers non ligneux (PFNL) et l'agriculture. À cela s'ajoutent d'autres facteurs d'aggravation de leur vulnérabilité tels que le nonaccès à l'éducation et le statut proprement dit de la femme burkinabè. Cette vulnérabilité se retrouve donc dans des domaines qui sont essentiels pour elles — l'accès à l'eau (quantitativement et qualitativement), au bois comme source d'énergie et aux autres ressources de la forêt (difficulté d'approvisionnement) qui sont autant de sources de revenus pour elles.

### **Détermination des besoins d'adaptation des femmes à moyen et long terme**

Les bonnes pratiques d'adaptation, prenant en compte la condition de la femme au Burkina Faso sont peu nombreuses. Ces pratiques, pour la plupart, ignorent leur situation de vulnérabilité, disproportionnée par rapport à celle des hommes. Dans de telles circonstances, les besoins des femmes concernant l'adaptation aux changements climatiques peuvent se résumer ainsi :

- **Besoin d'éducation et de formation** : la promotion de l'éducation et de la formation des femmes permettra de les éclairer davantage sur les problématiques liées aux changements climatiques et en général sur la gestion durable des terres ;

- Besoin d'accès aux techniques d'adaptation tenant compte comme il se doit de l'approche genre, pour ne pas aggraver les inégalités hommes / femmes ;
- Besoin d'accès aux espaces de décision : la participation des femmes et des associations de femmes aux comités de pilotage des projets et instances de décision au niveau local permettra leur pleine implication dans l'élaboration et l'exécution des plans de développement à tous les échelons, y compris ceux portant sur l'adaptation aux changements climatiques ;
- Besoin d'accessibilité à des habitats améliorés, à l'énergie solaire et éolienne, surtout pour les femmes rurales.

**Domaines prioritaires d'adaptation pour les femmes :** Compte tenu des projections en matière de déficit pluviométrique et d'augmentation des températures, des mesures d'adaptation à long terme doivent être envisagées en vue de minimiser les effets pervers de ces changements sur les activités des femmes. À cet effet, plusieurs options d'adaptation sont possibles et les plus pertinentes sont les suivantes :

- Renforcement des capacités des associations de femmes sur les bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques ;
- Amélioration de l'accessibilité des femmes à l'eau potable lors des pénuries d'eau ;
- Sensibilisation des femmes aux valeurs nutritionnelles des PFNL pour une meilleure préservation et valorisation des espèces pourvoyeuses ;
- Renforcement des capacités techniques des femmes sur les bonnes pratiques de cueillette, de transformation et sur les mesures à prendre pour assurer la régénération naturelle et assistée ;
- Promotion des activités génératrices de revenus en faveur des femmes.

### **Proposition d'un plan d'action pour l'adaptation des femmes**

Compte tenu de l'analyse des impacts des changements climatiques dans les secteurs majeurs d'intervention des associations de femmes, les projets suivants sont proposés pour favoriser leur adaptation aux changements climatiques :

- Formation/information/sensibilisation des associations féminines ;
- Renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation aux changements climatiques des associations féminines par la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus ;
- Recherche sur les bonnes pratiques d'adaptation, avantageuses et à la portée des femmes.

Cette présentation du plan d'action d'adaptation aux changements climatiques pour les femmes a pour but essentiel de mettre en exergue les actions majeures qui y sont

contenues. Sur le plan pratique, ces actions seront mises en œuvre à travers les plans d'actions des différents secteurs de développement.

### **Genre, pauvreté et protection sociale dans le secteur agricole**

- **Pauvreté, agriculture, sécurité alimentaire et genre** (INSD, 2015, Pauvreté et inégalité, résultats de l'analyse de l'enquête continue de 2014)

Le taux national de pauvreté est d'environ 40 % avec de forts écarts régionaux. Les régions les plus pauvres sont : le Centre-Sud (40,5 %) et le Sud-Ouest (41,7 %) ; le Plateau central (45,4 %) ; le Centre-Nord (47 %) ; l'Est (46,6 %) ; le Centre-Ouest (51,7 %) ; enfin **la Boucle du Mouhoun (59,7 %) et le Nord (70,4 %)**, ces deux dernières régions étant également les plus touchées par l'extrême pauvreté (respectivement 20 % et 25 %).

La pauvreté varie selon le sexe, l'éducation du chef de ménage, et la taille du ménage.

- Les **ménages dont le chef est une femme sont moins touchés par la pauvreté** (30,4 % de pauvres contre 41 % pour les ménages dirigés par des hommes). La profondeur et la sévérité de la pauvreté sont plus prononcées au sein des ménages dont le chef est de sexe masculin par rapport à ceux de sexe féminin. Si ces constatations peuvent être en corrélation avec une répartition différenciée des ménages dirigés par les femmes selon les régions (peut-être moins présents en milieu rural ou dans des régions plus pauvres), elles peuvent aussi être dues à une meilleure gestion du foyer et utilisation des revenus perçus.
- La **pauvreté croît avec le nombre de personnes vivant dans le foyer, ce qui montre les enjeux importants liés à l'éducation des femmes et au planning familial**. Les membres des ménages les plus pauvres sont ceux des ménages de taille importante (8 personnes et plus). On note que plus de la moitié des individus vivant dans un ménage de 12 personnes et plus sont pauvres (60 %) et contribuent à eux seuls à la pauvreté. Une personne sur deux (52 %) vivant dans un ménage polygame est pauvre.
- Les individus vivant dans les ménages dirigés par des analphabètes sont les plus touchés par la pauvreté (46 % contre 28 %).

### **La pauvreté est un phénomène essentiellement rural et agricole**

- **L'extrême pauvreté**, définie comme l'incapacité à couvrir les besoins en consommation alimentaire si toutes leurs ressources y étaient affectées, touchent **2,8 % des personnes vivant en milieu urbain et 13,5 % des personnes vivant en milieu rural**, faisant de l'extrême pauvreté un phénomène essentiellement rural (à hauteur de 94 %).
- Une écrasante majorité de pauvres (90 %) vivent dans des ménages dont les chefs

sont des travailleurs à leur compte et dans des ménages dont le revenu essentiel est l'agriculture vivrière (80 %).

- De fait, entre 40 et 50 % des ménages vivant de l'agriculture au sens large (vivrière, industrielle, forêt, élevage, pêche) sont pauvres contre moins de 20 % pour ceux vivant de l'industrie et moins de 10 % pour ceux vivant d'activités de services et d'administration.
- Seulement 35,6 % des individus dont l'activité principale est l'élevage/la chasse sont pauvres, contrairement à ceux dont l'activité principale est l'agriculture vivrière (48,4 %).

**Les plus pauvres (donc le plus souvent les ruraux dépendant de la production alimentaire) ont en général moins accès aux services et sont plus affectés par l'insécurité alimentaire et les chocs.**

- Les ménages ayant des niveaux de vie inférieurs ont généralement **moins accès aux marchés et aux transports publics**, comparativement à leurs homologues ayant des niveaux de vie élevés (50 % des plus pauvres ont un marché à plus de 30 minutes contre moins de 30 % des plus riches). Cependant, ces inégalités paraissent bien moins marquées que celles liées aux services de santé, de transport ou d'éducation.
- Seuls 2% des plus pauvres possèdent un compte bancaire contre 26% des plus riches ; et 50 % des plus pauvres possèdent un téléphone portable contre 82 % des plus riches.
- Près de la moitié des ménages les plus pauvres (1<sup>er</sup> quintile) soit 45 % et 16 % des ménages les moins pauvres (5<sup>e</sup> quintile) ont déclaré avoir manqué de nourriture au cours des 12 derniers mois.
- Les trois-quarts des plus pauvres ont été affectés par les chocs contre 50 % des plus riches. Les quatre stratégies pour y faire face varient peu selon les catégories : utilisation de l'épargne, vente du bétail, aide de parents ou d'amis, ou aucune stratégie en particulier.
- Les enfants des ménages les plus pauvres courent deux fois plus de risque de mourir avant l'âge de 5 ans que ceux des ménages les plus riches.
- La quasi-totalité de la population ne bénéficie d'aucune protection sociale, ou d'une protection complète. La politique de paiement direct des soins a largement amputé la capacité de la population à faire face au risque maladie, surtout lorsque ces dépenses atteignent ou dépassent 40 % de leur faculté contributive (UNICEF, 2013).

## **Politiques et interventions de protection sociale**

**Les documents de référence** dans le domaine de la protection sociale et de la sécurité alimentaire sont la Politique nationale de protection sociale (PNPS-2012-2022) et la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN). Elles font toutes deux partie de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD). La PNPS **cible en particulier les femmes allaitantes et les enfants de moins de deux ans** qui doivent notamment bénéficier de la gratuité des soins. De même, le programme de travail en faveur de l'alimentation cible spécifiquement les femmes et les jeunes. En outre, la **PNPS comprend des mesures plus particulièrement liées au secteur rural et agricole**. La majorité des actions du programme 1 « *Amélioration des transferts sociaux pour les plus pauvres et les plus vulnérables* » concerne des aides à la production, à l'acquisition des aliments sur le marché et aux transferts. Par exemple, la distribution de tickets alimentaires et de subsides monétaires facilite l'achat d'aliments. Le programme 2 « *Amélioration de l'accès de tous, notamment des populations pauvres et des groupes vulnérables, aux services sociaux de base* » considère quelques modalités de transferts, dont le système des cantines scolaires qui tente souvent de privilégier l'approvisionnement local, prioritairement celui offert par les femmes.

**Le Programme national du secteur rural 2016-2020** (PNSR II) et les Plans annuels opérationnels de soutien aux populations vulnérables du Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CNSA) contribuent aussi à la protection sociale.

Le PNSR II comprend notamment un **sous-programme 2 – Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles**. Ce programme inclut des actions en vue de la coordination du dispositif de sécurité alimentaire ; le renforcement des stocks ; l'appui à la production dans les zones déficitaires pour les populations vulnérables ; l'emploi des populations vulnérables ; l'octroi de bons alimentaires et non alimentaires. Le PNSR ne fait pas référence, à proprement parler, au genre ni à la protection sociale pour laquelle un programme a néanmoins été élaboré par la suite.

**L'approche genre n'est donc que faiblement intégrée dans les documents actuels de protection sociale et de sécurité alimentaire. S'ils font des femmes l'une des catégories à cibler, ils sous-estiment par contre leur rôle moteur dans la réduction de la pauvreté et la résilience face aux chocs.**

### **Encadré 9 : Cantine scolaires, protection sociale, nutrition et genre**

Les cantines scolaires sont en quelque sorte une forme de protection sociale, reposant avant tout sur les femmes et leur attribuant donc un rôle important. Elles sont une aide considérable pour les foyers burkinabè. Leur fonctionnement contribue à la bonne alimentation des enfants, à leur scolarisation, leur assiduité et leurs performances scolaires, tout en allégeant les dépenses alimentaires des familles.

Les femmes jouent deux rôles importants au niveau des cantines scolaires : en tant que mères, au sein des associations de mères éducatrices (AME), et en tant que cuisinières. Les AME sont exclusivement constituées de femmes, tandis que les associations de parents d'élèves (APE), regroupent des femmes et des hommes, les femmes y étant minoritaires. Comme cela a été mentionné précédemment, la majorité des décisions concernant la cantine sont prises par les APE, les AME se contentant d'exécuter la plupart des décisions déjà entérinées. Cette exclusion des femmes des instances de décision reflète les inégalités de genre et les place **dans une position défavorable**. Par ailleurs, le travail des cantinières est rarement rémunéré. Les femmes de la communauté cuisinent ainsi bénévolement et à tour de rôle. Il s'agit là d'une infra-valorisation et d'une invisibilité du travail de ces femmes. Mais par ailleurs, l'approvisionnement des cantines peut également permettre de fournir des revenus aux petits producteurs et aux femmes.

*Source : Oxfam, Protection sociale et sécurité alimentaire au Burkina Faso, Les cantines scolaires*

#### **Au niveau de la CEDEAO, des difficultés et contraintes similaires sont observées :**

- **La protection sociale est faible et ne couvre pas le secteur informel**, excluant la plupart des foyers ruraux et spécifiquement les femmes moins engagées dans l'économie formelle (Togo, Gambie, Cap-Vert, Nigeria, Niger, Liberia, Sierra Leone).
- **L'absence de programmes d'assurance des récoltes pour limiter les impacts** causés par les désastres et les conflits est l'une des plus grosses difficultés pour les foyers ruraux (Gambie).
- **Les femmes et les foyers dirigés par des femmes sont souvent plus vulnérables aux risques, ne disposant que de mécanismes rudimentaires pour s'en sortir** (Gambie, Liberia, Burkina Faso, Sierra Leone), mais qui n'en sont pas moins essentiels pour faire face aux désastres.

#### **Genre et institutions rurales**

Il existe différentes organisations de producteurs : organisations de base, unions, fédérations et confédérations regroupant plusieurs filières. La plupart des organisations peinent à recouvrer les cotisations de leurs membres et à mettre en place les organes administratifs, de gestion et de contrôle prévus par la loi. En général, seules les organisations d'une certaine taille parviennent à recruter un secrétaire et à fournir des services économiques (à l'exception de certaines filières organisées où les structures de base peuvent jouer un rôle économique). En général, l'essentiel des services porte sur l'accès aux intrants et au crédit et en moindre mesure sur l'appui à la commercialisation (Farm 2012).

Les données disponibles se rapportent aux organisations de producteurs et productrices qui sont des institutions rurales de base. Y compris jusque récemment (2018), les femmes continuent d'être moins représentées (43,4 %) que les hommes (56,6 %) dans les

organisations paysannes. Indépendamment du secteur d'activités, les hommes sont toujours plus représentés : secteur végétal (70 %), arbres fruitiers (68,3%), élevage (52,4 %). Dans ces organisations, les femmes sont le plus souvent de simples membres (80,3 %) et peu occupent des postes à responsabilités (16,7 %) ; enfin, une infime proportion sont des membres d'honneur (3 %).

Les organisations de producteurs sont néanmoins des acteurs clés du PSDR et de ses organes de gouvernance.

La **Confédération paysanne du Faso** (CPF) est rattachée au ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles) : elle regroupe 14 fédérations paysannes et a très tôt adopté un programme genre. Cette confédération poursuit, entre autres, les missions suivantes : la sensibilisation et concertation des producteurs, le renforcement de leurs capacités, la participation aux politiques et à des travaux spécifiques sur le foncier et le changement climatique. Son plan stratégique 2015-2019 inclut un objectif sur la **formation professionnelle des jeunes et des femmes et leur insertion professionnelle**. Les autres objectifs tournent autour de la valorisation du modèle agricole familial au sein des politiques agricoles (donc un plaidoyer efficace et une participation active), sa modernisation et le renforcement des organisations qu'elle fédère.

Cette confédération intègre la **Fédération nationale des femmes rurales (FNFR)** du Burkina : créée en 2001, elle est présente dans 207 Unions départementales et compte 3 700 membres. Cette fédération affiche un haut taux de couverture territoriale (52 %), mais des problèmes de gestion et d'organisation au niveau local.

La CPF inclut aussi une fédération **des jeunes professionnels agricoles**, une union des groupements de commercialisation, des petits producteurs de lait et mini-laiteries, des semences, du riz, des mangues, du coton et des étuveuses. Les femmes sont donc assez bien représentées, notamment au travers de l'organisation des femmes rurales, des étuveuses, des commerçantes et de la filière lait qui sont des activités essentiellement féminines.

#### **Encadré 10 : Exemple d'action de la FNFR**

Les 30 et 31 janvier 2016, la FNFR a organisé deux journées « Laboratoire des savoirs locaux » pour offrir aux femmes l'occasion de mettre en avant leur contribution aux chaînes de valeur alimentaires et de faire connaître leurs savoirs traditionnels. Cette rencontre a également permis de parler du statut de la femme rurale, de la faible reconnaissance de sa place, et des enjeux du foncier.

Il convient aussi de rappeler ici l'existence de la **Fédération des industries de l'agroalimentaire de transformation (FIAB)**, dont l'une des ambitions tourne autour de l'émergence de centres multi-services pour accompagner la création de petites et moyennes entreprises.

## **Genre et technologies**

### ***Labour***

Au niveau national, 83,1% des parcelles sont labourées dont 14,2% manuellement, 67,5% par traction animale et 1,4% par un moyen motorisé (EPA, 2018).

### ***Accès aux intrants agricoles***

L'analyse de la répartition des quantités totales d'intrants utilisés montre que d'une manière générale les femmes y ont peu accès, qu'il s'agisse des engrais ou des pesticides. En effet, au niveau national, seulement 8 % des engrais minéraux (NPK, urée, Burkina phosphate) et 10 % des semences améliorées sont utilisées sur les parcelles exploitées par des femmes en 2018.

### ***Difficultés liées à l'acquisition des intrants selon le genre***

Les difficultés majeures liées à l'acquisition des intrants agricoles sont d'une part, leur non disponibilité et d'autre part leur coût excessif (16 500 francs CFA le sac de 50 kg de NPK sur le marché en 2018). Elles sont évoquées tant par les femmes que par les hommes responsables de parcelles en 2008. En particulier, le coût élevé des intrants constitue une réelle préoccupation pour tous les exploitants, hommes ou femmes.

### ***Accès aux équipements agricoles selon le genre***

Les résultats de l'analyse montrent d'une manière générale que le taux de possession d'équipements fonctionnels par les ménages, notamment en culture attelée, est aujourd'hui acceptable (71 %), même si des efforts restent encore à faire.

Les ménages dirigés par les femmes sont moins bien équipés que ceux dirigés par les hommes. En effet, le taux de possession de charrue à attelage animal est de 57 % pour les ménages avec une femme à leur tête et de 72 % pour les ménages avec un homme à leur tête en 2018. Il en est de même pour ce qui est des bœufs de traction que 56 % des ménages dirigés par un homme possèdent contre seulement 30 % des ménages dirigés par une femme (EPA, 2018).

### ***Difficultés liées à l'acquisition des équipements agricoles modernes selon le genre***

La problématique de l'accès aux équipements agricoles modernes (tracteur, corps-butteurs, houe manga, etc.) constitue aussi une contrainte réelle pour les producteurs. Mais c'est une difficulté qui impacte bien sûr moins les hommes que les femmes, compte tenu du faible niveau de revenu de celles-ci et de leur accès limité à la terre. En effet,

97,7 % de femmes détentrices de parcelles disent être confrontées aux difficultés liées au manque d'équipements agricoles modernes, contre 94 % des hommes en 2008. C'est dire que moins de 10 % des producteurs, au niveau national, sont dotés d'équipements agricoles modernes et cette situation n'a pas sensiblement évolué depuis 2008. À titre d'illustration, le nombre de corps-butteurs est passé de 291 295 unités pour 1 329 439 ménages agricoles en 2008, à un niveau estimé de 302 203 unités pour 1 574 722 ménages en 2018.

### **Infrastructures de base**

Les problèmes d'habitat et d'assainissement font partie des composantes de la pauvreté non monétaire des populations. Elles permettent d'évaluer le confort et la sécurité des espaces dans lesquels vivent ces populations, ce qui a aussi un impact direct sur leur santé. Ainsi, le manque d'hygiène et d'eau salubre ou potable figure au rang des dix premières causes de maladies à travers le monde (Rapport PNUD, 2013).

#### **➤ Habitat et logement**

Selon l'enquête multisectorielle continue (EMC) réalisée en 2014, concernant l'habitat, plus de 72 % des ménages vivent toujours dans les zones non loties, et 28 % d'entre eux vivent dans la promiscuité. En milieu urbain, dominé par la capitale politique Ouagadougou et la capitale économique Bobo Dioulasso, 82,8 % des ménages habitent des zones loties contre 6,5 % des ménages en milieu rural ; 77 % possèdent des logements constitués de matériaux précaires et 24 % utilisent l'électricité comme principale source d'éclairage. Les logements des ménages burkinabè sont composés en moyenne de 3 pièces.

Dans l'ensemble, plus d'un ménage burkinabè sur quatre (27,8 %) vit dans la promiscuité. Il existe un écart important selon le milieu de résidence. En effet, la proportion de ménages vivant dans de tels milieux défavorisés est de 19,4% en milieu urbain contre 31,1 % en milieu rural. La promiscuité varie également suivant le sexe du chef de ménage : 29 % des ménages dirigés par des hommes vivent dans des conditions déplorables contre 20,4 % des ménages dirigés par des femmes.

Elle décroît cependant significativement suivant le niveau d'instruction scolaire du chef de ménage : chez les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction, ce chiffre équivaut à 31,5 %, et à moins de 5 % pour les ménages dont le chef a un niveau d'instruction supérieur.

#### **➤ Accès à l'eau potable**

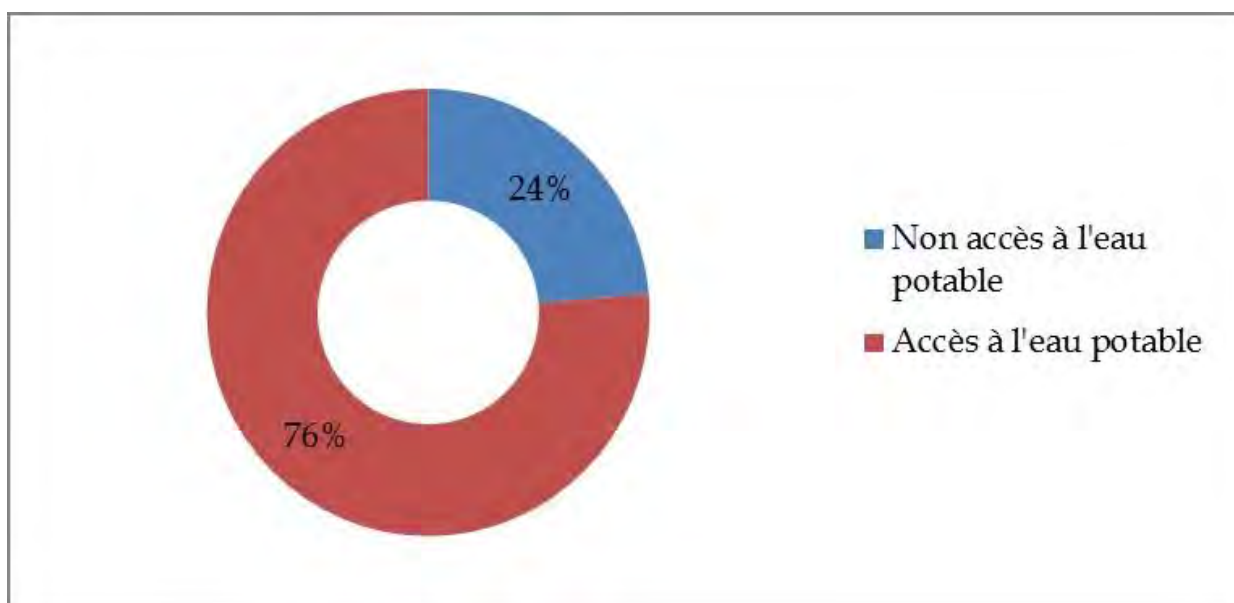
L'importance de l'accès à l'eau potable est capitale ; elle est inscrite dans les OMD au titre de la cible 7c, à savoir de « Réduire de moitié d'ici à 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base ».

Au Burkina-Faso, la consommation d'eau provenant de barrages, rivières, cours d'eau ou lacs demeure encore relativement peu élevée au niveau national (1,7 %). Toutefois, on note une nette baisse par rapport à 2009 où cette proportion était de 6,3 %. De même, la consommation d'eau de puits demeure toujours élevée (16,4 %) et est en baisse de 4,7 points par rapport à 2009.

La plupart des ménages burkinabè (44 %) s'approvisionne en eau de forage. Selon le milieu de résidence, six ménages sur dix utilisent l'eau de forage comme eau de boisson. Les ménages en milieu urbain utilisent essentiellement l'eau de fontaine (un ménage sur trois), et l'eau de robinet (la moitié des ménages).

On entend par source d'eau potable, les sources d'eau provenant des puits avec buses ordinaires, équipées d'un système de pompage, ou provenant de forages, ou de robinets. Au niveau national, 76,3 % des ménages consomment de l'eau potable.

**Figure 13 :** Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable



Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014

En termes de taux d'accès à une source d'eau potable, les ménages ayant à leur tête une femme ont plus accès à l'eau potable que les ménages ayant à leur tête un homme (80,7 % contre 75,6 %).

L'analyse selon la situation matrimoniale du chef de ménage montre que le niveau d'accès à l'eau potable des ménages dirigé par des hommes polygame est le plus faible (70,9 %) ; et le plus fort taux est constaté dans les ménages dirigés par des célibataires. Mais quelle que soit la situation matrimoniale, le taux d'accès est d'au moins 70 %. Il est à supposer que la part restante de 30 % de ménages sans accès à l'eau potable vit en milieu rural.

Une proportion similaire des ménages (66 %) a accès à l'eau potable à moins de 30

minutes aller-retour tandis que 34 % doivent parcourir un trajet de plus de 30 minutes matin et soir pour s'approvisionner. Il s'agit essentiellement de ménages ruraux et on peut donc estimer que près de la moitié doit parcourir plus de 30 minutes aller-retour pour se procurer de l'eau. Cette tâche incombe aux femmes et aux enfants et alourdit donc leur travail domestique en réduisant d'autant leur temps productif. Par ailleurs, cet éloignement impose également de lourdes contraintes aux activités de transformation et de préparation des aliments qui requièrent obligatoirement de l'eau. Enfin, en tant que principales utilisatrices de cette ressource, les femmes sont en contact permanent avec les eaux usées et insalubres, et donc les plus exposées aux maladies hydriques. Elles sont dès lors les principales victimes des pénuries d'eau.

**Figure 14 : Distance pour accéder à l'eau**

	1999	2003	2010	2014
% Ménages à plus de 30 min aller-retour d'un point d'eau	30,7	27,1	26,8	33,8
% Ménages à moins de 30 min aller-retour d'un point d'eau	57,5	48,5	61,6	44,9
% Ménages avec accès à l'eau courante	11,6	24,1	11,4	16,6

*Sources : Base de données genre de la Banque mondiale*

### ➤ Assainissement

L'accès à l'assainissement est l'un des indicateurs retenus pour mesurer la progression vers l'ODD 7 « Assurer un environnement durable ».

***Au Burkina Faso, pour se soulager, les ménages utilisent plusieurs types d'aisance.*** Les personnes font simplement leurs besoins dans la nature ou utilisent des ouvrages d'assainissement divers. Mais la défécation à l'air libre (dans la nature) est la pratique encore la plus répandue dans ce pays puisqu'elle concerne la moitié des ménages (50,5 %). Cette situation témoigne de la précarité économique, du faible accès aux infrastructures nécessaires et également du poids important des habitudes socioculturelles.

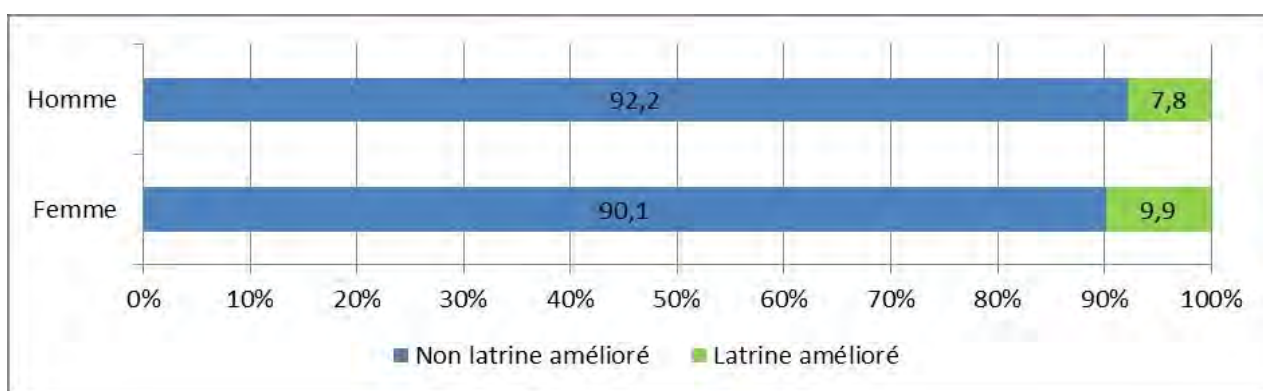
La pratique diffère toutefois selon le milieu de résidence. La défécation dans la nature est un phénomène plutôt rural (deux ménages sur trois) qu'urbain où elle est marginale (7,8 % des ménages).

***En ce qui concerne l'utilisation de latrines aménagées et fonctionnelles,*** l'EMC 2014 révèle que la moitié des ménages défèquent toujours dans la nature, et que 55% d'entre eux évacuent les excréta dans la rue. Au niveau national, le taux d'accès à l'assainissement est de 8,1 % et diffère selon les régions administratives du Burkina Faso.

En milieu rural, à peine 4 % des ménages utilisent des latrines améliorées. Par contre, en milieu urbain, près d'un ménage sur cinq.

L'accès à l'assainissement diffère aussi selon le sexe du chef de ménage. On constate qu'il est plus élevé dans les ménages dirigés par des femmes (près de 10 %) que dans les ménages dirigés par des hommes (7,8 %). Le même constat avait été fait quant à l'accès à l'eau potable, facteur éminemment lié à l'assainissement. Néanmoins, il convient de ne pas tirer de conclusions trop hâtives, sachant que la part des ménages dirigés par les femmes peut être davantage concentrée en milieu urbain et dans certains territoires qui pourraient avoir un meilleur accès aux infrastructures de base.

**Figure 15 : Taux d'accès à l'assainissement selon le sexe du chef de ménage (en %)**



Source : INSD/Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014

## **ANALYSE DES PARTIES PRENANTES ET PARTENAIRES POTENTIELS**

Plusieurs partenaires contribuent et/ou peuvent contribuer à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans le secteur de l'agriculture et le monde rural.

- **Les partenaires techniques et financiers**

Dans le domaine de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture et le secteur rural, ce sont les partenaires du cadre de concertation et les partenaires techniques en genre — FAO, Banque mondiale, GIZ et ONU Femmes — qui ont le plus grand rôle à jouer.

Les expériences recensées jusqu'à présent en matière de financement de l'intégration du genre au Burkina Faso, montrent qu'il existe plusieurs sources, à savoir :

- le Fonds commun genre des PTF (qui regroupe la coopération canadienne, suédoise, suisse, espagnole, UNICEF, PNUD, FNUAP, UEMOA) ;
- le Fonds local individuel des coopérations bilatérales et multilatérales ;
- les projets et programmes ayant une composante genre ;
- les structures de financement extérieures (ONG internationales) ;
- le budget de l'État à travers le Fonds national genre avec l'appui des PTF.

L'Agence française de développement (AFD) et la coopération française sont également actives avec un projet de collaboration sur l'intégration du genre et la publication d'un profil genre.

- **Les autres structures gouvernementales**

Le développement agricole et rural est par essence interministériel et le développement économique des femmes est étroitement lié à l'allègement de leurs tâches domestiques et reproductives. Mieux intégrer les enjeux de genre en son sein appelle également des partenariats avec d'autres structures gouvernementales associées aux infrastructures et services ruraux, au PNSR II et au développement rural.

On peut donc lister également les ministères et administrations qui suivent :

- Ministère en charge de la Promotion de la femme ;
- Institut national de la statistique et de la démographie (enquêtes ménages) ;
- Secrétariat permanent de la Coordination des politiques sectorielles agricoles ;
- Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique ;
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement ;
- Ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale ;
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation ;

- Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation ;
- Ministère de l'Eau et de l'Assainissement ;
- Ministère des Infrastructures ;
- Ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières ;
- Ministère des Transports, de la Mobilité urbaine et de la Sécurité routière ;
- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat ;

- **Les organisations de la société civile**

Créé en 1974, le Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG) est le premier collectif d'ONG et d'associations de développement de droit privé, à but non lucratif œuvrant au Burkina Faso. Le SPONG compte 134 organisations membres et un Groupe genre depuis 1999, devenu groupe thématique genre en 2012, comptant 26 membres. Voici les 8 points mis en avant par le SPONG dans un rapport d'opinion publié en juin 2013 :

1. Synergie avec les politiques clés en matière du genre ;
2. Éducation des filles ;
3. Violences faites aux femmes et aux filles ;
4. Santé maternelle et reproductive ;
5. Accès à l'emploi et aux activités génératrices de revenus ;
6. Réforme foncière et accès des femmes aux terres cultivables ;
7. Participation politique ;
8. Prise en compte du genre de façon transversale.

WILDAF-Burkina Faso a par exemple publié un état des lieux de la place de la femme dans la Constitution burkinabè, de même que dans le droit civil, le code pénal, le code des personnes et de la famille, au regard des droits politiques, des droits électoraux, etc.

En outre, un Réseau des comités de femmes des organisations syndicales du Burkina a été créé en 2017 pour résoudre la sous-représentativité des femmes au sein des syndicats. Il est affilié aux principaux syndicats de travailleurs.

Les priorités d'Action Aid au Burkina Faso incluent l'amélioration des pratiques d'agriculture familiale, l'accès à la santé et à l'éducation et l'appui à l'autonomisation économique des femmes.

Oxfam est aussi une organisation très active dans le développement agricole et le genre, avec des projets menés en partenariat avec les OP autour du warrantage, l'adaptation aux changements climatiques, le travail sur les cantines scolaires, etc.

- **Le secteur privé**

Le secteur privé agricole regroupe l'ensemble des entrepreneurs agricoles (producteurs individuels ou collectifs et autres acteurs des chaînes de valeurs agricoles). Ce secteur

étant dominé par les entreprises familiales, l'État burkinabè a lancé le Programme d'appui et de promotion du secteur privé en milieu Rural (PASPRU) dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale à travers le développement du secteur privé local sur la période 2010-2016. Notons que ce programme intègre l'approche genre en posant pour principe qu'au moins 35 % des entreprises (sur les 12 000 à créer) soient gérées par des femmes ou des groupes de femmes. En outre, un Programme de développement de l'entrepreneuriat agricole (PDEA) a vu le jour pour appuyer le développement des initiatives agricoles au Burkina Faso entre 2010 et 2018, et ce à travers la promotion d'un environnement favorable à la création d'entreprises et aux investissements privés, ainsi qu'au renforcement des capacités des acteurs.

- **Les organisations paysannes**

La **Confédération paysanne du Burkina** intègre la **Fédération nationale des femmes rurales (FNFR)**, et d'autres comme la fédération des jeunes professionnels agricoles ; une union des groupements de commercialisation ; des petits producteurs de lait et mini-laiteries et autres. Les femmes sont donc assez bien représentées.

Par ailleurs, la Fédération des industries agroalimentaires (FIAB) mentionnée auparavant, existe depuis plus de 25 ans et continue d'être très active.

- **Les autorités traditionnelles et religieuses**

Ces autorités contribuent à la définition des priorités nationales surtout en relation avec le développement social et économique. Elles ont collaboré en particulier à l'élaboration du PNDES (2016-2020) aux côtés des autorités administratives, de la société civile, des organisations de jeunesse, des syndicats, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers du Burkina Faso. Compte tenu de leur grande proximité avec certaines franges de la population, ces autorités morales ont un rôle à jouer afin de mieux situer les priorités en vue d'une bonne gouvernance.

## **ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE ET DES IMPACTS DU PNIA EN LIEN AVEC LA PROBLÉMATIQUE GENRE**

### **Les points critiques et les résultats du PNIA**

La formulation du PNIA/PNSR est marquée par les caractéristiques suivantes :

- **Inclusion et participation équitable des parties prenantes travaillant sur l'autonomisation des femmes et l'égalité de genre dans le dispositif de pilotage du PNIA/PNSR**

Le « Plan national d'investissements agricoles » (PNIA) du Burkina Faso a été formulé au terme d'un double processus : le premier, initié par le gouvernement avec le Cadre de concertation des partenaires du développement rural, vise l'amélioration de l'efficacité de l'aide dans l'esprit des Déclarations de Rome (2003) et de Paris (2005) ; et le second porté par la Commission de la CEDEAO vise la mobilisation des ressources en faveur du secteur agricole dans l'esprit de la déclaration de Maputo (2003). Il en a résulté un changement de dénomination du PNIA en Programme national du secteur rural (PNSR) (avec une fusion des processus du PNIA et du Programme sectoriel de développement rural productif (PROSDRp).

Ce document a été élaboré grâce à la participation de tous les ministères sectoriels en charge du développement rural, des instituts de recherche, des organisations paysannes, du secteur privé et de la société civile et en tirant parti de leurs compétences conjuguées. C'est donc un programme qui, pour le pays, s'érige en cadre de référence, de mise en cohérence, d'action et d'application des politiques agricoles nationale et communautaires.

- **Définition de la vision et des orientations stratégiques**

La vision nationale de l'agriculture et des orientations stratégiques du pays, à travers le PNIA/PNSR, ambitionne un « *un monde rural moins pauvre, jouissant d'une sécurité alimentaire durable grâce à :*

- *l'accroissement des productions agricoles, pastorales, halieutiques, forestières et fauniques, basé sur l'amélioration de la productivité ;*
- *une augmentation des revenus grâce à une plus grande intégration de l'économie de marché et à une diversification des activités économiques en milieu rural ;*
- *la modernisation de l'agriculture familiale paysanne ;*
- *la diversification et la spécialisation régionale des productions ;*
- *une gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes ».*

Les **orientations stratégiques** du PNIA se déclinent à travers les sept axes suivants :

- Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique ;
- Amélioration de la gestion de l'eau ;
- Développement durable des exploitations ;
- Gestion améliorée des autres ressources naturelles ;
- Développement des filières agricoles et promotion des marchés ;
- Prévention et gestion des crises alimentaires et autres calamités ;
- Renforcement institutionnel.

- **Intégration de l'approche genre au sein de la planification et gestion stratégique du PNIA/PNSR**

**Le diagnostic de la situation ayant servi de base à la formulation de la vision et des orientations stratégiques du PNIA, n'a pas intégré de données permettant de traiter les aspects genre.** En effet, il a fait l'impasse sur un certain nombre de mécanismes qui auraient été utiles : l'inclusion d'experts genre dans les mécanismes de concertation interministériels, intersectoriels et multi-acteurs pour l'élaboration du PNIA ; l'implication du ministère chargé de la femme/du genre ou d'autres mécanismes institutionnels importants dans la formulation du PNIA ; la prise en compte systématique du genre dans la définition des objectifs globaux et spécifiques, des résultats attendus et des activités prévues ; l'analyse sous l'angle genre des investissements proposés, y compris les incitations publiques, les partenariats publics-privés ; l'intégration du genre dans les réformes publiques proposées (par exemple la réforme foncière).

**La budgétisation et les stratégies de financement sont globalement définies sans prise en compte du genre malgré** les formations en budgétisation sensible au genre offertes à plusieurs spécialistes des questions financières en poste dans les différents ministères. Il s'agit là d'un paradoxe qu'il conviendrait d'analyser.

**Le processus de validation du PNIA/PNSR et de communication** n'a pas associé les experts genre, ni les organisations de femmes rurales. L'effet démultiplicateur qui aurait pu être attendu de l'appropriation du PNIA/PNSR par les organisations féminines a la base, n'a pas été atteint.

**Quant aux modalités de la gestion du programme,** elles sont essentiellement nationales, les agences de coopération technique et de financière y apportant leur collaboration. Une évolution graduelle allant de l'approche projet à l'approche programme devrait être observée. De plus, l'exécution du programme être l'occasion pour le gouvernement et ses partenaires extérieurs de mettre en œuvre la nouvelle modalité d'acheminement de l'aide publique au développement, par le biais des mécanismes budgétaires. Des actions systématiques d'information et sensibilisation seront entreprises pour assurer la visibilité des activités du PNIA : visites sur le terrain, mise en

valeur des réalisations, capitalisation et publication des meilleures pratiques sur le site en ligne du SP-CPSA.

**Les zones d'intervention :** de façon générale, à l'échelle du pays, des sous-programmes sont mis en œuvre. Toutefois, on note des spécificités, par exemple pour le sous-programme « Amélioration de la gestion de l'eau » : les grands projets d'irrigation sont localisés dans les bassins versants et ceux de petite irrigation dans des zones agroécologiques où les conditions sont plus favorables.

**Les groupes cibles :** il s'agit des producteurs et de leurs organisations, des acteurs du secteur privé, des groupements interprofessionnels, généralement ciblés par les collectivités locales (démembrements de l'État), et par les partenaires techniques et financiers.

**Le cadre institutionnel :** les institutions majeures devant intervenir dans la mise en œuvre du PNIA sont les institutions du secteur public, les institutions financières (banques et institutions de microfinance), les opérateurs privés, les organisations non gouvernementales et les organisations de producteurs.

**En termes de tendances,** il importe de relever les points suivants :

i) Sur la forme : l'option a été de privilégier l'approche participative en vue d'impliquer les parties prenantes même si leur degré de participation n'est pas spécifié. On peut lire ceci : « *Toutefois, les services des différents départements ministériels de soutien et d'accompagnement du développement du secteur rural ont été faiblement impliqués dans ces rencontres. En dehors de la DGEP et de la DGB, les autres, notamment l'INERA du MRSI, le SP/CONAP Genre du MPFG, les institutions/structures chargées de la nutrition, des pistes rurales, du commerce et de la transformation ont faiblement contribué ou n'ont même pas été impliqués dans le processus d'élaboration. Les structures qui sont impliquées ne sont présentes que lors des étapes de validation de certains produits du processus* » ;

ii) Sur le fond : la thématique de l'égalité entre les sexes n'est guère ciblée, ni dans le diagnostic, ni dans les objectifs et les programmes, en dépit des déclarations faites en faveur de la prise en compte du genre dans le secteur agricole.

**Le principal défi** est donc de rendre le PNIA/PNSR sensible au genre tant dans ses composantes que dans son processus d'élaboration et d'exécution. Pour ce faire, il faudrait : i) renforcer la sensibilité genre de l'équipe responsable du pilotage du processus (formulation, mise en œuvre et suivi-évaluation) à savoir le SP/CPSA, la DGESS et les autres acteurs impliqués ; ii) assurer la participation pleine et continue des experts genre au sein des ministères et du SP/CONAP Genre, une fois que ceux-ci se sont appropriés les enjeux, défis et perspectives du PNIA/PNSR, et associer les femmes rurales en tant que

parties prenantes de la société civile ; iii) allouer des ressources conséquentes pour assurer l'intégration systématique du genre.

### **Tendances générales, lacunes et défis pour l'égalité des sexes**

Compte tenu de l'absence de prise en compte du genre au sein du PNIA, la situation générale, y compris les lacunes et défis liés à la situation de la femme dans l'agriculture, ne relève pas exclusivement du PNIA mais de tout un ensemble de programmes et d'actions, devant être engagés par le ministère de l'Agriculture et d'autres ministères.

Il est possible de résumer les enjeux précédemment décrits ainsi :

**L'analyse de la situation des femmes rurales au Burkina Faso permet de rendre compte des écarts et des inégalités considérables qui existent entre les hommes et les femmes.**

Les femmes ont un **plus faible accès aux ressources naturelles**. Alors qu'elles représentent 52,3 % de la main-d'œuvre agricole en 2018 (EPA), elles occupent 62,7 % des parcelles agricoles, lesquelles ne représentant que 19 % de la superficie totale exploitée dans le pays. Ces petites parcelles qui leur sont allouées le sont le plus souvent à titre de prêt (65,3 %) ou proviennent d'un don ou leg (20,3 %) ; en outre, les deux tiers de ces parcelles sont sous un régime de propriété conjointe. En très grande part, les droits fonciers des femmes sont donc des droits d'usage et coutumiers qui leur sont retirés au décès de leur mari ou en cas de séparation, et ne leur permettent pas de faire des aménagements de long terme. Et en moyenne, elles exploitent moins de 20 % des parcelles irriguées (RGA, 2006-2010). Leur travail agricole est non rémunéré, et reste lié à l'exploitation familiale.

**Les femmes ont moins accès aux moyens de production.** Elles sont peu encadrées (5,8 %) et accèdent moins au crédit agricole (2,5 %) que les hommes. Elles n'utilisent que 8 % des engrais minéraux nationaux (6 % en 2008), et très faiblement les services financiers (3 % d'accès contre 7 % chez les hommes -EPA, 2018), le warrantage crédit (26 %, RGA, 2006-2010), les services techniques — elles représentent moins de 26 % des bénéficiaires de vulgarisation — ; les marchés leur restent fermés. Elles ont moins accès aux nouvelles technologies et possèdent deux fois moins de **téléphone portable** que les hommes en zone rurale (20 % contre 52 %). Si l'**accès à l'éducation** est maintenant plutôt paritaire et a fortement progressé, 30 % des filles n'y accèdent pas et l'analphabétisme touche davantage les femmes adultes (74 % contre 56 % des hommes), même si la situation progresse chez les jeunes (66% contre 43 % d'analphabétisme chez les hommes). La situation en 2018 reste alarmante en milieu rural avec un taux de 76,7 % d'analphabétisme chez les femmes, et de 57,3 % chez les hommes.

Les femmes sont particulièrement touchées par le **manque d'infrastructures dans les zones rurales**, notamment liées à l'eau et à l'énergie. En 2008, 34 % des ménages

devaient parcourir un trajet de plus de 30 minutes aller-retour pour accéder à un point d'eau potable. L'écrasante majorité des ménages dépend du bois de chauffe, ce qui alourdit la tâche des femmes qui sont responsables de la collecte, et se répercute sur leur santé physique et leur équilibre nutritionnel. Les ménages dirigés par des femmes ont encore moins accès à ces ressources.

On note également des différences dans les **activités agricoles**, les femmes étant portées davantage sur les productions de rente, l'élevage et l'embouche des ovins, la valorisation des produits forestiers non ligneux (leur exploitation est à 80,7 % féminine en 2018) la transformation et commercialisation de certains produits (les femmes représentent 90 % des effectifs de transformation de l'anacarde).

Le **changement climatique a inévitablement des impacts plus marqués** et particulièrement sévères sur les femmes du fait de leur manque de moyens et du poids des tâches domestiques (pour se procurer le bois et l'eau). L'adaptation au changement climatique nécessite des stratégies spécifiques pour les femmes.

Les femmes sont **fortement discriminées en termes de pouvoir de décision**. La gestion traditionnelle patriarcale du ménage semble avoir peu évolué entre 2003 et 2010 et montre que seulement 20 % des femmes participent aux décisions d'achat du ménage (contre 23 % en 2003), 10 % au trois grands types de décisions (achats, visites, santé). En 2018, 11,3 % des chefs de ménages sont des femmes et peuvent décider pour elles-mêmes (de leur production et utilisation, etc.). **Au niveau politique**, en 2016, il n'y avait que 9,44 % de femmes parlementaires et 24 % au gouvernement. Des organisations nationales de femmes émergent (Fédération des femmes rurales appartenant à la Confédération paysanne) et avec la Fédération de la transformation agro-alimentaire (FIAB), elles engagent d'importantes actions de plaidoyer. En moyenne, les femmes représentent 48 % des membres des organisations paysannes, mais seules 33 % d'entre elles occupent des postes de direction.

### **Bonnes pratiques en matière de programmation et de mise en œuvre sensibles au genre**

S'il n'est pas possible d'attribuer de grandes réalisations au PNIA, on note néanmoins plusieurs pratiques exemplaires de programmation et de mise en œuvre d'actions genre dans le domaine agricole, avec une poussée dynamique qui devrait permettre l'élaboration d'un deuxième PNIA intégrant pleinement le genre.

Le Burkina Faso a en effet posé des **bases solides pour la prise en compte du genre via la PNG et ses plans d'action et par un début d'institutionnalisation** — création d'un ministère, d'une direction générale pour l'autonomisation des femmes, d'un secrétariat du Conseil national pour la promotion du genre (conseil intégrant des représentants du ministère de l'Agriculture), d'une commission au Parlement, de cellules genre dans les

ministères, et y compris un conseil national agricole genre présidé par le Premier ministre et des conseils locaux. Les documents cadre promeuvent des interventions spécifiques pour les femmes rurales et le domaine agricole, notamment en termes d'accès et de gestion des différentes ressources naturelles (incluant l'accès au foncier), de moyens de production et de services (vulgarisation, technologie) ainsi que des initiatives pour mieux faire entendre la voix des femmes. Une alliance pour le genre a également été créée avec les principaux partenaires.

Le SP/ CONAP Genre a fourni **un appui technique aux trois ministères** compétents en matière agricole (agriculture, élevage et environnement) pour l'élaboration de leurs plans d'action genre 2013-2015, appuyée partiellement par un financement concédé par la Coopération suisse.

Le MAAH intègre désormais plusieurs structures :

- **Une cellule genre** : elle comprend 10 membres de différentes directions et du cabinet et joue un rôle d'alerte, de veille, de suivi de projets spécifiques. Elle a organisé plusieurs rencontres et participé à des réunions internationales, mais a du mal à se réunir et à agir faute de moyens suffisants.
- **Une équipe de formateurs et formatrices en analyse socio-économique** selon l'angle genre : après avoir été constituée, elle a assuré des formations aux responsables de structures déconcentrées et d'organisations de producteurs.

Toutefois, ce ministère n'a pas encore véritablement institutionnalisé le genre dans sa programmation et sa budgétisation.

Le Burkina dispose par contre de **données statistiques riches et désagrégées par sexe** (recensement général agricole, système d'enquêtes agricoles, enquête ménages multifactorielles, celle de 2014 comportant un important module agricole, LSMS-ISA). Les données agricoles ne sont cependant pas facilement accessibles en ligne et les rapports publics sur le recensement n'intègrent pas suffisamment l'analyse de genre. L'INSD a produit un Livret genre en 2014 mais n'a pas encore pu renouveler l'exercice, faute de budget. Les données sur les ménages de cette même année ont fait l'objet de plusieurs rapports d'analyse fournis (notamment sur l'emploi, la pauvreté, etc.) mais le volet agricole et genre semble insuffisamment développé.

Notons également **des initiatives intéressantes visant à développer et renforcer les partenariats et à mobiliser des ressources** : cadre de concertation genre, Fonds commun genre (Canada, Espagne, UNICEF, PNUD, FNUAP, Suisse, Suède, etc.) qui depuis 12 ans a financé 11 millions de dollars US en projets. Cependant, ces comités connaissent des difficultés de fonctionnement. L'absence de budgétisation sensible au genre et les dotations financières insuffisantes à ces structures entravent les avancées possibles. À relever également, le Premier ministre a lancé en 2017 un Programme d'autonomisation économiques des femmes et des jeunes à travers un Fonds d'appui aux activités

rémunératrices des femmes, et il en ressort qu'environ 60 % des bénéficiaires ont opté pour le financement d'activités du secteur agro-alimentaire.

**Les aspects genre sont relativement intégrés dans les politiques d'accès et de gestion des ressources naturelles.**

**La politique foncière** du Burkina pousse à une meilleure prise en compte du genre, soulignant le besoin de protéger les droits des femmes, de fixer des quotas pour les femmes et les jeunes dans certains périmètres, de favoriser la participation des femmes, des jeunes et des migrants aux institutions locales et coutumières et de renforcer le système de suivi. **À titre d'illustration, alors qu'habituellement 80 % des terres irriguées vont aux hommes, un quota de 30 % a été fixé pour les femmes au sein du programme Bagrépole en 2014 (Bagre Growth Pole, Banque mondiale).**

**Le changement climatique.** L'élaboration du Plan national d'adaptation aux changements climatiques adopté en juin 2015 a permis une bonne prise en compte des aspects genre, notamment par le biais de la participation des associations de femmes, l'intégration de la PNG et de ses principes directeurs, l'analyse genre des enjeux et des vulnérabilités face à l'évolution du climat. Sur la base des analyses genre effectuées et des mécanismes consultatifs auxquels les femmes ont été associées, des propositions spécifiques leur ont été faites : formation des membres des associations féminines, recherche de bonnes pratiques pour les répliquer, renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation via des activités génératrices de revenus. Les priorités d'action incluent également l'accès à l'eau en période de pénurie et une meilleure gestion et valorisation des produits forestiers non ligneux.

**Au niveau des filières, de la gestion post-récolte et de la commercialisation, les initiatives suivantes sont à retenir :**

- Initiative du **PAM « Achats pour le progrès » (P4P)** : elle vise à renforcer les capacités des petits producteurs et leur accès aux marchés agricoles (PAM, 2010). L'amélioration des revenus des femmes et des petits producteurs est facilitée par leur entrée sur les marchés en apportant une valeur ajoutée. Pour cela, sont mis en œuvre des processus (i) de formation des OP afin d'effectuer des ventes groupées et (ii) de consolidation des capacités des OP et de leurs membres. De plus, le PAM appuie les producteurs et transformateurs (majoritairement des femmes) à travers la mise en valeur des produits locaux (farines enrichies pour les nourrissons).
- Projets d'accompagnement de la **filière anacarde**, avec une considération prioritaire accordée aux femmes très présentes dans la transformation de ce produit (rapport GIZ 2012, appui spécifique par AVSF).
- Expérience d'appui aux groupements d'éleveuses de l'Union des coopératives rizicoles du BAMA (Cultivons 2016).

- Développement de nombreuses petites unités de transformation des farines enrichies pour l'alimentation des enfants (pour le sevrage et l'appui nutritionnel) de la Sodepal, organisation membre de la FIAB.
- Projet Karité mené par le ministère de la Promotion des femmes et autres initiatives de partenaires (cf. projet de renforcement des capacités des productrices de karité au Burkina Faso)
- Projet INADES sur le soja, de Tech-Dev sur le sésame.

La FAO appuie enfin un **projet sur la réduction des pertes alimentaires conjointement avec d'autres institutions des Nations Unies (FAO, FIDA, et PAM)**. Un atelier a été organisé en 2016 aux fins de validation d'une première étude sur les pertes post-récolte au Burkina dans les secteurs du niébé, du mil et du maïs, auquel 43 personnes de divers ministères et secteurs ont participé.

**Enfin, plusieurs initiatives cherchent à intégrer filière, commercialisation et protection sociale :**

- **Les cantines scolaires constituent une espèce de filet de protection sociale pour les femmes actives dans cette filière et pour l'approvisionnement alimentaire.** Il est important de mieux reconnaître le rôle de ces femmes et d'améliorer la gouvernance des dispositifs (voir Encadré 9).
- **Le système du warrantage crédit** est développé par Oxfam, en concertation avec des organisations paysannes locales (voir Encadré 6).

Le Burkina Faso **compte des organisations professionnelles assez dynamiques et porteuses de la voix de femmes :**

- **La Fédération nationale des femmes rurales (FNFR)**, créée en 2001, est présente dans 207 unions départementales et compte 3 700 membres (voir Encadré 10).
- **La Fédération des industries de l'agroalimentaire de transformation (FIAB)** créée depuis plus de 25 ans, est particulièrement active.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### Conclusions

L'évaluation du secteur de l'agriculture et du développement rural ainsi que de la mise en œuvre du PNIA/PNSR au Burkina Faso a été révélatrice et a permis de mettre en exergue la situation complexe de l'approche genre dans ce secteur et de sa faible intégration.

**L'analyse des politiques montre l'existence d'une volonté** qui est exprimée par des déclarations, des intentions, des cadres référentiels et des mécanismes favorables à l'intégration systématique du genre dans ce secteur. Des instruments et des capacités institutionnelles sont en place, mais doivent être renforcés par des **mécanisme d'intégration et de suivi du genre plus performants** (budgétisation sensible au genre, cibles et quotas pour les femmes, marqueurs genre, mécanismes incitatifs, etc.). La stagnation des femmes et la **faiblesse de leur pouvoir de décision** au sein des ménages appellent à des efforts spécifiques pour faire évoluer les normes sociales et les préjugés entravant leur développement. Le secteur de l'agriculture concentre encore de nombreuses inégalités entre les hommes et les femmes ; or la femme rurale est un moteur indispensable au développement agricole et économique. Cette thématique mérite d'être **priorisée et rendue plus visible**, notamment par des alliances interministérielles de soutien aux mécanismes genre. Une **mobilisation de ressources** est indispensable afin d'appuyer des résultats concrets sur le terrain.

L'évaluation genre dans ce pays ainsi que de la mise en œuvre des PNIA a permis de confirmer l'importance du rôle des femmes dans le secteur agro-alimentaire et l'étendue des écarts qui persistent entre les hommes et les femmes. La prise en compte du genre dans les analyses diagnostiques et sa traduction dans les orientations et choix stratégiques, avec une planification en conséquence, permettraient un accès plus équitable des femmes aux facteurs de production et aux sphères de décision, de même que leur participation équitable et responsable, dans une optique de complémentarité, gage d'un développement rural plus participatif, plus juste et plus durable.

L'égalité des sexes dans l'agriculture et l'autonomisation des femmes, dans le contexte burkinabè, sont des objectifs qui peuvent bénéficier d'atouts importants et d'opportunités intéressantes, mais qui doivent encore se traduire dans la réalité. Des appuis techniques et financiers restent sans nul doute nécessaires pour instrumentaliser les plans d'actions, en cours d'exécution ou d'élaboration au sein des ministères du secteur rural. Celui de la FAO et d'autres partenaires techniques s'avère donc indispensable.

Les recommandations qui suivent s'inscrivent dans cette optique.

## Recommandations

La faible évolution de la situation des femmes fait que **les priorités** définies dans les documents consacrés aux politiques de genre en lien avec l'agriculture, notamment le Programme présidentiel, restent pertinentes. Ces priorités recoupent celles inscrites dans les grands engagements souscrits au niveau international et régional :

- Renforcement **des capacités de prise en compte du genre**, via une programmation et budgétisation sensible au genre, un suivi-évaluation, des partenariats et une plus forte mobilisation des ressources financières et capacités techniques, notamment des ministères concernés et institutions associées (Cadre genre et agriculture 2013-15 restant sans doute valable ; Plan d'action Genre, UA 2009) ;
- Renforcement des **capacités techniques et organisationnelles des institutions rurales en matière de genre** ; renforcement des organisations de femmes et amplification de la voix des femmes dans les organisations mixtes (CEDEF 14) ; renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation des femmes (ODD 5) ;
- Renforcement de **l'accès à la terre et à l'eau** (30 % des terres aménagées selon le Programme présidentiel, priorité de l'UA), aux finances (priorité de l'UA, 50 % de femmes bénéficiaires et SDR), aux technologies (PNG, SDR, Programme présidentiel), ainsi qu'aux soins de santé (Programme présidentiel) ;
- **Liberté et autonomisation économique des femmes** (Programme présidentiel) ; appui aux filières féminines (karité, néré, PFNL) et à l'entrepreneuriat féminin pour faire émerger des petites unités de transformation (passer à 50 % de femmes entrepreneuses selon le PNDES ; Déclaration Malabo 2014/PDDAA sur la participation des femmes aux chaînes de valeur ; propositions de la FIAB) ;
- **Réduction des charges de travail** (corvées d'eau, bois de chauffe, etc.) en adéquation avec l'ODD 5 et l'initiative pour l'abandon de la houe de l'UA ;
- Intégration pleine des enjeux de genre dans **programmes environnementaux et d'adaptation au changement climatique** (Plan adaptation changement climatique ; ODD 13 ; Malabo 2014).

Au terme de l'évaluation des questions de genre dans le secteur agricole burkinabè et dans la formulation et mise en œuvre du PNIA/PNSR, les recommandations suivantes sont formulées tant à l'endroit du gouvernement du Burkina Faso, que de la FAO et de la Commission de la CEDEAO qui sont les commanditaires de l'étude.

## **Recommandations aux ministères de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique**

- ✓ **Disséminer les résultats validés** de la présente étude auprès des ministères du secteur rural, du secrétariat permanent à la promotion du genre, du bureau du Premier ministre, du FAARF, du caucus genre, de la commission genre action sociale et santé et du bureau de l'Assemblée nationale, des organisations du secteur agro-alimentaires et aux autres partenaires impliqués dans la promotion du genre (partenaires des cadres de concertation genre, Fonds commun genre, Oxfam, Action Aid, etc.) dans le but de les amener à comprendre non seulement les tendances, les lacunes, les défis, mais aussi les atouts qui se dégagent en matière d'intégration du genre dans l'agriculture. **Sur la base du diagnostic et en collaboration avec le secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre**, développer avec les partenaires principaux une stratégie et un plan d'action ainsi qu'une liste d'indicateurs devant être mis à jour pour la prise en compte du genre dans l'agriculture et en faciliter le financement.
- ✓ **Intégrer** ces éléments et s'appuyer sur le guide « Cultivons » concernant l'intégration du genre dans les PNIA en vue de **mettre à jour les manuels de programmation** du ministère en intégrant mieux le genre et d'orienter la formulation du PNIA2 **en assurant la participation formelle de femmes rurales et d'organisation de la société civile capable de les représenter au sein des cadres de concertation et de pilotage du PNIA2.**
- ✓ **Lancer la mise à jour des politiques et programmes fonciers** en fonction des VGGT pour une meilleure prise en compte du genre : adoption d'une directive pour suivre l'objectif de l'Union africaine concernant l'allocation de 30 % des terres aménagées aux femmes.
- ✓ En cohérence avec les priorités de l'Union africaine sur l'abandon de la houe, lancer une initiative spécifique avec des instituts de recherche et des partenaires de la vulgarisation et du financement pour favoriser le développement d'**innovations, de technologies sensibles au genre**, leur adoption par les femmes et d'augmenter le nombre de bénéficiaires femmes de la vulgarisation agricole.
- ✓ En ligne avec les priorités de Malabo et du CAADP, promouvoir l'initiative « **filières féminines** » et la participation des femmes aux chaînes de valeur, en proposant l'intégration systématique du genre dans les analyses et programmes et en soutenant de façon concertée les filières prioritaires, par exemple karité, lait et riz (cohérence avec le PRIASAN 2015-22), et de transformation céréalière (poursuite de l'initiative de Sodepal sur les farines lactées, etc.).
- ✓ Appuyer l'initiative « **voix et organisations des femmes rurales** » pour poursuivre le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des organisations de femmes et l'amélioration des capacités genre des OP mixtes (suivi

au niveau des membres et des organes de direction, quota femmes, stratégie genre, budgétisation sensible au genre, collèges de femmes, etc.).

- ✓ Renforcer le plan d'adaptation au changement climatique sensible au genre pour lever des financements en vue de faire naître et d'appuyer des projets spéciaux « **femmes et changement climatique** ».

### **Recommandations au secrétariat permanent du Conseil National pour la promotion du genre**

- ✓ **Mettre au point des lignes directrices concernant :** i) quota de participation des femmes et des organisations de femmes à la conception et au pilotage des politiques au niveau national et local, ainsi que pour les nouveaux recrutements ; ii) adoption d'un marqueur genre (base FAO, CDE, FIDA), séparant également jeunes et ruraux et systématiquement renseigné au cours des cycles de projet ; iii) adoption de la budgétisation et du suivi-évaluation tenant compte du genre ; iv) intégration du thème spécifique de la femme rurale et du développement agro-alimentaire au sein des différents cadres et fonds consacrés au genre ; v) ancrage du genre au sein des attributions des ministères sectoriels et des ressources humaines (avancements de carrière pour formation genre, dépassements d'objectifs genre, etc.) et des thèmes traités par le comité interministériel du développement rural.

### **S'agissant de l'accroissement des financements en faveur des femmes rurales :**

- ✓ **Réunions avec les partenaires techniques et financiers (notamment ceux gérant les fonds consacrés au genre) et rapprochement des cadres de concertation genre** pour assurer une meilleure prise en compte et visibilité du financement des activités agricoles et rurales au sein de ces fonds, et faciliter une coordination des ministères et partenaires pour financer la stratégie et le développement de programmes spécifiques.
- ✓ Impliquer les ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage, de l'hydraulique et des forêts dans le suivi et la **consolidation du FAARF** de façon à capitaliser ses succès et d'élargir ses programmes.
- ✓ En collaboration avec la cellule genre du MAAH, les institutions de financement intéressées et les partenaires techniques et financiers, développer une stratégie de **finances rurales inclusives** pour appuyer les activités agricoles et non agricoles, à la fois à court terme (fonds de roulement, crédit de campagne) et à long terme (investissement), en tirant parti des enseignements du FAARF et du warrantage crédit. Cette dynamique serait en cohérence avec les priorités du PRIASAN 2015-2022 et les objectifs de l'UA (50 % des financements pour les femmes), mais

pourrait nécessiter un fonds de garantie spécifique pour les femmes et les jeunes et d'autres mécanismes incitatifs.

- ✓ Une collaboration avec l'équipe spécialisée de la FAO serait l'occasion pour la cellule genre de présenter ses réalisations ainsi que ses perspectives pour les années à venir et envisager les synergies possibles d'action pour une meilleure intégration du genre dans le secteur agricole et dans le monde rural en général.

### **Soutenir le renforcement des capacités en matière de statistiques genre et la visibilité et utilisation des données pour éclairer les politiques**

- ✓ Renforcer les **capacités statistiques /indicateurs agricoles, par la formation en genre** des agents chargés de la production des statistiques rurales et agricoles.
- ✓ Soutenir la mise à jour du Livret genre et assurer une plus forte intégration de l'analyse spécifique du secteur agricole et rural ; un appui spécifique pourrait permettre de l'aligner sur les ODD qui préconisent une désagrégation des indicateurs selon le genre, l'âge, le type de production, etc. et sur la CEDEF (dispositions sur la femme rurale).
- ✓ Lancer des appels à l'analyse thématique enrichie des microdonnées, notamment sur le genre, les jeunes, etc.
- ✓ **Développer un observatoire/plateforme** en ligne pour mieux rassembler et rendre visibles les données, et faciliter leur analyse désagrégée par type d'acteur (femmes, jeunes, ruraux, petits agriculteurs familiaux... Comme préconisé par l'ODD 2.3), ainsi que des rapports, méthodes et programmes en faveur du genre. Cet observatoire pourrait permettre d'amplifier la voix des femmes rurales et de leurs organisations et de réunir des données qualitatives.
- ✓ En collaboration avec la cellule genre du MAAH, soutenir **le renforcement des capacités** des agents clés des ministères du secteur rural, des responsables des ONG et des institutions travaillant sur le genre et le développement rural/agriculture (démarche et outils), y compris en mettant au point des **manuels/cadres méthodologiques** pour faciliter la mise en œuvre de ces directives et programmes. Fournir un appui ciblé aux cellules genre, notamment dans l'agriculture, pour la mise en œuvre de leurs plans d'actions en accord avec les priorités de la FAO dans ce domaine.
- ✓ **Initiative « nutrition et malnutrition »** : élaborer un programme d'analyse des facteurs de développement rapide de l'obésité, particulièrement chez les femmes, et un plan de lutte contre l'obésité et la malnutrition, valorisant les productions et savoirs locaux, l'éducation à la fois des mères et des pères.

- ✓ En collaboration avec les ministères intéressés au développement rural, lancer des programmes spécifiques pour **l'éducation en matière de genre, l'abandon des normes sociales néfastes et la promotion de la femme rurale** :
  - Intégration du genre au sein des **campagnes médias, d'alphabétisation fonctionnelle** et de formation agricole à destination des hommes et des femmes des zones rurales, intégrant les questions de genre et la lutte contre les normes sociales néfastes discriminant les femmes ;
  - Promotion d'**approches communautaires et d'un appui aux ménages** intégrant le genre (exemple : ateliers pour les ménages facilitant l'analyse conjointe du fonctionnement du ménage et dynamiques de changement).

**Mettre en avant des modèles féminins positifs en milieu rural : travailler avec le ministère chargé de la femme et le MAAH pour intégrer les femmes rurales du secteur agricole dans les initiatives promouvant les compétences féminines :**

- ✓ Encourager les **modèles de masculinité positive et l'appui des hommes** à la promotion des femmes (cf. campagne « He for She ») ;
- ✓ En collaboration avec le secrétariat du CONAP genre, appuyer **l'élaboration de statuts facilitant la reconnaissance des contributions des femmes rurales** : ceci implique notamment le développement d'un statut de l'exploitation familiale reconnaissant formellement les contributions de ses membres, y compris les femmes (exemple du GAEC en France), facile à mettre en œuvre pour les femmes participant aux chaînes de valeur (par le biais de leurs petites activités de transformation, restauration collective etc.). Afin de faciliter leur adoption, ces statuts pourraient être obligatoires sur la base d'un registre et bénéficier ainsi des programmes d'appui, à l'image des expériences positives de l'Amérique latine sur ce thème.

### **Recommandations à la Commission genre et agriculture de la CEDEAO**

- Fournir un appui technique pour une meilleure intégration du genre et mise en œuvre du PRIASAN et des stratégies genre développées au niveau de la CEDEAO et de l'UA ;
- Favoriser l'adoption de directives/réglementations incitant à l'adoption au niveau national de budgets sensibles au genre, de quotas pour les femmes, de marqueurs genre, etc. ;
- Tirer parti des expériences nationales et appuyer le renforcement des capacités et des échanges Sud-Sud au sein des différents pays de la CEDEAO, sur la base des bonnes pratiques recensées ;
- Mettre en place un fonds commun genre régional pour financer des mécanismes incitatifs et/ou cofinancer en priorité les initiatives conjointes de travail ;

- Poursuivre la collaboration sur la dynamique genre de l'UEMOA.

### **Recommandations aux femmes elles-mêmes, aux communautés de base et aux organisations de la société civile**

Faire en sorte que ce rapport leur permette de :

- Organiser des actions de sensibilisation et de concertation avec les organisations de base pour enrichir le diagnostic et les recommandations spécifiques ;
- Développer différents outils de plaidoyer pour renforcer la prise en compte des difficultés de la femme rurale au sein des différents cadres politiques ;
- Élaborer ou renforcer les stratégies genre des différentes organisations et amplifier la voix des femmes au sein des organisations mixtes ;
- Renforcer les capacités des femmes rurales sur les enjeux et réalités de leur situation ;
- Apporter des témoignages, des données et des études de cas complémentaires pour enrichir ces diagnostics ;
- Développer des programmes complémentaires en phase avec les priorités précédemment identifiées.

### **Recommandations aux partenaires techniques et financiers**

L'évaluation effectuée au niveau national en décembre 2015 est destinée à offrir une base objective pour l'élaboration du 2<sup>e</sup> cycle PNIA/ PNSR applicable à la période 2016-2020. L'occasion est donc donnée de proposer plusieurs pistes de réflexion à la FAO et aux autres partenaires :

- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication/ sensibilisation à l'endroit des acteurs étatiques et non étatiques sur les enjeux, les défis, les lignes directrices, les orientations et les principes devant guider l'élaboration de la deuxième génération de PNIA pour une meilleure appréhension des questions clés et une participation active de chaque catégorie d'acteurs ;
- Renforcer les capacités en genre pour la formulation et la mise en œuvre du PNIA/PNSR par les membres de l'équipe sectorielle devant participer aux dialogues en rapport avec le développement rural, la sécurité alimentaire et l'environnement et chargés du suivi et de la supervision de sa mise en œuvre ;
- Encourager le plaidoyer, à conduire par les cellules genre du secteur rural appuyées par le SP/CONAP Genre, et s'adressant aux autorités de ce secteur pour la résolution des difficultés qui freinent la dynamique d'intégration du genre ; et

appuyer la mise en place de programmes et la mobilisation de ressources sur les questions prioritaires validées avec les partenaires.

\*

Afin d'appuyer les recommandations qui précèdent, nous préconisons l'établissement d'un partenariat actif entre le point focal genre du bureau de la FAO à Ouagadougou et les cellules genre des ministères du secteur rural dans une optique d'accompagnement et de suivi. Un tel partenariat servira de point de référence à la Fonctionnaire principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural, basée à Accra.

Enfin, il est proposé de tirer parti de la dynamique régionale et de soutenir le développement d'une plateforme en ligne permettant le partage des expériences et des données et d'engager la CEDEAO et l'Union africaine à développer une stratégie de capitalisation et d'échanges Sud-Sud, facilitant le renforcement des capacités et l'harmonisation de toutes ces questions à l'échelle régionale.

## BIBLIOGRAPHIE

- Burkina Faso, 2018, Deuxième programme national du secteur rural (PNSR II) 2016-2020 ;
- Burkina Faso, 2018, Politique sectorielle « Production agro-sylvo-pastorale » (PS-PASP), 2017-2027 ;
- Burkina Faso, 2015, Stratégie de développement rural (SDR) 2016- 2025 ;
- Agence française de développement, 2014, Profil genre du Burkina Faso ;
- Banque mondiale, 2003, Analyse stratégique des enjeux liés au genre au Burkina Faso ;
- Banque mondiale, 2011, Rapport d'évaluation de projet Bagre ;
- Banque mondiale, 2014, Cadre d'analyse de la gouvernance foncière du Burkina Faso ;
- Burkina Faso, 1998, Document d'orientations stratégiques (DOS) ;
- Burkina Faso, 1999, Plan stratégique opérationnel (PSO) ;
- Burkina Faso, 2003, Stratégie de développement rural (SDR) à l'horizon 2015 ;
- Burkina Faso, 2007, Politique nationale en matière d'environnement ;
- Burkina Faso, 2007, Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural ;
- Burkina Faso, 2010, Recensement général de l'agriculture, 2006-2010 ;
- Burkina Faso, 2008, Document guide de la révolution verte ;
- Burkina Faso, 2009, Politique nationale Genre (PNG) ;
- Burkina Faso, 2011, Programme d'actions du gouvernement pour l'émergence et le développement durable (PAGEDD) 2011-2015 ;
- Burkina Faso, 2011, Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) 2011-2015 ;
- Burkina Faso, Plan d'action opérationnel de la PNG 2011-2013 et 2016-2018 ;
- Burkina Faso, 2011, Programme national du secteur rural (PNSR) 2011-2015 ;
- Burkina Faso, 2011, Note de cadrage pour l'élaboration du PNSR ;
- Burkina Faso, 2013, SCADD, Rapport de performance de l'année 2013 ;
- Burkina Faso, 2013, Politique nationale de développement durable (PNDD) ;
- Burkina Faso, 2015, Politique nationale de l'eau (PNE) ;
- Burkina Faso, 2016, Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 ;
- Campagne Cultivons, 2016, Guide pour l'intégration du genre dans les PNIA et les PRIA ;
- FAO, 2015, Rapport d'évaluation du Cadre de programmation par pays 2010-2014 ;
- FAO, 2018, Diagnostic régional du genre en agriculture au sein de la CEDEAO ;
- Fondation Farm, 2012, *Les organisations de producteur en Afrique de l'Ouest et du Centre : attentes fortes, dures réalités ; le cas du Burkina Faso* ;
- GIZ, 2008, Analyse de la chaîne de valeur de l'anacarde ;
- INSD, 2007, Enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages (EA-QUIBB) ;

- INSD, 2010, Résultats de l'enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDSBF-MICS IV) 2010 ;
- INSD, 2014, Résultats de l'enquête multisectorielle continue ;
- Ministère de l'Hydraulique, 2000, Problématiques sociologiques de la gestion des ressources en eau du Burkina Faso ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 2009 ;
- Programme national d'investissements agricoles (PNIA) ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, Actes des assises nationales sur les États généraux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (EGASA) ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 1992, Lettre de politique de développement agricole (LPDA) ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 2008, Programme d'investissement du secteur de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques (PISA) ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 2008, Programmes de spécialisation régionale (PROSPER) ;
- Oxfam, 2015, Warrantage paysan au Burkina Faso : Stocks de proximité et accès au crédit ;
- Oxfam, 2015, Protection sociale et sécurité alimentaire au Burkina Faso, « Les boutiques témoin » ;
- Oxfam, 2015, Protection sociale et sécurité alimentaire au Burkina Faso, Les cantines scolaires ;
- INSD, 2014, Livret genre ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 2003, Stratégie nationale de sécurité alimentaire ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 2004 : Politique nationale de développement durable de l'agriculture irriguée, stratégie, plan d'action et plan d'investissement à l'horizon 2015 ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 2010 ;
- Politique nationale de développement de l'élevage (PNDEL) 2010-2015 ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 2005 : Plan Stratégique genre et développement agricole au Burkina Faso ;
- MAHRH, 2010, Annuaire statistique ;
- Ministère de l'Économie et des Finances, 2013, Annuaire statistique ;
- Ministère de la Promotion de la femme 2010, Annuaire statistique ;
- Ministère de la Promotion de la femme et du Genre, 2013, Annuaire statistique ;
- Ministère de la Santé, 2014, Annuaire statistique ;
- PNSR, Compte rendu de l'atelier de validation des termes de référence pour l'évaluation du PNSR, la révision de la SDR et la formulation du PNSR2 par le comité technique interministériel du PNSR ;

- PNSR, Rapport d'évaluation du protocole de financement commun pour la mise en œuvre des activités de la feuille de route (période 2010-2012) d'élaboration du Programme national du secteur rural (PFC-PNSR) ;
- PNSR, Rapport d'analyse de la performance du PNSR, décembre 2015 ;
- Programme national du secteur rural (PNSR), 2011-2015 ;
- Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement à l'horizon 2015, 2006 ;
- Waongo and Cie, 2013, Conservation post-récolte des céréales en zone sud-soudanienne du Burkina Faso : Perception paysanne et évaluation des stocks.

### **Sites Internet**

- <http://burkinafaso.opendataforafrica.org>
- [www.cpf-bf.org](http://www.cpf-bf.org)
- <http://datatopics.worldbank.org/gender/>
- [www.IFAD.org](http://www.IFAD.org)
- <http://www.insd.bf/n/index.php/indicateurs?id=61>
- [www.fao.org](http://www.fao.org)
- <http://www.fao.org/faostat/en/#country/233>
- <http://www.fao.org/economic/ess/ess-wca/wca-2010/countryinfo/en/>
- <http://www.fao.org/gender-landrights-database/>
- <https://fondscommungenre.org>
- [www.gouvernement.gov.bf](http://www.gouvernement.gov.bf)
- <http://netafrique.net/liste-des-beneficiaires-du-programme-dautonomisation-economique-des-jeunes-et-des-femmes-paejf/>
- <https://www.oxfam.org/>
- <http://www.sodepal.freesevers.com/pageswebs/presentation.htm>
- <http://www.spong.bf/?cat=10>
- <https://www.agriculture.bf/>

## ANNEXES

### ANNEXE 1 : Cadre d'analyse se rapportant à l'intégration du genre dans les Plans nationaux d'investissement agricole

Le PNIA est structuré autour de six programmes qui sont :

Programme PNIA	Analyse genre des composantes PNIA /programme	Commentaires
(i) <i>Gestion durable des terres et adaptation aux changements climatiques</i>	La justification, les objectifs, les résultats et les axes prioritaires d'intervention de chaque sous-programme ont été formulés sur la base de données globales, non désagrégées par sexe. La situation de départ, les besoins et préoccupations différenciés des femmes et des hommes n'ont pas été analysés, ni les interrelations. Leur participation différenciée par sexe à la mise en œuvre n'est pas définie. Aucune référence n'est faite à la prise en compte du genre.	<b>Les six sous-programmes ne tiennent absolument pas compte du genre.</b>
(ii) <i>Amélioration de la gestion de l'eau</i>	Idem. Les rôles et responsabilités différenciés des femmes et des hommes ne sont ni analysés ni pris en compte.	
(iii) <i>Développement durable des exploitations agricoles</i>	Idem. Les rôles et la contribution de chaque sexe au niveau des exploitations familiales ne sont ni analysés ni considérés dans ce sous-programme.	
(iv) <i>Développement des filières agricoles et promotion des marchés</i>	Idem. Il n'y a pas de différenciation entre les filières portées par chaque sexe.	

(v) <i>Gestion améliorée des autres ressources partagées</i>	Idem. Les relations traditionnelles des femmes et des hommes avec les ressources naturelles, notamment forestières, sont omises dans l'analyse et la planification des axes prioritaires d'intervention.	
(vi) <i>Sécurité alimentaire et nutritionnelle</i>	Idem. La situation nutritionnelle décrite selon le genre dans les résultats de l'EMC 2014 n'a pas été prise en compte pour mieux orienter les axes prioritaires d'intervention selon une perspective de genre.	

**Le système de notation genre de la FAO (Gender marker) est basé sur les critères suivants pour l'analyse des résultats, des produits et des activités :**

<b>G0</b>	<b>Le produit, le service ou l'activité ne prend aucunement en compte l'égalité des sexes.</b>
<b>G1</b>	<b>Le produit, le service ou l'activité prend en compte l'égalité des sexes dans une certaine mesure (quelques dimensions).</b>
<b>G2a</b>	<b>Le produit, le service ou l'activité prend en compte les questions liées à l'égalité des sexes de manière systématique, bien qu'il ne s'agisse pas de l'un de ses principaux objectifs.</b>
<b>G2b</b>	<b>L'objectif principal du produit, du service ou de l'activité est d'améliorer l'égalité des sexes et /ou l'autonomisation des femmes.</b>

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
<p><b><u>PERTINENCE</u></b></p> <p><b>R1 : Conception de la politique</b></p> <p><b>La pertinence des interventions du PNIA par rapport aux mandats de la FAO, de la CEDEAO et du gouvernement en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes (Politique nationale sur le Genre ; Objectifs</b></p>	Est-ce que l'analyse du contexte national et du contexte sectoriel du PNIA prend adéquatement en compte la dimension genre ?	Non	G0	<p><b>L'analyse genre du PNIA / PNSR Burkina Faso permet de conclure que celui-ci ne prend pas en compte les disparités et inégalités existant entre les hommes et les femmes dans les secteurs agricoles, du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et n'offre pas non plus de réponses pour les réduire.</b></p> <p><b>L'égalité entre les sexes n'a pas été ciblée ni dans le diagnostic, ni dans les objectifs et les programmes, malgré les déclarations faites en faveur de la prise en</b></p>
	Est-ce que les programmes et projets proposés dans le PNIA reflètent la situation sur la base d'une analyse genre ?	Non	G0	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
<b>en matière d'égalité de genre dans les Plans de développement nationaux et les politiques liées à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, le développement rural)</b>  <b>La sécurité alimentaire et la nutrition</b>  (3) Cette section examine comment le PNIA traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon				<b>compte du genre dans le secteur agricole.</b>
	Y a-t-il des objectifs conçus pour atteindre l'égalité des sexes dans le programme ?	Non	<b>G0</b>	
	Y a-t-il des produits et des résultats visant à atteindre l'objectif d'égalité entre les sexes et l'éradication de la faim et l'insécurité alimentaire ?	Non pour l'objectif d'égalité entre les sexes	<b>G0</b>	
	Y a-t-il des interventions pour traiter les liens entre le genre et la malnutrition ?	Non	<b>G0</b>	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
la perspective de genre				
<b>R2: Participation</b>  <b>La participation au processus d'élaboration des PNIA et leur mise en œuvre</b>	Est-ce qu'une analyse de genre fait partie intégrante de la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de tous les programmes et projets (preuves) ?	Non	<b>G0</b>	<b>Il n'y a pas d'inclusion et de participation équitable du ministère chargé de la femme/du genre, et des points focaux genre des ministères du secteur rural.</b>
<b>Leadership et participation</b>  Cette section analyse dans quelle mesure les femmes ont participé adéquatement aux mécanismes de dialogue politique et de prise de décisions liées à la formulation, la mise	Le processus de préparation du PNIA a-t-il été expliqué à diverses groupes/organisations de femmes et d'hommes ?	Cela est supposé à travers cette phrase « la participation de toutes les compétences des ministères sectoriels en charge	<b>G0</b>	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
en œuvre et le suivi du PNIA.		<i>du développement rural</i> », mais non désagrégé H/F		La budgétisation sensible au genre n'est
	Est-ce que le processus de préparation du PNIA montre la participation des différentes parties prenantes, hommes et femmes ?	Non	G0	
	Dans quelle mesure le processus de formulation et de mise en œuvre du PNIA a impliqué le ministère chargé du Genre/de la Condition féminine, la Cellule ou l'Unité Genre du ministère de l'Agriculture et autres	Non	G0	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	institutions pertinentes sur le genre ?			<b>pas encore appliquée au Burkina Faso, ni pour le budget national, ni pour les fonds provenant des partenaires, ni pour les fonds destinés au financement du PNIA.</b>
	Dans quelle mesure les réseaux/organisations de femmes ont-ils été consultés dans la préparation du PNIA ?	Aucune consultation	<b>G0</b>	
	Est-ce que les réseaux/organisations de femmes jouent un rôle spécifique dans la préparation du PNIA ?	Leur rôle n'est pas défini bien que pertinent	<b>G0</b>	
	Le point focal de genre au sein du ministère de l'Agriculture a-t-il été impliqué dans la préparation du PNIA ?	Non	<b>G0</b>	
	Est-ce que le PNIA reflète clairement les contributions des	Non	<b>G0</b>	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	réseaux/organisations de femmes ?			
<b>R3: Budgétisation</b>  <b>Agriculture et financement du développement rural et des investissements</b>  Cette section évalue si les mécanismes de budgétisation et de financement pour la mise en œuvre du PNIA, ainsi que les mécanismes de suivi des dépenses sont sensibles au genre.	Est-ce que le PNIA alloue systématiquement des ressources pour répondre de manière spécifique aux contraintes, aux besoins et aux priorités des hommes et femmes ?	Non	<b>G0</b>	
	Est-ce que le PNIA alloue un budget spécifique à des programmes ou projets autonomes ciblant spécifiquement les femmes pour réduire les inégalités entre les sexes ?	Non	<b>G0</b>	
	Quel est le pourcentage, le cas échéant, du budget du PNIA alloué aux interventions spécifiques ciblant les femmes (par	N/A	<b>G0</b>	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	exemple cible standard minimum de la FAO est de 30 %) ?			
	Est-ce que le PNIA inclut des mesures visant à faire appliquer la budgétisation selon le genre ?	Non	G0	Les modalités de gestion sont définies globalement, sans une différenciation femmes/hommes. Il va sans dire que leur exécution suivra la même logique. Il sera donc difficile de différencier l'impact potentiel à la fin de la mise en œuvre.
<b>EFFICACITÉ</b> <b>(Réponses stratégiques et programmatiques efficaces)</b>	Dans quelle mesure le processus du PNIA met à contribution le mécanisme institutionnel sur le genre (comme les points focaux genre) dans la préparation du document ?	Aucune mention n'est faite sur cette contribution	G0	
<b>E1: Capacité institutionnelle pour la programmation (genre)</b>	Y a-t-il des partenariats efficaces mis en place pour l'intégration du genre dans les politiques et programmes agricoles ?	Le potentiel existe mais n'est pas	G0	Tous les sous-programmes définis ont une composante « renforcement des

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
<b>Systèmes de prestation de services et la capacité institutionnelle</b>  Cette section examine comment le PNIA a abordé la question de l'accès égalitaire des hommes et des femmes aux services de vulgarisation agricole et autres et la capacité des systèmes de gestion de données et d'informations en		valorisé ni exploité		<b>capacités des acteurs » dont les actions restent globales en ciblant les « acteurs » sans une différenciation femmes/hommes, et sans une clarification des besoins spécifiques en formations.</b>  <b>Les questions de genre ne figurent nulle part comme un axe thématique de renforcement des capacités.</b>
	Dans quelle mesure la préparation du PNIA est informée par les rapports régionaux et nationaux pertinents sur le genre (comme par exemple les engagements en matière de genre dans ECOWAP + 10)	Rien n'est mentionné	<b>G0</b>	
	Dans quelle mesure le PNIA a prévu le renforcement des capacités institutionnelles des coopératives de femmes en matière de production agricole, de transformation des produits et	Les activités de renforcement des capacités ne ciblent pas les coopéra-	<b>G0</b>	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
<p>matière de collecte et d'analyse de données, ventilées par sexe et par âge.</p> <p>Une autre dimension clé est également le renforcement des capacités institutionnelles des organisations faitières et de leurs réseaux pour l'action collective, ainsi que la participation des femmes au sein de ces instances.</p>	d'entrepreneuriat agricole ?	tives de femmes		<p><b>L'utilisation des données sexospécifiques et d'indicateurs sensibles au genre pour l'analyse de la situation à laquelle le PNIA/PNSR devra répondre n'est pas non plus effective.</b></p>
	Est-ce que le PNIA a prévu le renforcement des capacités des femmes productrices et pour la gestion post-récolte ?	Non	<b>G0</b>	
	Est-ce que le PNIA inclut des mesures pour le renforcement des capacités, pour rendre les services de vulgarisation agricole et d'autres services sensibles au genre ?	Non	<b>G0</b>	
	Est-ce que le PNIA prévoit des activités de renforcement des capacités pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données ventilées par	Non	<b>G0</b>	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
<b>Systèmes agricoles et alimentaires :</b>  Un accent particulier sera mis sur la façon dont le PNIA traite l'accès des femmes aux services agricoles, à la formation et au développement des chaînes de valeur	sexe et d'indicateurs sensibles au genre ?			
<b>E2: Suivi et évaluation</b>	Existe-t-il des indicateurs sensibles au genre dans le cadre de suivi-évaluation ?	Non	<b>G0</b>	
	Y a-t-il un rôle pour la surveillance ou la collecte du feedback des femmes et des filles dans le cadre de suivi-évaluation ?	Non	<b>G0</b>	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	Est-ce que les données ventilées par sexe sont utilisées pour mettre en évidence les différences d'impacts attendus des programmes, sur les hommes et sur les femmes ?	Non	<b>G0</b>	

<b><u>EFFICACITÉ</u></b> : <b><u>UTILISATION</u></b> <b><u>EFFICACE DES</u></b> <b><u>RESSOURCES</u></b>  <b>E1: Gestion des ressources naturelles</b>  Cette section évalue la façon dont le PNIA traite la gestion	Dans quelle mesure le PNIA a incorporé les principes de conservation des ressources naturelles et la biodiversité tout en utilisant le savoir indigène des femmes rurales ?	Le savoir indigène des femmes a été omis	<b>G0</b>	<b>La formulation de la vision nationale et celle des axes stratégiques du PNIA/PNSR n'ont pas été visiblement fondées sur une analyse genre. Il n'y a donc pas de données pour répondre aux questions genre.</b>
	Est-ce que le rôle et le statut des femmes sont pris en compte dans les processus de gestion des ressources naturelles ?	Non	<b>G0</b>	

efficace des ressources naturelles, la fourniture de services écosystémiques, et les systèmes intégrés tels que ceux liés à l'agroforesterie, ceux alliant l'agriculture et l'élevage et l'agriculture et l'aquaculture, selon la perspective de genre.	Existe-t-il des processus pour la gestion des sols et des semences qui intègrent les femmes ?	Non	<b>G0</b>	<b>Ne cible pas spécifiquement le genre.</b>
	Est-ce que le PNIA prévoit des sources d'énergie alternatives pour les femmes afin de réduire la déforestation ?	Non	<b>G0</b>	
	Est-il prévu pour le développement de systèmes agricoles intégrés ?	Oui	<b>N/A</b>	
<b>E2: l'efficacité technologique (utilisation de la main-d'œuvre)</b>	Est-ce que le PNIA prévoit l'amélioration de l'efficacité au niveau des exploitations (engrais, semences, outils, etc.) pour les agricultrices ?	Non	<b>G0</b>	<b>La formulation de la vision nationale et celle des axes stratégiques du PNIA/PNSR n'ont pas été visiblement fondées sur une analyse genre. Il n'y a donc pas de données</b>
	Est-ce que le PNIA prévoit la fourniture de technologies destinées à réduire la pénibilité	Non	<b>G0</b>	

	des travaux et à accroître la productivité des femmes ?			<b>pour répondre aux questions genre.</b>
	Est-ce que le PNIA prévoit des formations pour promouvoir l'utilisation de technologies améliorées pour les femmes ?	Non	<b>G0</b>	
	Est-ce que le PNIA prévoit la recherche sensible au genre sur les technologies liées à l'allègement des tâches ?	Non	<b>G0</b>	

<b>E3 Développement des chaînes de valeur et accès aux marchés</b>  Cette section analyse la façon dont les modèles économiques liés aux partenariats public-privé, les chaînes de valeur du secteur privé, et les marchés publics pour les produits, travaux et services agricoles traitent la question de	Y a-t-il des programmes et des initiatives qui lient les coopératives de femmes productrices et leurs réseaux aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux ?	Non	<b>G0</b>	<b>La formulation de la vision nationale et celle des axes stratégiques du PNIA/PNSR n'ont pas été visiblement fondées sur une analyse genre. Il n'y a donc pas de données pour répondre à la problématique genre.</b>
	Y a-t-il des activités de renforcement des capacités des coopératives de femmes pour accroître leur participation aux chaînes de valeur ?	Non	<b>G0</b>	
	Les réseaux de femmes sont-ils renforcés pour accroître la	Non	<b>G0</b>	

l'égalité des sexes dans le PNIA.	participation aux chaînes de valeur ?			
	Y a-t-il des mesures destinées à accroître l'accès des femmes aux marchés publics (appels d'offre étatiques) pour la fourniture de produits et de services agricoles ?	Non	<b>G0</b>	
	Est-ce que le PNIA favorise le flux d'investissement privé dans les entreprises de la chaîne de valeur des femmes ?	Non défini	<b>G0</b>	
	Y a-t-il des mesures destinées à promouvoir le rôle des femmes dans la réduction des pertes post-récoltes dans le PNIA ?	Non définies	<b>G0</b>	
<b>IMPACT PROBABLE</b>  <b>I1: L'emploi rural décent</b>  (4) Cette section examine la manière dont le PNIA traite les questions suivantes : les opportunités d'accès au travail décent tout en	Est-ce que la mise en œuvre du PNIA va améliorer l'emploi des femmes rurales dans les nouvelles chaînes de valeur agricoles ?	Non défini	<b>G0</b>	<b>Les modalités de gestion sont définies globalement, sans une différenciation femmes /hommes. Il va sans dire que leur exécution suivra la même logique. Il sera</b>
	Y a-t-il des initiatives visant à fournir des services de soins aux femmes agricultrices (par ex.	Non	<b>G0</b>	

garantissant l'égalité des salaires ; l'amélioration des conditions de travail dans les zones rurales, avec un accent particulier sur la protection de la maternité et l'élimination du travail des enfants ; le développement des services de soins pour les ménages pauvres pour l'allègement des tâches et la réduction de la charge de travail domestique non rémunéré des femmes et des filles ; la promotion des normes de sécurité et de santé au travail dans l'emploi rural agricole et informel ; et l'extension de la protection sociale pour couvrir les petits producteurs/productrices et les travailleurs informels en milieu rural.	crèches pour la garde d'enfants, etc.)			<b>alors difficile de différencier l'impact potentiel pour les hommes et les femmes à la fin de la mise en œuvre.</b>
	Y aura-t-il une réduction du travail agricole non rémunéré des femmes et du travail des enfants ?	Non défini	<b>G0</b>	
	Est-ce que le PNIA va promouvoir l'intégration des femmes dans les cultures de rente ? (Agriculture comme business)	Non défini	<b>G0</b>	
	Y aura-t-il des programmes de protection sociale pour les femmes dans l'agriculture ?	Non défini	<b>G0</b>	
	Y aura-t-il des mesures pour éliminer les conditions de travail défavorables des femmes dans l'agriculture et les chaînes de valeur ? (Exemple : contact avec des pesticides dangereux, absence de congés, conditions de travail précaires, etc.)	Non défini	<b>G0</b>	
	Existe-t-il des dispositions dans le document qui sont	Non. Mais la non-sensibilité	<b>G0</b>	

	susceptibles de perpétuer encore les inégalités entre les sexes ?	genre pourrait renforcer les inégalités entre les sexes		
<b>I2: La sécurité alimentaire</b>  Cette section examine la façon dont le PNIA traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre, y compris la réduction des pertes post-récolte et des gaspillages alimentaires.	Y a-t-il une réduction de la proportion de femmes parmi la population en situation d'insécurité alimentaire ?	Non défini	<b>G0</b>	<b>Des actions de réduction de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont prévues mais sans une perspective genre.</b>
	Y a-t-il une réduction de la proportion de femmes parmi la population souffrant de malnutrition ?	Non défini	<b>G0</b>	
<b>I3: Faim Zéro</b>	Indiquer les progrès accomplis vers la Faim zéro pendant la mise en œuvre du PNIA	Non défini	<b>G0</b>	

<b>VIABILITÉ</b>  Il s'agit de la stratégie de viabilité dans la traduction de la politique en actions	Est-ce que le PNIA favorise l'accès aux finances par les femmes productrices et entrepreneuses ?	Non défini	<b>G0</b>	<b>Les actions concrètes définies sont globalement</b>
--	--	------------	-----------	--

<p>concrètes, y compris le financement</p> <p><b>V1: L'inclusion financière</b></p> <p>Cette section examine les mesures spéciales prises dans les PNIA pour assurer l'inclusion financière des femmes productrices et de leurs organisations dans l'entrepreneuriat agricole.</p>	<p>Est-ce que le PNIA prévoit des partenariats avec des institutions financières pour favoriser l'accès des femmes aux finances ?</p>	Non défini	<b>G0</b>	<p><b>pertinentes mais en étant « aveugles au genre » la viabilité de la stratégie est compromise.</b></p>
	<p>Est-ce que le PNIA fait la promotion de l'inclusion financière à travers les organisations de productrices et leurs entreprises agricoles ? (Par exemple, fonds fiduciaires pour les femmes.)</p>	Non	<b>G0</b>	
<p><b>V2: La résilience des systèmes agricoles et alimentaires</b></p> <p>Cette section concerne la promotion de l'agriculture durable et résiliente au climat selon la perspective de genre. Cette section examine comment le PNIA aborde la résilience des systèmes agricoles et alimentaires selon la perspective de genre.</p>	<p>Les femmes voient-elles leurs capacités renforcées pour pratiquer une l'agriculture intelligente face aux aléas du climat ?</p>	Non	<b>G0</b>	<p><b>La résilience et la durabilité des systèmes agricoles ne sauraient être effectives sans l'intégration d'une perspective de genre.</b></p>
	<p>Est-ce que le PNIA soutient la sécurisation des biens des femmes ?</p>	Non	<b>G0</b>	
	<p>Est que les agricultrices sont soutenues dans les programmes d'assurance-récolte ?</p>	Non	<b>G0</b>	

**Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées ou contactées**

<b>NOM ET PRÉNOM</b>	<b>SEXE</b>	<b>TITRE /STRUCTURE</b>
<b>OUEDRAOGO Alima</b>	<b>F</b>	Point focal Genre/ Bureau FAO Ouaga
<b>OUATTARA Sory</b>	<b>M</b>	Documentaliste / Bureau FAO Ouaga
<b>BEYI David</b>	<b>M</b>	Secrétaire permanent / Conseil national pour la promotion du genre / MFSNF
<b>KY Kalidou</b>	<b>M</b>	Chef du Département suivi-évaluation/ SP CONAP Genre/ MFSNF
<b>OUEDRAOGO/KINDA Salmata</b>	<b>F</b>	Responsable Genre / Ministère de l'Environnement et du Développement durable
<b>MAIGA Moussa</b>	<b>M</b>	Secrétaire général MAAH
<b>KABORE Aimé Roger</b>	<b>M</b>	Coordonnateur de projet/MAAH
<b>OUIBGA Joachim</b>	<b>M</b>	Chef du Département communication concertation entre les acteurs/Secrétariat permanent de la coordination des politiques sectorielles – Membre de la Cellule genre agricole/MAAH
<b>BOURAIMA Zakari</b>	<b>M</b>	Directeur de pays / EAU VIVE
<b>DABIRE Bonoudaba</b>	<b>M</b>	Analyste économique/ Ancien conseiller spécial du Premier ministre
<b>NIKIEMA Noellie</b>	<b>F</b>	Cellule genre DGESS/MAAH
<b>BACYE François</b>	<b>M</b>	Économiste / Consultant-expert en genre

### Annexe 3 : Outils d'analyse genre suivis

#### 1) Les sept principes clés relatifs au genre et au développement

**1. L'équité :** C'est la notion de **justice sociale**. Il s'agit de **tenir compte des spécificités propres à la catégorie homme et à la catégorie femme dans les stratégies et les actions de développement**. L'équité entre les sexes signifie ***accorder un traitement équitable aux hommes et aux femmes, en accord avec leurs besoins respectifs.***

**2. L'égalité :** Elle doit être comprise **non en termes mathématiques mais en termes de droits**. Il s'agit aussi de **l'égalité des chances**. L'égalité des sexes signifie que les ***comportements, les aspirations et les différents besoins des femmes et des hommes sont pris en considération, valorisés et appuyés de la même manière.***

**3. La participation :** Quatre niveaux sont ici considérés :

- **1<sup>er</sup> niveau :** le groupe cible est passif et ne fait que recevoir l'aide apportée sans intervenir dans la génération de l'aide. Il s'agit d'un état d'assistanat où la participation se limite à l'expression de la demande. **Le groupe cible est ici seulement bénéficiaire.**
- **2<sup>e</sup> niveau :** le groupe cible agit de la manière prescrite par d'autres. La façon de faire, de participer lui est dictée selon un modèle venu d'ailleurs ; il n'a pas le choix. **Le groupe cible est ici travailleur.**
- **3<sup>e</sup> niveau :** le groupe cible est consulté sur ses problèmes et ses besoins, mais les solutions sont définies ailleurs, par d'autres personnes. Ces solutions s'imposent à lui et sans réellement pouvoir être adaptées. **Le groupe cible est ici partie prenante consultée.**
- **4<sup>e</sup> niveau :** le groupe cible acquiert le pouvoir de s'organiser pour identifier et formuler ses besoins, et propose des solutions à ses problèmes. Il est planificateur et décideur. C'est le niveau à rechercher dans toute action de développement visant la durabilité. **Le groupe cible est acteur et décideur.** C'est la finalité recherchée par l'approche genre et développement.

**4. Le pouvoir :** Ici aussi, quatre types sont à considérer :

- **Type1 : le pouvoir est exercé sur l'autre :** il s'agit de rapports de domination et de subordination, s'exprimant à travers l'autocratie, la dictature, l'esclavage, l'oppression. **Ce type de pouvoir est à bannir pour parvenir à un développement participatif, durable et équitable.**

- **Type 2 : le pouvoir est exercé avec l'autre :** il permet la coopération, la collaboration, la complémentarité sur la base de la reconnaissance des valeurs et capacités de l'autre. **Il est sous-tendu par l'égalité de droits et l'équité.**
- **Type 3 : le pouvoir intérieur :** il est d'ordre spirituel et développe l'esprit d'acceptation de soi et d'autrui. Il s'agit de ***l'estime de soi, de la confiance en soi.*** Il est à la base du développement des autres types de pouvoir car il permet d'acquérir le savoir (connaissances), le savoir-faire (compétences), le savoir être (attitudes et comportements) et le savoir devenir (capacité à se projeter dans l'avenir, ambitions).
- **Type 4 : le pouvoir de... (« empowerment ») :** il s'agit de la faculté d'appréhender, de comprendre, d'analyser, de produire. Ce pouvoir est créateur. Il rend apte à l'accomplissement d'actions. Il désigne aussi le génie créateur, la compétence, les aptitudes et l'habileté à réaliser un travail, c'est pourquoi on parle ***d'habilitation ou d'autonomisation.***

**5. Les besoins pratiques :** ils sont concrets et leur satisfaction permet à l'individu d'arriver rapidement au bien-être. Ils touchent aux **conditions matérielles de la vie** et ont tendance à être immédiats. Il s'agit des besoins quotidiens élémentaires, vitaux, fondamentaux qui sont la contrepartie le plus souvent de déficiences (manques) dans les conditions de vie ; ils ***ne remettent pas en question la répartition des tâches*** entre les hommes et les femmes, ***ni la position subordonnée*** que celles-ci occupent au sein de la société.

**6. Les intérêts stratégiques :** Ils se réfèrent à une vision à plus long terme. Ils touchent à la **situation, à la position sociale** et ***remettent en cause les rapports de pouvoir et d'inégalité car ils visent une plus grande équité*** entre les hommes et les femmes en ce qui concerne la division du travail, l'accès aux ressources/ bénéfices et leur contrôle, et la participation aux prises de décisions. Ils sont satisfaits par l'acquisition du savoir, du savoir-être, du savoir-faire, du pouvoir et de l'autonomie.

## **7. L'accès aux ressources et bénéfices et leur contrôle :**

***Les ressources*** représentent les moyens et les biens, y compris économiques (les revenus des ménages), de production (la terre, l'équipement, les outils, le travail, le crédit), politiques (les qualités de leader, l'information et l'organisation), la formation et le temps.

***Les bénéfices*** sont les récompenses économiques, sociales, politiques et psychologiques résultant de l'utilisation des ressources, y compris la satisfaction des besoins pratiques (alimentation, logement) et des intérêts stratégiques (formation et perfectionnement, pouvoir politique).

***L'accès*** est le droit, l'autorisation, la possibilité d'utiliser les ressources et les bénéfices sans toutefois pouvoir décider de l'usage (**notion d'utilisateur**). L'accès implique que la personne (homme ou femme) ***est en mesure d'utiliser des ressources ou des bénéfices spécifiques et d'en tirer profit.***

***Le contrôle*** est le **droit de décider de l'usage** (temps et conditions d'utilisation) d'une ressource ou d'un bénéfice (**notion de propriétaire**). Le contrôle implique que la personne (homme et femme) peut avoir accès à une ressource et à un bénéfice et ***qu'elle peut prendre des décisions à propos de son utilisation***.

## **2) Les questions essentielles pour mesurer la prise en compte du genre dans les projets et programmes :**

- Existe-t-il une situation de référence désagrégée par sexe ?
- Peut-on affirmer que le programme/projet a bénéficié au moins autant aux femmes qu'aux hommes ?
- Les données collectées lors du suivi sont-elles désagrégées ?
- Quel rapport y a-t-il entre les objectifs du projet et les activités des femmes et celles des hommes ?
- Dans quelle mesure les femmes participent-elles au projet et de quelle façon leurs rôles, leurs besoins et intérêts sont-ils pris en compte par rapport aux hommes dans le cycle du projet ?
- Y a-t-il eu des mesures particulières pour accroître la participation des femmes et des hommes à l'exécution du projet ?
- De quelle manière le projet agit-il sur les hommes et les femmes en matière de volume de travail, d'accès aux facteurs et moyens de production, d'accès aux services et à la technologie, d'accès aux revenus et de contrôle des ressources et bénéfices ?
- Quelle est l'influence du projet sur le rôle social des femmes par rapport aux hommes ? (Responsabilisation, organisation ?)
- Quelles sont les mesures ou stratégies encore possibles pour optimiser les effets du projet sur les hommes et sur les femmes ? Quelles modifications pourraient être recommandées en ce sens ?

#### **Annexe 4 : Termes de référence de l'étude**



Food and Agriculture Organization of the United Nations

#### **Termes de référence pour les Consultants/PSA**

<b>Titre de l'offre</b>		<b>Consultant/e national/e pour l'évaluation genre au niveau des pays membre de la CEDEAO</b>	
<b>Bureau/ Unité</b>		RAF	
<b>Numéro du Programme/Projet</b>		TCP/RAF/3509/FAO-ECOWAS	
<b>Location</b>		<b>À domicile avec mission(s) vers la capitale (si la résidence est ailleurs) / missions locales/sur place si ainsi convenu</b>	
<b>Date prévue de démarrage des travaux</b>		13 juin 2016	<b>Durée :</b> 35 jours
<b>Superviseur</b>	<b>Nom :</b> Tacko Ndiaye	<b>Titre :</b>	Fonctionnaire principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural

### Description générale des tâches et objectifs à réaliser

La FAO et la Commission de la CEDEAO ont conclu un partenariat pour la mise en œuvre d'un Projet de coopération technique intitulé « Réponse genre aux Plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le Défi Faim Zéro dans les pays membres de la CEDEAO ». L'objectif général de ce projet est d'**assurer que la transformation agricole et la croissance de l'agriculture inclusive avantagent/autonomisent pleinement les femmes et les jeunes dans les pays membres de la CEDEAO. En ce sens, il** contribue pleinement à ECOWAP/PDDAA, à l'Initiative Faim Zéro de la CEDEAO, et au Plan régional d'investissement agricole de la CEDEAO. Le Résultat 1 de ce projet « **Formulation, financement, mise en œuvre et suivi des PNIA sensibles au genre** » cherche à assurer que les Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) répondent aux disparités existantes entre les hommes et les femmes dans les secteurs agricole, du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il contribue par là même au Résultat du niveau 2 du Cadre de résultats du PDDAA sur la « **Croissance agricole inclusive durable** ». Le Résultat 2 « **Capacité systémique pour accroître les opportunités des femmes et des jeunes en vue d'une croissance agricole inclusive et relever le Défi Faim Zéro** » a trait au renforcement des capacités pour autonomiser les femmes et les jeunes le long des chaînes de valeur agricoles à travers des politiques sensibles au genre, le financement et l'approvisionnement des services, le développement des compétences et des opportunités d'affaires. Il contribue au Résultat du niveau 3 relatif au Cadre de résultats du PDDAA sur le « **Changement transformateur suite au PDDAA** ».

Dans ce cadre, un(e) consultant(e) national(e) sera recruté(e) dans chaque pays membre de la CEDEAO pour mener une évaluation de la situation relative à l'égalité de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural, avec pour objectif d'analyser les inégalités sexospécifiques dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés, et qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'étude de la situation combinera une analyse des disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural et un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels, sur la base d'une analyse de la documentation disponible, des données sexospécifiques et d'un diagnostic des politiques effectué de manière participative, dans le but de :

- Éclairer l'élaboration du nouveau guide pour la seconde génération de PNIA et PRIA en vue d'assurer l'intégration systématique du genre dans la formulation, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ces instruments ;
- Renseigner l'élaboration du Plan d'action genre et agriculture de la CEDEAO, la publication régionale FAO-CEDEAO sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la

nutrition, et les autres processus liés à l'ECOWAP /PPDAA 2025 au niveau national et régional ;

- Faciliter la contribution de la FAO au rapport CEDEF/CEDAW avec l'équipe pays des Nations Unies, en apportant des données et informations fiables et mises à jour sur la situation des femmes rurales dans le pays ;
- Faciliter le plaidoyer à un haut niveau et les activités de renforcement des capacités à l'échelle du pays ;
- Établir une situation de référence pour le suivi de la mise en œuvre des politiques agricoles, des PNIA et des ODD au niveau national.

Sous la supervision générale de la Fonctionnaire principale chargée du Genre, de l'Égalité et du Développement rural à la FAO et de la Fonctionnaire principale chargée du Genre au bureau de la Commissaire chargée du Genre et des Affaires sociales au sein de la CEDEAO, la supervision technique du Point focal Genre de la FAO au niveau du Bureau de pays de la FAO, et avec l'appui technique de l'équipe Genre de la Division de la Protection sociale au siège de la FAO, l'intéressé(e) devra s'acquitter des tâches suivantes :

- Faire une **évaluation détaillée de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le secteur agricole et rural (CGA-ARS)** (26 jours) ;
- Préparer un rapport final de l'évaluation de la situation du pays en matière d'intégration du genre (8 jours) ;
- Préparer et présenter les résultats et des recommandations clés (1 jour).

Le manuel contenant la table des matières du rapport et le cadre d'analyse du PNIA est joint en annexe pour l'information des consultants.

Indicateurs de performance clés	
Produits attendus :	Délais prévus :
Projet de rapport de l'évaluation de la situation du genre	29 juillet 2016
Rapport final de l'évaluation de la situation du genre	16 août 2016
Présentation des résultats et recommandations clés	16 août 2016
Compétences requises	
<p>Diplôme universitaire supérieur en sociologie, sciences sociales, économie, économie du développement, et autres disciplines pertinentes.</p> <p>Excellentes aptitudes linguistiques (français).</p> <p>Excellente connaissance des questions clés liées à l'égalité des sexes, l'équité sociale et l'autonomisation des femmes au Burkina Faso (ou en Afrique de l'Ouest) <b><i>dans le domaine de l'agriculture et du développement rural.</i></b></p> <p>Aptitudes démontrées (par le biais de publications en français) en rédaction d'analyses sur les questions socio-économiques liées aux questions de genre.</p> <p>Expérience en matière d'analyse et d'intégration de la perspective de l'égalité des sexes dans la formulation des programmes, en lien avec le domaine de l'agriculture et du développement rural, et expérience en matière d'analyse des questions socio-économiques et de genre.</p> <p>Une bonne connaissance du système des Nations Unies, de ses mécanismes de programmation, et de la FAO constituerait un atout.</p>	

## **Annexe 5 : TABLE DES MATIÈRES**

<b>PRÉFACE .....</b>	<b>2</b>
<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>7</b>
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES .....</b>	<b>9</b>
<b>A) CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION.....</b>	<b>14</b>
<b>B) CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE GENERAL.....</b>	<b>14</b>
<b>C) CADRE JURIDIQUE DU GENRE .....</b>	<b>15</b>
<b>CONTEXTE.....</b>	<b>26</b>
LA PRÉSENCE DE LA FAO AU BURKINA .....	27
OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION GENRE PAYS ET DE LA MISE EN ŒUVRE DU PNIA .....	28
RÉSULTATS ATTENDUS .....	28
MÉTHODOLOGIE UTILISÉE.....	29
DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	32
SUPERVISION DE L'ÉVALUATION .....	32
<b>ANALYSE DU CONTEXTE POLITIQUE DU BURKINA FASO EN LIEN AVEC LE GENRE .....</b>	<b>33</b>
PRÉSENTATION DU BURKINA FASO .....	33
LE CADRE DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT DU PAYS EN LIEN AVEC LE GENRE .....	42
➤ <i>Le Plan national de développement économique et social (PNDES)</i> .....	42
➤ <b>LE PROGRAMME NATIONAL DU SECTEUR RURAL 2 (PNSR2)</b> .....	44
STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT RURAL (SDR) DU BURKINA FASO.....	46
- AXE 5 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET DU PARTENARIAT.....	48
COHÉRENCE DES CADRES RÉGIONAUX, INFRARÉGIONAUX ET NATIONAUX DE L'AGRICULTURE.....	48
L'ENGAGEMENT POLITIQUE ET LES PRINCIPALES POLITIQUES PORTANT SUR L'AGRICULTURE ET L'ÉGALITÉ DES SEXES .....	51
<i>Les engagements internationaux et nationaux</i> .....	51
<i>Le cadre juridique national</i> .....	54
<b>ANALYSE DE L'INTÉGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LE PROCESSUS DE POLITIQUE AGRICOLE.....</b>	<b>57</b>
LA POLITIQUE NATIONALE « GENRE » AU BURKINA FASO (PNG) : COHÉRENCE PAR RAPPORT À LA STRATÉGIE APPLICABLE AU SECTEUR DE L'AGRICULTURE .....	57
INTÉGRATION DU GENRE DANS LE PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE.....	58
<i>La conception et la formulation de la politique de « Production agro-sylvo-pastorale 2018-2027 ».....</i>	58
<i>Les buts, objectifs et cibles de la politique agricole</i> .....	63
<i>La disponibilité et l'utilisation des indicateurs liés au genre</i> .....	65
LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE AU SOUTIEN DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES .....	68
<i>La capacité du ministère chargé du Genre à soutenir le ministère de l'Agriculture pour permettre l'intégration de l'approche genre dans le secteur.....</i>	68
<i>Intégration de l'approche genre et ministère de l'Agriculture</i> .....	69
<i>Intégration de l'approche genre dans les secteurs liés à l'agriculture (foncier, ressources en eau)</i> .....	73
<i>Partenariat genre et agriculture.....</i>	75
BUDGÉTISATION POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE .....	77
<b>ANALYSE DE LA SITUATION BASÉE SUR L'EXAMEN DES DOCUMENTS, LE RECENSEMENT AGRICOLE DU PAYS ET LES AUTRES RECENSEMENTS ET ENQUÊTES.....</b>	<b>78</b>
GENRE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE .....	78
<b>SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES FEMMES</b> .....	<b>78</b>
<b>LIENS ENTRE SECURITE ALIMENTAIRE ET GENRE</b> .....	<b>81</b>

GENRE ET TRAVAIL AGRICOLE RURAL .....	82
<b>•BREVE DESCRIPTION GENERALE DE LA SITUATION DE L'EMPLOI.....</b>	<b>82</b>
APPROCHE DE GENRE ET CONTRÔLE DE LA TERRE .....	92
GENRE, EAU POUR LES BESOINS AGRICOLES ET AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES .....	97
GENRE ET PRODUCTION AGRICOLE VÉGÉTALE.....	98
GENRE ET ÉLEVAGE.....	100
GENRE, PÊCHE ET AQUACULTURE .....	102
GENRE ET FORÊTS .....	103
GENRE ET CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES .....	106
<b>GENRE ET GESTION POST-RECOLTE.....</b>	<b>107</b>
GENRE ET VULGARISATION AGRICOLE .....	110
GENRE ET COMMERCIALISATION AGRICOLE .....	111
GENRE ET FINANCES RURALES.....	112
PROBLÉMATIQUE GENRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE .....	116
GENRE, PAUVRETÉ ET PROTECTION SOCIALE DANS LE SECTEUR AGRICOLE .....	119
GENRE ET INSTITUTIONS RURALES.....	122
GENRE ET TECHNOLOGIES .....	124
INFRASTRUCTURES DE BASE.....	125
<b>ANALYSE DES PARTIES PRENANTES ET PARTENAIRES POTENTIELS .....</b>	<b>129</b>
<b>ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE ET DES IMPACTS DU PNIA EN LIEN AVEC LA PROBLÉMATIQUE GENRE</b>	<b>132</b>
LES POINTS CRITIQUES ET LES RÉSULTATS DU PNIA.....	132
TENDANCES GÉNÉRALES, LACUNES ET DÉFIS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES .....	135
BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE PROGRAMMATION ET DE MISE EN ŒUVRE SENSIBLES AU GENRE.....	136
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>140</b>
<b>CONCLUSIONS .....</b>	<b>140</b>
ANNEXE 1 : CADRE D'ANALYSE SE RAPPORTANT À L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES PLANS NATIONAUX D'INVESTISSEMENT AGRICOLE .....	151
ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES OU CONTACTÉES.....	170
ANNEXE 3 : OUTILS D'ANALYSE GENRE SUIVIS .....	171
ANNEXE 4 : TERMES DE RÉFÉRENCE DE L'ÉTUDE .....	174
ANNEXE 5 : TABLE DES MATIÈRES.....	178